

**BANQUE CENTRALE DU CONGO**



# **RAPPORT D'ACTIVITES DE LA MICROFINANCE 2013**



Siège de la Banque Centrale du Congo à Kinshasa

**BANQUE CENTRALE DU CONGO****Siège social :**

Boulevard Colonel Tshatshi, 563  
B.P. 2697  
KINSHASA I  
Téléphone : + 243 81 88 05 152 (Haute Direction)  
+ 243 81 03 03 558 (Direction de la Surveillance  
des Intermédiaires Financiers)  
Fax : +243 813010 959  
Site Web : <http://www.bcc.cd/>

**Directions Provinciales :**

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani, Lubumbashi,  
Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

**Agences autonomes :**

Boende, Boma, Bumba, Bunia, Gbadolite, Ilebo, Inongo, Isiro, Kabinda,  
Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Kongolo, Lodja, Mwene-Ditu  
Tshikapa, Uvira et Zongo.

**Agences mandataires par provinces :**

- Mbanza-Ngungu, Muanda, Tshela (Bas-Congo)
- Kenge (Bandundu)
- Basankusu, Lisala (Equateur)
- Buta (Province Orientale)
- Beni, Butembo (Nord Kivu)
- Tshimbulu (Kasaï Occidental)
- Kolwezi (Katanga)



**Cher Lecteur,**

**Concerne : Présentation du Rapport d'Activités  
2013 de la Microfinance en République  
Démocratique du Congo**

J'ai l'honneur de vous présenter le Rapport d'Activités 2013 du secteur de la Microfinance en République Démocratique du Congo.

Dans ses premières pages, le Rapport décrit l'environnement international et national ayant prévalu au courant de l'exercice sous revue, lequel a été marqué, à l'instar du précédent, par un ralentissement de la croissance économique qui s'est situé à 3,0 % contre 3,2 % en 2012, à la suite de la poursuite du renforcement des mesures d'austérité budgétaire dans la plupart des économies avancées.

S'agissant particulièrement de l'Afrique Subsaharienne, la croissance est demeurée robuste, en raison d'une forte demande intérieure et du maintien favorable des cours des matières premières. Ce fut le cas en République Démocratique du Congo qui a clôturé l'année avec un taux de croissance économique de 8,2 %, bien supérieur à la moyenne de 4,9 % observée dans la région en 2013.

C'est ici le lieu de souligner que la stabilité du cadre macroéconomique et les réformes entreprises dans le pays ont contribué à la poursuite de la consolidation de ce secteur important pour l'amélioration d'une offre appropriée et de proximité des services financiers à une large couche de la population congolaise. En effet, la part de la microfinance dans le total bilantaire du secteur financier congolais s'est établie à 5,3 %. Par ailleurs, ce secteur a détenu 42,2 % du total du nombre des comptes ouverts par le secteur financier, constitué essentiellement des comptes détenus par des personnes à bas revenus.

Comme il est de coutume chaque année depuis 2009, le Rapport fournit des informations pertinentes qui ont caractérisé le secteur en 2013 aussi bien au niveau de la réglementation, du contrôle, des performances que du comportement des ISFD de chaque province du pays.

A ce titre, quelques faits majeurs sont à retenir, à savoir la publication de deux instructions portant sur la fixation du capital minimum des institutions non mutualistes et sur le fonctionnement d'une faïtière, la progression de l'activité de 23,8 % de 2012 à 2013 dans un contexte particulièrement difficile au niveau de la partie Est du pays, la poursuite de l'assainissement du secteur et l'appui des autres acteurs dans la consolidation du secteur de la microfinance.

Pour le reste, des innovations ont été introduites dans le présent Rapport et portent sur l'analyse comparative entre l'épargne, l'encours de crédit et les fonds propres, l'insertion des encadrés qui portent sur des sujets d'actualité dont notamment la protection des consommateurs des services financiers, la gouvernance, un des maux qui rongent le secteur et le contrôle interne ainsi que la publication des témoignages de certains bénéficiaires des services financiers quant à l'impact de ces services financiers sur leur bien-être social.

Le bien-être du grand nombre des congolais demeure l'un des objectifs majeurs des actions menées par la Banque Centrale du Congo notamment dans le secteur de la microfinance. Partant, l'Institut d'Emission réitère son engagement à agir prioritairement dans l'amélioration de l'offre des services financiers de proximité, de qualité et adaptés aux besoins de la population de la République Démocratique du Congo.

Je vous souhaite une bonne lecture.



**Deogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO**

## TABLE DES MATIERES

Environnement économique international .....	12
Environnement économique interieur .....	12
<b>CHAPITRE I :</b>	
<b>CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE DE L'ACTIVITE DE MICROFINANCE .....</b>	<b>15</b>
1.1 Textes légaux et réglementaires.....	15
1.1.1 Textes légaux .....	15
1.1.2 Textes réglementaires .....	17
1.2 Plan comptable spécifique au secteur .....	20
<b>CHAPITRE II :</b>	
<b>PRESENTATION DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE .....</b>	<b>23</b>
2.1. Evolution des institutions de microfinance.....	24
2.2. Evolution des éléments de portée.....	28
2.2.1. Nombre des comptes ouverts par les ISFD .....	28
2.2.2. Répartition des membres et clients par genre.....	30
2.2.3. Secteurs d'activités des ISFD.....	31
2.2.4. Autres éléments de portée .....	32
2.3. Services connexes .....	33
2.4. Autres intervenants du secteur .....	33
<b>CHAPITRE III :</b>	
<b>SURVEILLANCE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE .....</b>	<b>35</b>
3.1 Types de contrôle exercé.....	35
3.1.1 Contrôle sur pièces.....	35
3.1.2 Contrôle sur place .....	36
3.3 Missions de contrôle .....	36
3.3. Principaux constats communs .....	37
3.3.1. Au niveau de l'administration : .....	37
3.3.2. Du point de vue de la gestion du portefeuille de crédit : .....	37
3.3.3. Sur le plan financier.....	37
3.4. Retrait d'agrément et mise en dissolution forcée des institutions mutualistes et non mutualistes.....	38
3.4.1. Dissolution forcée.....	38
3.4.2. Dissolution volontaire .....	38

CHAPITRE IV :	
ANALYSE DES PERFORMANCES DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE.....	43
4.1. Analyse financière globale.....	43
4.1.1 Analyse de la structure financière .....	43
4.2. Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	48
4.3 Analyse du compte d'exploitation .....	48
4.3.1 Analyse des produits.....	49
4.3.2. Analyse des charges.....	50
4.3.3. Analyse du résultat net.....	51
4.3. Analyse de la structure financière par catégorie d'ISFD.....	52
CHAPITRE V :	
ANALYSE PAR PROVINCE.....	57
5.1 PROVINCE DU BANDUNDU .....	58
5.1.1 Analyse de l'actif.....	60
5.1.2. Analyse du passif.....	62
5.1.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	63
5.1.4 Analyse du compte d'exploitation.....	64
5.2. PROVINCE DU BAS CONGO .....	66
5.2.1. Analyse de l'actif.....	68
5.2.2 Analyse du passif.....	70
5.2.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	71
5.2.4 Analyse du compte d'exploitation.....	72
5.3. PROVINCE DE L'EQUATEUR.....	75
5.3.1 Analyse de l'actif.....	76
5.3.2 Analyse du passif.....	77
5.3.3 Analyse du compte d'exploitation.....	78
5.4 PROVINCE DU KASAI OCCIDENTAL .....	80
5.4.1 Analyse de l'actif.....	81
5.4.2 Analyse du passif.....	82
5.4.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	83
5.4.4 Analyse du compte d'exploitation.....	84
5.5 PROVINCE DU KASAI ORIENTAL.....	86
5.5.1 Analyse de l'actif.....	88
5.5.2 Analyse du passif.....	89
5.5.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	90
5.6 PROVINCE DU KATANGA .....	94
5.6.1 Analyse de l'actif.....	96
5.6.2 Analyse du passif.....	97
5.6.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	98
5.6.4 Analyse du compte d'exploitation .....	99
5.7 VILLE PROVINCE DE KINSHASA .....	102
5.7.1 Analyse de l'actif.....	105
5.7.2 Analyse du passif.....	107
5.7.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	108
5.7.4 Analyse du compte d'exploitation.....	109
5.8 PROVINCE DU MANIEMA.....	112
5.8.1 Analyse de l'actif.....	114
5.8.2 Analyse du passif .....	115
5.8.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	116
5.8.4 Analyse du compte d'exploitation des ISFD.....	117
5.9 PROVINCE DU NORD KIVU .....	120
5.9.1 Analyse de l'actif.....	123
5.9.2 Analyse du passif.....	124

5.9.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	126
5.9.4 Analyse du compte d'exploitation.....	126
5.10 PROVINCE ORIENTALE.....	130
5.10.1 Analyse de l'actif.....	131
5.10.1.1 Disponibles .....	132
5.10.1.2 Encours de crédit .....	132
5.10.2 Analyse du passif.....	133
5.10.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	134
5.10.4 Analyse du compte d'exploitation.....	134
5.11 PROVINCE DU SUD KIVU.....	137
5.11.1 Analyse de l'actif.....	140
5.11.2 Analyse du passif.....	141
5.11.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	143
5.11.4 Analyse du compte d'exploitation.....	143
CHAPITRE VI :	
AUTRES ACTIVITES EN RAPPORT AVEC LE SECTEUR.....	147
6.1. FORMATION ET MISSIONS EFFECTUEES .....	147
6.1.1. A l'intérieur du pays .....	147
6.1.2. A l'extérieur du pays .....	149
6.2. ACTIVITES AVEC LES PARTENAIRES.....	150
6.3. ALLOCUTIONS PRONONCEES PAR MONSIEUR LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO.....	150
ANNEXES.....	151
Annexe n° 1 : Réseau d'exploitation .....	152
Annexe n° 2 : Liste des institutions par province à fin décembre 2013.....	154
Annexe n° 3 : Liste des institutions agréées en 2013.....	158
Annexe n° 4 : Liste des institutions radiées en 2013 .....	158
Liste des abréviations utilisées.....	159

### Liste des graphiques

Graphique n° 1 : Répartition des ISFD par province.....	24
Graphique n° 2 : Evolution des ISFD par catégorie .....	24
Graphique n° 3 : Evolution des agréments des ISFD.....	26
Graphique n° 4 : Evolution des agréments par province.....	27
Graphique n° 5 : Evolution du nombre des comptes ouverts par province .....	29
Graphique n° 6 : Part des comptes ouverts par catégorie .....	30
Graphique n° 7 : Evolution du nombre des comptes ouverts auprès des ISFD par genre.....	31
Graphique n° 8 : Evolution de crédits par secteur d'activités .....	32
Graphique n° 9 : Part de chaque province dans le total bilantaire .....	44
Graphique n° 10 : Evolution des postes de l'actif .....	44
Graphique n° 11 : Evolution des postes du passif .....	46
Graphique n° 12 : Evolution comparée du passif exigible et des fonds propres .....	47
Graphique n° 13 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	48
Graphique n° 14 : Evolution des produits .....	50
Graphique n° 15 : Evolution des charges .....	51
Graphique n° 16 : Evolution du total bilantaire par catégorie d'ISFD.....	52
Graphique n° 17 : Répartition du total bilantaire du secteur par catégorie .....	53
Graphique n° 18 : Répartition du total bilantaire par catégorie et par province .....	54
Graphique n° 19 : Part de marché des ISFD de chaque province dans le total bilantaire .....	54
Graphique n° 20 : Part du total bilantaire des ISFD de la province par catégorie .....	60
Graphique n° 21 : Ventilation des postes de l'actif.....	61
Graphique n° 22 : Evolution des postes du passif du bilan .....	62
Graphique n° 23 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	63
Graphique n° 24 : Ventilation des produits .....	64

Graphique n° 25: Ventilation des chargess .....	65
Graphique n° 26 : Part du marché des ISFD de la province .....	67
Graphique n° 27 : Part du total bilantaire des ISFD de la province par catégorie .....	68
Graphique n° 28 : Ventilation des postes de l'actif .....	69
Graphique n° 29 : Ventilation des postes du passif .....	71
Graphique n° 30 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	72
Graphique n° 31: Ventilation des produits .....	73
Graphique n° 32 : Ventilation des charges .....	74
Graphique n° 33 : Ventilation des postes de l'actif .....	76
Graphique n° 34 : Ventilation des postes du passif .....	77
Graphique n° 35 : Ventilation des produits.....	78
Graphique n° 36 : Ventilation des charges .....	79
Graphique n° 37 : Ventilation des postes de l'actif .....	82
Graphique n° 38 : Ventilation des postes du passif .....	83
Graphique n° 39 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	84
Graphique n° 40 : Ventilation des produits .....	84
Graphique n° 41 : Ventilation des charges .....	85
Graphique n° 42 : Ventilation des postes de l'actif .....	88
Graphique n° 43 : Ventilation des postes du passif .....	89
Graphique n° 44 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	91
Graphique n° 45 : Ventilation des produits .....	92
Graphique n° 46 : Ventilation des charges .....	92
Graphique n° 47 : Ventilation des postes de l'actif .....	96
Graphique n° 48 : Ventilation des postes du passif .....	98
Graphique n° 49 : Evolution comparée de l'encours, de l'épargne et des fonds propres .....	99
Graphique n° 50 : Ventilation des produits .....	100
Graphique n° 51 : Ventilation des charges .....	101
Graphique n° 52 : Part du total bilantaire des ISFD de la Capitale par catégorie .....	104
Graphique n° 53 : Evolution de la part du marché des ISFD de la Capitale dans le total.....	105
Graphique n° 54 : Part du marché des ISFD du secteur .....	105
Graphique n° 55 : Ventilation des postes de l'actif .....	106
Graphique n° 56 : Ventilation des postes du passif .....	107
Graphique n° 57 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	109
Graphique n° 58 : Ventilation des produits .....	110
Graphique n° 59 : Ventilation des charges .....	111
Graphique n° 60 : Part du marché des ISFD de la province dans le total du secteur .....	113
Graphique n° 61 : Ventilation des postes de l'actif .....	114
Graphique n° 62 : Ventilation des postes du passif .....	116
Graphique n° 63 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	117
Graphique n° 64 : Ventilation des produits .....	118
Graphique n° 65 : Ventilation des charges .....	119
Graphique n° 66 : Répartition du total bilantaire des ISFD de la province par catégorie .....	122
Graphique n° 67 : Ventilation des postes de l'actif .....	123
Graphique n° 68 : Ventilation des postes du passif .....	125
Graphique n° 69 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propre.....	126
Graphique n° 70 : Ventilation des produits.....	127
Graphique n° 71 : Ventilation des chargess .....	128
Graphique n° 72 : Ventilation des postes de l'actif .....	132
Graphique n° 73 : Ventilation des postes du passif .....	133
Graphique n° 74 : Evolution comparée de l'encours de crédits, de l'épargne des fonds propres .....	134
Graphique n° 75 : Ventilation des produits .....	135
Graphique n° 76 : Ventilation des charges .....	136
Graphique n° 77 : Répartition des ISFD de la province par catégorie.....	138
Graphique n° 78 : Répartition du total bilantaire des ISFD de la province par catégorie .....	139
Graphique n° 79 : Evolution des postes de l'actif .....	140
Graphique n° 80 : Ventilation des postes du passif.....	142
Graphique n° 81 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres.....	143
Graphique n° 82 : Evolution des produits .....	144
Graphique n° 83 : Evolution des charges .....	145

## Liste des tableaux

Tableau n° 1 : Répartition des ISFD par province .....	24
Tableau n° 2 : Evolution des ISFD par catégorie .....	24
Tableau n° 3 : Evolution des ISFD par catégorie et par province .....	25
Tableau n° 4 : Evolution des IMF par catégorie et par province.....	25
Tableau n° 5 : Evolution des agréments des ISFD .....	26
Tableau n° 6 : Evolution des agréments par province .....	26
Tableau n° 7 : Réseau d'exploitation des ISFD par catégorie et province .....	27
Tableau n° 8 : Evolution du nombre des comptes ouverts par province.....	28
Tableau n° 9 : Evolution du nombre des comptes ouverts par catégorie et province .....	29
Tableau n° 10 : Evolution du nombre des comptes ouverts par genre.....	30
Tableau n° 11 : Répartition du nombre des comptes ouverts par genre et province .....	31
Tableau n° 12 : Répartition de crédits par secteur d'activités .....	32
Tableau n° 13 : Type de contrôles effectués auprès des ISFD par province.....	37
Tableau n° 14 : Répartition des ISFD dissoutes par province .....	38
Tableau n° 15 : Part de chaque province dans le total bilantaire .....	44
Tableau n° 16 : Ventilation des postes de l'actif .....	44
Tableau n° 17 : Ventilation des postes du passif .....	46
Tableau n° 18 : Evolution comparée du passif exigible et des fonds propres .....	47
Tableau n° 19 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	48
Tableau n° 20 : Ventilation des résultats d'exploitation des ISFD par province .....	49
Tableau n° 21 : Ventilation des produits.....	49
Tableau n° 22 : Ventilation des charges .....	50
Tableau n° 23 : Ventilation du résultat .....	51
Tableau n° 24 : Nombre d'ISFD ayant réalisé un bénéfice d'au moins USD 40 000 .....	52
Tableau n° 25 : Répartition du total bilantaire du secteur par catégorie .....	53
Tableau n° 26 : Répartition du total bilantaire par catégorie et par province .....	53
Tableau n° 27 : Part de marché des ISFD de chaque province dans le total bilantaire .....	54
Tableau n° 28 : Institutions mutualistes détenant un total bilantaire de plus de USD 1 000 000.....	55
Tableau n° 29 : Institutions non mutualistes détenant un total bilantaire de plus de USD 1 000 000.....	55
Tableau n° 30 : Répartition géographique des ISFD dans la Province .....	59
Tableau n° 31 : Part du marché des ISFD de la Province dans le total du secteur.....	59
Tableau n° 32 : Part du total bilantaire des ISFD de la province par catégorie .....	60
Tableau n° 33 : Ventilation des postes de l'actif .....	60
Tableau n° 34 : Ventilation des postes du passif du bilan .....	62
Tableau n° 35 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	63
Tableau n° 36 : Ventilation des produits .....	64
Tableau n° 37 : Ventilation des charges .....	65
Tableau n° 38 : Ventilation du résultat net .....	65
Tableau n° 39 : Répartition géographique des ISFD dans la province .....	67
Tableau n° 40 : Part du marché des ISFD de la province dans le total du secteur .....	68
Tableau n° 41 : Part du total bilantaire des ISFD de la province par catégorie .....	68
Tableau n° 42 : Ventilation des postes de l'actif .....	69
Tableau n° 43 : Ventilation des postes du passif .....	70
Tableau n° 44 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	72
Tableau n° 45 : Ventilation des produits .....	73
Tableau n° 46 : Ventilation des charges .....	73
Tableau n° 47 : Ventilation du résultat net .....	74
Tableau n° 48 : Part du marché de l'ISFD de la province dans le total du secteur.....	76
Tableau n° 49 : Ventilation des postes de l'actif .....	76
Tableau n° 50 : Ventilation des postes du passif .....	77
Tableau n° 51 : Ventilation des produits .....	78
Tableau n° 52 : Ventilation des charges .....	79
Tableau n° 53 : Analyse du résultat net.....	79
Tableau n° 54 : Part du marché des ISFD de la province dans le total du secteur.....	81
Tableau n° 55 : Ventilation des postes de l'actif .....	81
Tableau n° 56 : Ventilation des postes du passif .....	82
Tableau n° 57 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	83
Tableau n° 58 : Ventilation des produits .....	84
Tableau n° 59 : Ventilation des charges .....	85
Tableau n° 60 : Ventilation du résultat net.....	85
Tableau n° 61 : Répartition des ISFD de la province par catégorie .....	87
Tableau n° 62 : Répartition géographique des ISFD dans la province .....	87
Tableau n° 63 : Part du marché des ISFD de la province dans le total du secteur .....	87
Tableau n° 64 : Ventilation des postes de l'actif .....	88
Tableau n° 65 : Ventilation des postes du passif .....	89
Tableau n° 66 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	90

Tableau n° 67 : Ventilation des produits .....	91
Tableau n° 68 : Ventilation des charges .....	92
Tableau n° 69 : Ventilation du des résultat net .....	93
Tableau n° 70 : Répartition géographique des ISFD dans la province .....	95
Tableau n° 71 : Part de marché des ISFD de la province dans le total du secteur.....	95
Tableau n° 72 : Part du total bilantaire des ISFD de la province par catégorie .....	95
Tableau n° 73 : Ventilation des postes de l'actif .....	96
Tableau n° 74 : Ventilation des postes du passif .....	97
Tableau n° 75 : Evolution comparée de l'encours, de l'épargne et des fonds propres .....	99
Tableau n° 76 : Ventilation des produits .....	100
Tableau n° 77 : Ventilation des charges .....	101
Tableau n° 78 : Ventilation du résultat net.....	101
Tableau n° 79 : Répartition géographique des ISFD dans la Capitale.....	103
Tableau n° 80 : Répartition des ISFD de la province par catégorie .....	104
Tableau n° 81 : Part du total bilantaire des ISFD de la Capitale par catégorie .....	104
Tableau n° 82 : Part du marché des ISFD de la Capitale dans le total du secteur .....	105
Tableau n° 83 : Ventilation des postes de l'actif .....	105
Tableau n° 84 : Ventilation des postes du passif .....	107
Tableau n° 85 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	108
Tableau n° 86 : Ventilation des produits .....	109
Tableau n° 87 : Ventilation des charges .....	110
Tableau n° 88 : Ventilation du résultat net.....	111
Tableau n° 89 : Répartition géographique des ISFD dans la Province .....	113
Tableau n° 90 : Part du marché des ISFD de la province dans le total du secteur.....	113
Tableau n° 91 : Ventilation des postes de l'actif .....	114
Tableau n° 92 : Ventilation des postes du passif .....	115
Tableau n° 93 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	117
Tableau n° 94 : Ventilation des produits .....	118
Tableau n° 95 : Ventilation des charges .....	119
Tableau n° 97 : Ventilation du résultat net.....	119
Tableau n° 97 : Répartition géographique des ISFD dans la province .....	121
Tableau n° 98 : Répartition des ISFD de la province par catégorie .....	121
Tableau n° 99 : Répartition du total bilantaire des ISFD de la Province par catégorie .....	122
Tableau n° 100 : Part du marché des ISFD de la province dans le total du secteur.....	122
Tableau n° 101 : Ventilation des postes de l'actif .....	123
Tableau n° 102 : Ventilation des postes du passif .....	124
Tableau n° 103 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres .....	126
Tableau n° 104 : Ventilation des produits.....	127
Tableau n° 105 : Ventilation des charges .....	128
Tableau n° 106 : Evolution du résultat.....	129
Tableau n° 107 : Répartition géographique des ISFD dans la Province .....	131
Tableau n° 108 : Part de marché des ISFD de la Province dans le total du secteur.....	131
Tableau n° 109 : Ventilation des postes de l'actif .....	131
Tableau n° 110 : Ventilation des postes du passif .....	133
Tableau n° 111 : Evolution comparée de l'encours de crédits, de l'épargne et des fonds propres .....	134
Tableau n° 112 : Ventilation des produits .....	135
Tableau n° 113 : Ventilation des charges.....	136
Tableau n° 113 : Ventilation du résultat.....	136
Tableau n° 115 : Répartition géographique des ISFD dans la province .....	138
Tableau n° 116 : Répartition des ISFD de la province par catégorie .....	138
Tableau n° 117 : Répartition du total bilantaire des ISFD de la Province par catégorie .....	139
Tableau n° 118 : Part du marché des ISFD de la Province dans le total du secteur .....	139
Tableau n° 119 : Ventilation des postes de l'actif .....	140
Tableau n° 120 : Ventilation des postes du passif .....	141
Tableau n° 121 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres.....	143
Tableau n° 122 : Ventilation des produits .....	144
Tableau n° 123 : Ventilation des charges .....	145
Tableau n° 124 : Ventilation du résultat net.....	145



-  Coopérative d'Epargne et de Crédit (COOPEC)
-  Institution de Micro Finance (IMF)

## **Environnement économique international**

En 2013, l'économie mondiale a été marquée par un ralentissement du taux de croissance économique, se situant à 3,0 % contre 3,2 % une année plus tôt. Cette situation a résulté de la poursuite des mesures d'austérité budgétaire observée dans la plupart des économies avancées.

Ce taux de croissance a contrasté entre les pays avancés et ceux émergents ainsi qu'au sein de chaque groupe de pays. A l'instar de l'année précédente, la croissance dans les pays avancés a encore été sujette à des risques de retournement principalement de deux côtés de l'Atlantique en raison essentiellement du processus d'ajustement budgétaire et de la volatilité des marchés financiers. Quant aux pays émergents, l'activité économique, bien qu'affaiblie au courant de l'année sous revue, s'est établie à 4,7 % contre 5,0 % en 2012, demeurant ainsi l'épine dorsale de la croissance mondiale depuis quelques années.

S'agissant particulièrement de l'Afrique Subsaharienne, la croissance est restée vigoureuse à 4,9 % en moyenne en 2013. Cette situation est consécutive à une forte demande intérieure et au maintien à un niveau favorable des cours des matières premières.

Pour ce qui est des prix intérieurs, il a été noté une baisse de l'inflation dans les pays industrialisés, passant de 2,0 % une année plus tôt à 1,4 % en 2013. Cette régression a été induite par l'importance et la persistance des écarts de production, posant de nouveaux défis respectivement aux pouvoirs publics, entreprises et consommateurs.

Quant au secteur de la microfinance, sa croissance s'est confortée en 2013. En effet, l'année sous revue a été marquée par un accroissement du portefeuille de prêts octroyés aux clients à bas revenu au niveau mondial, atteignant plus de USD 82 milliards. Par ailleurs, près de 100 institutions de grande taille ont détenu plus ou moins 80 % du marché mondial.

L'analyse de la croissance du secteur de la microfinance a indiqué que l'Afrique a été la région la plus dynamique en raison notamment de la bonne croissance observée au niveau de ce continent. Les dépôts sont demeurés la principale source de financement des ISFD.

En ce qui concerne l'inclusion financière, de grands écarts demeurent entre les pays riches et les pays en développement. En effet, près de 89 % des adultes des pays développés sont bancarisés tandis que ce taux a été faible dans les pays en développement, soit environ 40 %.

## **Environnement économique intérieur**

La croissance de l'activité économique en République Démocratique du Congo s'est poursuivie en 2013 malgré le contexte d'austérité et de reprise chancelante de l'économie mondiale. En effet, le taux de croissance économique s'est établi à 8,5 % en 2013 contre 7,2 % une année auparavant.

Ce taux de croissance est tiré essentiellement de la bonne performance des secteurs primaire et tertiaire, sous l'impulsion respectivement des industries extractives ainsi que des activités de commerce et de téléphonie mobile.

En 2013, le taux d'inflation s'est situé à 1,07 %, en repli comparé à 2012 où il était de 2,72 %. Ce taux réalisé par la RDC est resté largement inférieur à celui de la moyenne de l'Afrique Subsaharienne.

En ce qui concerne la microfinance en RDC, elle est restée dynamique malgré le processus d'assainissement et l'environnement sécuritaire préoccupant dans sa partie Est.

La croissance de ce secteur en 2013 a été tirée principalement par les grandes institutions de trois provinces à forte concentration d'ISFD. L'année s'est clôturée avec une augmentation de 23,8 % du portefeuille de crédit, s'établissant à USD 117,9 millions et une mobilisation des dépôts atteignant USD 162,8 millions.

Comparé au total bilantaire de l'ensemble du secteur financier congolais, la microfinance a représenté 5,3 % du secteur, touchant essentiellement des personnes à bas revenu.

Au niveau de l'inclusion financière, il a été observé un accroissement du nombre de comptes ouverts auprès des institutions financières. Cette amélioration a résulté de la poursuite de la bancarisation de la paie des fonctionnaires et agents de l'Etat, des actions de sensibilisation à l'épargne, du mobile banking et de l'introduction des agents bancaires. Cependant, le taux de bancarisation demeure faible comparé à la moyenne de celui de l'Afrique Subsaharienne.



## **CHAPITRE I :**

# **CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE DE L'ACTIVITE DE MICROFINANCE**

A l'exception de la publication en 2013 de la Loi fixant les règles relatives à l'activité de la microfinance en République Démocratique du Congo ainsi que de deux instructions réglementaires sur la fixation du capital minimum des Institutions de Micro Finance et le fonctionnement d'une faitière, les textes légaux et réglementaires régissant le secteur de la microfinance sont demeurés les mêmes, à savoir :

### **1.1 Textes légaux et réglementaires**

#### **1.1.1 Textes légaux**

- Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Epargne et de Crédit.

Cette Loi fixe le cadre institutionnel propre aux Coopératives d'Epargne et de Crédit, et est destinée à sauvegarder les spécificités inhérentes à leur modalité d'organisation et de fonctionnement. Les Coopératives constituent ainsi des groupements de personnes dotés d'une personnalité juridique et fondés sur les principes de l'unité, de solidarité et d'entraide mutuelle. La mission leur dévolue est l'assistance aux membres en leur facilitant l'accès aux services financiers.

- Loi n°003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit.

Usuellement appelée «Loi Bancaire», cette Loi définit un cadre unique couvrant l'ensemble des activités du secteur financier à partir de leur fonction économique qui est la réalisation des opérations bancaires.

Ces opérations sont réparties en 3 catégories, à savoir :

- la réception des fonds du public ;
- les opérations de crédit et ;
- les opérations de paiement et la gestion des moyens de paiement.

Les personnes morales qui effectuent à titre de profession habituelle les opérations de Banque sont regroupées sous l'expression d'Etablissement de Crédit.

Dans ce contexte, la Loi classe les Etablissements de Crédit en cinq catégories auxquelles s'appliquent des dispositions réglementaires spécifiques. Il s'agit des entreprises ci-après :

- les banques ;
- les coopératives d'épargne et de crédit;
- les caisses d'épargne ;
- les institutions financières spécialisées ;
- les sociétés financières.

- Loi 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo.

Cette Loi précise les organes de la Banque Centrale ainsi que leurs pouvoirs respectifs.

Elle fixe, en outre, les missions assignées à cette Institution de Droit Public et lui consacre une indépendance dans la réalisation de celles-ci.

Dans ce contexte, le législateur reconnaît à l'Institut d'Emission le pouvoir d'élaborer la réglementation et de contrôler les Etablissements de Crédit, les Institutions de Micro Finance et les Autres Intermédiaires Financiers.

Il importe de préciser qu'à travers cette Loi, les missions dévolues à la Banque Centrale du Congo mettent un accent particulier sur les principes bancaires susceptibles de favoriser l'intégration du pays dans les communautés économiques régionales et internationales.

- Loi n°11/020 du 15 septembre 2011, promulguée le 25 février 2013, fixant les règles relatives à l'activité de la microfinance en République Démocratique du Congo.

Cette Loi régit l'activité de la microfinance en République Démocratique du Congo. La microfinance y est définie comme étant une offre à titre habituel de services financiers incluant des personnes n'ayant pas accès au système bancaire classique.

Elle présente une particularité au regard de la nature juridique, du capital minimum et des opérations autorisées. La Loi distingue deux catégories d'Institutions de Micro Finance, à savoir : (i) les entreprises de micro-crédit et (ii) les Sociétés de Micro Finance.

### 1.1.2 Textes réglementaires

- L'Instruction n°002 du 14 avril 2012 relative aux normes prudentielles des Coopératives d'Epargne et de Crédit ainsi que des Institutions de Micro Finance.

Les normes prudentielles de gestion sont des règles minimales, coulées sous forme des ratios dits « ratios prudentiels » en vue de garantir une gestion saine et prudente des Institutions du Système Financier Décentralisé. Il s'agit de la fixation d'un certain nombre des contraintes aux institutions financières dans le but d'assurer notamment leur solvabilité, leur liquidité et l'équilibre de leur structure financière.

- L'Instruction n°003 du 14 avril 2012 aux Coopératives d'Epargne et de Crédit ainsi qu'aux Institutions de Micro Finance relative à la classification et au provisionnement des crédits.

Les créances sont classifiées en crédits sains et litigieux. Les crédits sains sont ceux qui n'ont aucune échéance en retard de paiement. Par contre, les crédits litigieux sont ceux dont le recouvrement ne peut se réaliser conformément aux conditions contractuelles initiales du fait de la défaillance certaine des bénéficiaires et ce, même assortis de garanties.

Cette Instruction fait obligation à toute institution de constituer mensuellement des provisions pour créances litigieuses de la manière suivante :

- 1 à 30 jours de retard : 5 % du capital restant dû ;
- 31 à 60 jours de retard : 25 % du capital restant dû ;
- 61 à 90 jours de retard : 50 % du capital restant dû ;
- 91 à 180 jours de retard : 75 % du capital restant dû ;
- plus de 180 jours : 100 % du capital restant dû.

- L'Instruction n° 004 du 14 avril 2012 aux Coopératives d'Epargne et de Crédit et aux Institutions de Micro Finance relative aux indicateurs de performance.

Les indicateurs de performance sont des critères financiers et sociaux qui permettent d'évaluer le niveau de performance et de risque d'une institution. Ces indicateurs de performance sont regroupés en quatre catégories suivantes :

- qualité du portefeuille des crédits ;
- efficacité et productivité ;
- rentabilité et pérennité ;
- gestion du bilan.

- L'Instruction n° 005 du 14 avril 2012 aux Coopératives d'Epargne et de Crédit et aux Institutions de Micro Finance relative au financement des immobilisations.

La présente Instruction recommande ce qui suit :

- les immobilisations doivent être couvertes par les fonds propres prudentiels ;
  - le ratio est calculé en faisant le rapport entre les fonds propres prudentiels et les immobilisations retenues. Les immobilisations retenues sont obtenues par la déduction des immobilisations nettes des participants et créances subordonnées dans les autres Etablissements de Crédit ou institutions financières ainsi que des immobilisations incorporelles ;
  - les valeurs des immobilisations ne peuvent pas excéder 50 % des fonds propres prudentiels aussi bien pour les Institutions de Micro Finance que pour les Coopératives d'Epargne et de Crédit.
- L'Instruction n° 006 du 14 avril 2012 aux Coopératives d'Epargnes et de Crédit et aux Institutions de Micro Finance relative à l'utilisation du Plan Comptable des Coopératives d'Epargne et de Crédit et des Institutions de Micro Finance.

Le Plan Comptable des Coopératives d'Epargne et de Crédit et des Institutions de Micro Finance, en sigle PCCI, découle du processus de normalisation comptable en République Démocratique du Congo édictant les principes spécifiques au secteur de la microfinance.

La présente Instruction rend obligatoire l'utilisation du référentiel comptable spécifique aux Institutions du Système Financier Décentralisé dans l'élaboration des situations comptables et donne la possibilité d'intégrer un sous compte pour toute opération dont la nomenclature n'est pas reprise dans un sous compte prévu dans le PCCI.

- L'Instruction n° 007 du 14 avril 2012 aux Coopératives d'Epargne et de Crédit et aux Institutions de Micro Finance relative à la gouvernance.

Cette Instruction établit les bonnes pratiques en matière de gouvernement d'entreprise au sein des Coopératives d'Epargne et de Crédit et des Institutions de Micro Finance, en imposant notamment la mise en place des mesures, des règles, des organes délibérant, de gestion et de contrôle qui permettent le bon fonctionnement et garantissent la pérennité d'une institution.

Elle a pour but de fournir l'orientation stratégique, de s'assurer que les objectifs sont atteints et gérés convenablement et que les ressources sont utilisées à bon escient et de manière responsable.

- L'Instruction n° 008 du 14 avril 2012 relative à l'organisation du contrôle interne des Coopératives d'Epargne et de Crédit et des Institutions de Micro Finance.

Ce texte fait obligation à toute institution de mettre en place un dispositif de contrôle interne adéquat permettant la bonne maîtrise des risques inhérents à ses activités et le respect des politiques et procédures. Dans ce cadre, l'institution établit les dispositions permettant d'assurer la protection et la sauvegarde du patrimoine, la qualité de l'information et l'amélioration des performances.

- L'Instruction n° 009 du 14 avril 2012 aux Coopératives d'Épargne et de Crédit et aux Institutions de Micro Finance relative à la transmission des situations périodiques.

Conformément à cette Instruction, les institutions de microfinance sont tenues de transmettre périodiquement à la BCC, sur support électronique, suivant le format FinA :

- mensuellement, les états financiers;
- annuellement, les états financiers certifiés, les états annexes à la situation comptable, le rapport de contrôle interne, le mémorandum de gouvernance, le plan d'affaires triennal actualisé, le plan de continuité des activités et le procès-verbal de l'Assemblée Générale.
- L'Instruction n° 0010 du 10 janvier 2013 relative à la fixation du capital minimum des Institutions de Micro Finance.

Cette instruction fixe le nouveau capital minimum pour les Institutions de Micro Finance. Elle fait obligation aux Institutions de Micro Finance de disposer à tout moment d'un capital minimum équivalent en CDF de USD :

- 100.000 pour les Entreprises de Micro Crédit ;
- 350.000 pour les Sociétés de Micro Finance.

Ce capital sera porté à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à l'équivalent en CDF de USD :

- 250.000 pour les Entreprises de Micro Crédit ;
- 700.000 pour les Sociétés de Micro Finance.

- L'Instruction n°0011 du 18 janvier 2013 relative au fonctionnement d'une faîtière.

Cette instruction précise la mission, les règles de gestion et de fonctionnement, les modalités de surveillance ainsi que la divulgation financière de la faîtière. Elle précise également les rapports que les faîtières doivent produire.

La présente Instruction s'applique aux Coopératives Centrales d'Épargne et de Crédit ainsi qu'aux Fédérations des Coopératives Centrales d'Épargne et de Crédit exerçant leurs activités sur le territoire de la République Démocratique du Congo.

## 1.2 Plan comptable spécifique au secteur

Le secteur de la microfinance est doté d'un référentiel comptable spécifique dénommé « Plan Comptable des Coopératives d'Epargne et de Crédit et des Institutions de Micro Finance », PCCI en sigle.

Mis en place par la BCC avec le concours du Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo, en sigle CPCC, et quelques Institutions du Système Financier Décentralisé, ce document trouve son inspiration des Directives du CGAP et des Normes Comptables Universellement reconnues concernant les principes généraux et les règles relatives à la présentation des états financiers contenus dans la Loi Comptable en vigueur en République Démocratique du Congo.

Le PCCI présente les principales caractéristiques suivantes :

- l'intégration des innovations intervenues en matière de mobilisation de l'épargne et de distribution des crédits ;
- l'ouverture des comptes selon la nature des opérations financières ;
- la distinction entre les opérations financières et non financières ;
- l'utilisation des attributs ou des critères d'identification compte tenu du volume et de la diversité des besoins d'informations à satisfaire ;
- l'usage des besoins de tous les utilisateurs ;
- la distinction entre les états périodiques réglementaires destinés à la Banque Centrale et les états financiers annuels ;
- l'énumération des comptes qui répond aux particularités et à la logique ci-après :
  - la classification des comptes de bilan et hors bilan selon l'octroi de microcrédits en tant que critère essentiel à l'activité financière, l'origine des épargnes et des dépôts ou la nature de la contrepartie et la liquidité des fonds concernés ;
  - la classification des comptes de résultat selon la correspondance avec le découpage des comptes du bilan, les agents économiques et la nature de la charge ou du produit.

Toutes les institutions de microfinance doivent tenir leur comptabilité et présenter l'information financière conformément audit plan comptable et ce, en monnaie nationale.

## ENCADRE 1 : ETUDE DIAGNOSTIQUE SUR LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Face à un environnement économique caractérisé notamment par un très faible niveau d'inclusion financière estimé à 5,7 % de la population totale bien qu'en réel progression, la protection des consommateurs se présente comme l'un des moyens susceptibles de renforcer la confiance du public dans le système financier. Elle permet aux consommateurs de mieux comprendre et d'utiliser des produits et services financiers en toute connaissance de cause.

Fort de ce qui précède et dans le cadre de l'engagement pris à travers la Déclaration de Maya de l'Alliance pour l'Inclusion Financière, la Banque Centrale du Congo a commandité auprès du CGAP une étude diagnostique sur la protection des consommateurs des services financiers, dont les résultats ont été publiés en novembre 2013.

L'objectif principal de cette étude est, d'une part, d'apprécier l'adéquation des orientations en cours relatives à la protection des consommateurs et, d'autre part, de permettre à la BCC de développer ses interventions en vue notamment d'une meilleure transparence, d'un traitement équitable et éthique ainsi que du renforcement et/ou de la mise en place des mécanismes de recours.

L'étude a identifié plusieurs faits qui méritent une attention particulière pour assurer la protection des consommateurs des services financiers, parmi lesquels il y a lieu de retenir :

- le non affichage des conditions applicables à la clientèle ;
- l'impossibilité de comprendre et comparer les coûts des services offerts ;
- la présentation du contrat de prêt dans un langage difficile et illisible ;
- le surendettement induit notamment par l'inaccessibilité de toutes les institutions financières à la centrale des risques et l'absence d'identifiant unique et standardisé ;
- l'insuffisance et/ou l'absence d'un mécanisme de recours interne aux institutions financières ;
- la non incorporation des principes de la protection des consommateurs dans les différents textes des lois régissant le secteur financier, exception faite de celle sur la microfinance ;
- la prédominance des comptes épargne à vue ;
- la synergie établie entre les institutions bancaires et les sociétés étrangères de transfert des fonds ;
- le monopole des assurances par une seule entreprise étatique ;
- l'initiative timide des banques et institutions de microfinance dans l'éducation financière ;
- l'absence d'une réglementation sur la concurrence dans le secteur financier.

En conclusion, l'étude préconise à la Banque Centrale de mettre en œuvre un plan d'actions ambitieux pour pallier les insuffisances répertoriées dans ledit rapport en vue d'améliorer l'inclusion financière, base de développement économique et de réduction de la pauvreté en RDC et d'assurer une meilleure offre des produits et services financiers.

**TEMOIGNAGE DE MADAME BIRANGE**

Pour elle, son affiliation à la COOPEC TUJENGE PAMOJA a été salutaire pour elle et sa famille. Membre de cette institution depuis 2009, Madame BIRANGE LEOCADIE s'adonne au commerce des poissons salés communément appelés « bitoyo » au marché où elle dispose d'un étalage.

Après le témoignage d'une amie, elle a décidé de solliciter un crédit de USD 50 auprès de la COOPEC TUJENGE PAMOJA en vue de changer de catégorie, passant ainsi de travailleur chez un grossiste à un revendeur indépendant. De USD 50 au départ, le niveau de son crédit a atteint la somme de USD 350, lui permettant de constituer un stock de marchandises.

Les produits découlant de son activité servent primo au remboursement de ses engagements, secundo à la constitution d'une épargne et enfin à subvenir aux besoins des membres de sa famille, améliorant ainsi son bien-être social et celui de sa famille.

## **CHAPITRE II :**

### **PRESENTATION DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE**

Le secteur de la microfinance en République Démocratique du Congo est passé du stade de promotion à celui de consolidation. A cet effet, il est procédé depuis 2011 à un assainissement du secteur au travers de l'intensification des missions de contrôle aussi bien sur pièces que sur place. Ces missions ont abouti, d'une part, à la fermeture de certaines institutions aux équilibres fondamentaux rompus et n'affichant aucune perspective de redressement et, d'autre part, au suivi rigoureux de l'exécution des plans de redressement, à l'accompagnement d'autres et au renforcement des conditions d'accès à la profession.

Cette consolidation a entraîné la baisse du nombre d'institutions agréées et l'amélioration des performances de certaines institutions. La vision de la Banque Centrale du Congo est de maintenir des institutions fortes, professionnelles, pérennes et viables à même de contribuer à l'atteinte de l'objectif de réduction de la pauvreté à travers l'offre des produits financiers de qualité, de proximité et adaptés aux besoins de la population.

L'analyse des données du secteur a ressorti une prédominance maintenue des institutions mutualistes de petite taille sur les Institutions de Micro Finance et un intérêt croissant des capitaux étrangers dans la catégorie non mutualiste.

Par ailleurs, bien qu'on ait noté une amélioration auprès de certaines institutions, le secteur reste encore caractérisé par l'insuffisance d'une main d'œuvre qualifiée, la mauvaise gouvernance, la fiabilité incertaine des états financiers, le portefeuille de crédit de mauvaise qualité ainsi que la carence des prestataires de services techniques tels que les cabinets d'audit et de formation dans la majeure partie du pays.

## 2.1. Evolution des institutions de microfinance

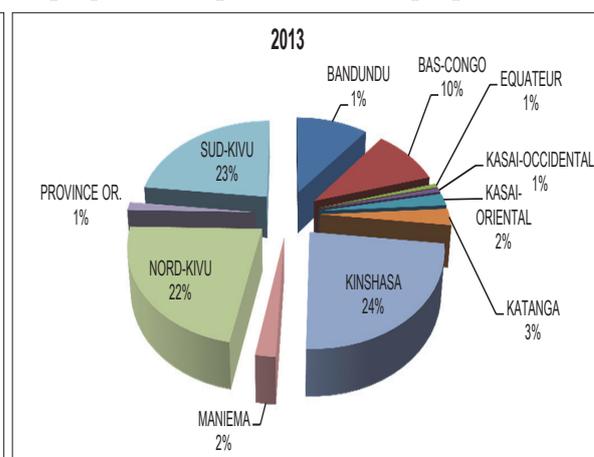
Le nombre des structures financières de proximité agréées s'est chiffré à 142 au 31 décembre 2013 contre 149 une année plus tôt, soit une régression de 4,7 %. La contraction a été constatée uniquement dans la Province du Nord Kivu et la Ville Province de Kinshasa.

Cependant, les Provinces de Kinshasa, du Nord Kivu et du Sud Kivu sont demeurées les trois pôles à forte concentration d'institutions.

Tableau n° 1 : Répartition des ISFD par province

PROVINCE	2009	2010	2011	2012	2013	Part %
BANDUNDU	10	12	13	15	15	10,6
BAS-CONGO	5	6	14	14	14	9,9
EQUATEUR	0	0	0	1	1	0,7
KASAI-OCCIDENTAL	1	1	1	1	1	0,7
KASAI-ORIENTAL	1	2	3	3	3	2,1
KATANGA	1	2	3	3	4	2,8
KINSHASA	33	39	42	37	34	23,9
MANIEMA	2	4	4	3	3	2,1
NORD-KIVU	36	45	46	38	32	22,5
PROVINCE OR.	0	0	0	2	2	1,4
SUD-KIVU	23	32	38	32	33	23,2
<b>TOTAL</b>	<b>112</b>	<b>143</b>	<b>164</b>	<b>149</b>	<b>142</b>	<b>100</b>
Variation %	25,8	27,7	14,7	-9,1	-4,7	-4,7

Graphique n° 1 : Répartition des ISFD par province



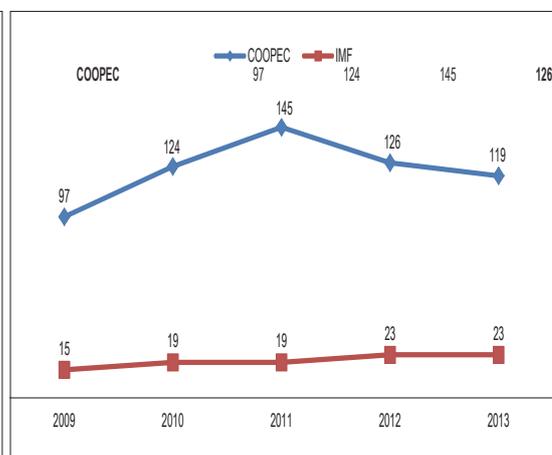
Source : BCC

L'évolution par catégorie d'institutions, telle que reprise dans le tableau ci-dessous, a indiqué une part importante des institutions mutualistes sur celles non mutualistes. En effet, la part des Coopératives d'Epargne et de Crédit a connu un léger recul par rapport à la situation de 2012, se situant à 83,8 % de l'ensemble des ISFD agréées contre 84,6 % une année plus tôt. Quant aux Institutions de Micro Finance, elles ont détenu 16,2 % en 2013 contre 15,4 % une année auparavant.

Tableau n° 2 : Evolution des ISFD par catégorie

RUBRIQUE	2009		2010		2011		2012		2013	
	Nbre	Part %								
COOPEC	97	86,6	124	86,7	145	88,4	126	84,6	119	83,8
IMF	15	13,4	19	13,3	19	11,6	23	15,4	23	16,2
<b>TOTAL</b>	<b>112</b>	<b>100,0</b>	<b>143</b>	<b>100,0</b>	<b>164</b>	<b>100,0</b>	<b>149</b>	<b>100,0</b>	<b>142</b>	<b>100,0</b>

Graphique n° 2 ; Evolution des ISFD par catégorie



Source : BCC

La réduction du nombre d'institutions mutualistes est expliquée par la liquidation de certaines institutions aux équilibres fondamentaux rompus des Provinces de Kinshasa (3) et du Sud Kivu (1). S'agissant particulièrement de la Province du Nord Kivu, le nombre d'institutions à fin décembre 2013 est expliqué par la dissolution forcée de 7 COOPEC couplée à l'agrément d'une ISFD. En outre, parmi les trois (3) institutions radiées dans la Ville Province de Kinshasa, l'une a fait l'objet d'absorption par une autre au sein du même réseau.

Par ailleurs, l'examen de la répartition des ISFD par catégorie et par province a renseigné la prédominance des institutions mutualistes dans les trois provinces à forte concentration d'ISFD.

Tableau n° 3 : Evolution des ISFD par catégorie et par province

PROVINCE	2009		2010		2011		2012		2013	
	COOPEC	IMF	COOPEC	IMF	COOPEC	IMF	COOPEC	IMF	COOPEC	IMF
BANDUNDU	10	0	12	0	12	1	14	1	14	1
BAS-CONGO	4	1	5	1	13	1	13	1	13	1
EQUATEUR	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
KASAI-OCCIDENTAL	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0
KASAI-ORIENTAL	0	1	1	1	2	1	2	1	2	1
KATANGA	0	1	1	1	2	1	2	1	2	2
KINSHASA	26	7	30	9	31	11	23	14	23	11
MANIEMA	2	0	4	0	4	0	3	0	3	0
NORD-KIVU	31	5	40	5	44	2	36	2	30	2
PROVINCE ORIENTALE	0	0	0	0	0	0	2	0	2	0
SUD-KIVU	23	0	30	2	36	2,0	30	2	30	3
<b>TOTAL</b>	<b>97</b>	<b>15</b>	<b>124</b>	<b>19</b>	<b>145</b>	<b>19</b>	<b>126</b>	<b>23</b>	<b>120</b>	<b>22</b>

Source : BCC

La Ville Province de Kinshasa est demeurée la principale zone d'attraction des institutions non mutualistes en raison notamment de bonnes infrastructures et de sa position politico-administrative. En conséquence, elle a détenu 52,2 % d'Institutions de Micro Finance agréées suivie de la Province du Sud Kivu avec 13,0 %.

Tableau n° 4 : Evolution des IMF par catégorie et par province

PROVINCE	2009		2010		2011		2012		2013	
	EMC	SMF								
BANDUNDU	0	0	0	0	1	0	1	0	1	0
BAS-CONGO	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0
EQUATEUR	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0
KASAI-OCC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
KASAI-OR	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0
KATANGA	1	0	1	0	1	0	1	0	1	1
KINSHASA	6	1	7	2	9	2	12	2	8	3
MANIEMA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NORD-KIVU	1	4	1	4	2	0	2	0	2	0
PROVINCE ORIENTALE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SUD-KIVU	0	0	2	0	2	0	2	0	1	2
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>13</b>	<b>6</b>	<b>17</b>	<b>2</b>	<b>21</b>	<b>2</b>	<b>16</b>	<b>6</b>

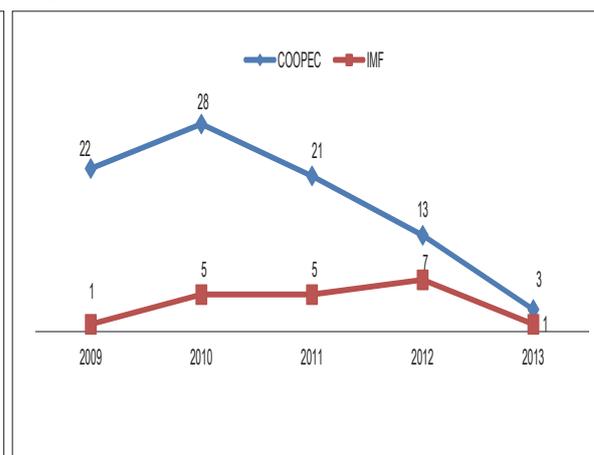
Source : BCC

En ce qui concerne la catégorisation des IMF, les Entreprises de Micro Crédit sont restées dominantes avec 17 institutions contre 6 Sociétés de Micro Finance. Cette situation est expliquée notamment par le niveau du capital minimum exigé et l'obligation, avant l'entrée en vigueur de l'OHADA en septembre 2012, de présenter le Décret Présidentiel octroyant la forme juridique de Société Anonyme pour la collecte de l'épargne.

Tableau n° 5 : Evolution des agréments des ISFD

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Part %
	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre	
COOPEC	22	28	21	13	3	100,0
IMF	1	5	5	7	1	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>23</b>	<b>33</b>	<b>26</b>	<b>20</b>	<b>4</b>	<b>100,0</b>

Graphique n° 3 : Evolution des agréments des ISFD



Source : BCC

Pour ce qui est des agréments, il a été observé une baisse drastique expliquée par le renforcement des dispositions réglementaires. Le nombre d'institutions agréées par la Banque Centrale du Congo est passé de 20 en 2012 pour s'établir à 4 au courant de l'année sous revue, soit une régression de 80,0 %.

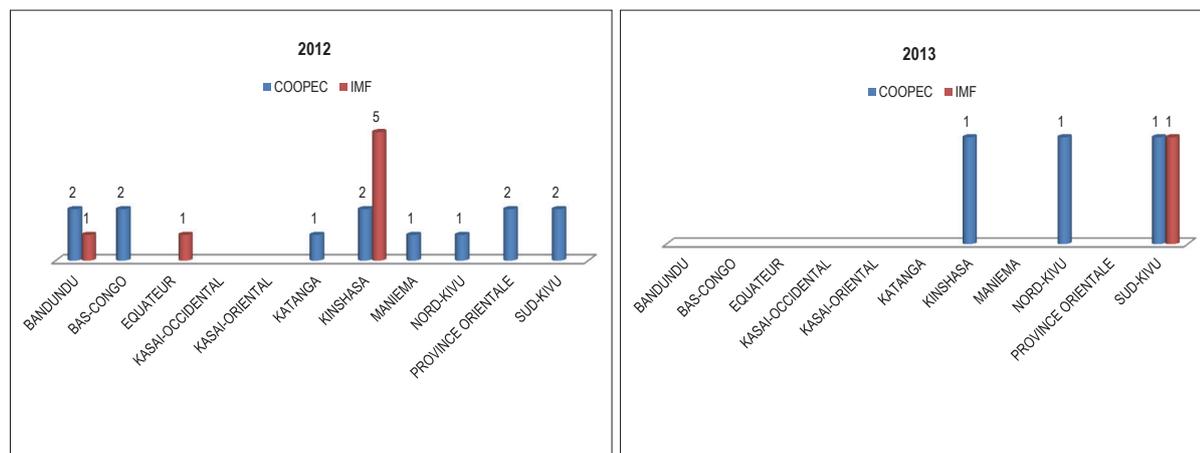
Tableau n° 6 : Evolution des agréments par province

PROVINCES	2010		2011		2012		2013	
	COOPEC	IMF	COOPEC	IMF	COOPEC	IMF	COOPEC	IMF
BANDUNDU	2	-	-	1	2	1	-	-
BAS-CONGO	1	-	8	-	2	-	-	-
EQUATEUR	-	-	-	-	-	1	-	-
KASAI-OCCIDENTAL	1	-	1	-	-	-	-	-
KASAI-ORIENTAL	-	-	-	-	-	-	-	-
KATANGA	1	1	1	-	1	-	-	-
KINSHASA	4	2	1	3	2	5	1	-
MANIEMA	2	-	-	-	1	-	-	-
NORD-KIVU	9	-	4	1	1	-	1	-
PROVINCE ORIENTALE	-	-	-	-	2	-	-	-
SUD-KIVU	-	-	6	-	2	-	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>20</b>	<b>3</b>	<b>21</b>	<b>5</b>	<b>13</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>1</b>

Source : BCC

Quatre (4) institutions du Système Financier Décentralisé ont été autorisées à fonctionner au courant de l'année 2013. Il s'agit d'une institution mutualiste à Kinshasa, une autre à Goma dans le Nord Kivu et enfin une à Bukavu dans le Sud Kivu, en sus de l'IMF.

Graphique n° 4 : Evolution des agréments par province



En ce qui concerne la répartition des institutions mutualistes par catégorie, il est renseigné l'existence des 117 COOPEC et 2 COOCEC ou faïtières.

S'agissant des faïtières, la Mutuelle d'Épargne et de Crédit au Congo, en sigle « MECRECO », dont le siège est à Kinshasa, a disposé de 19 institutions réparties dans six Provinces du pays, à savoir le Bas-Congo, Kinshasa, le Maniema, le Nord Kivu, le Sud Kivu et la Province Orientale. Cette faïtière a été amputée d'un membre à la suite de son absorption par une autre COOPEC du même réseau. Quant à la COOCEC KIVU localisée à Bukavu dans le Sud Kivu, le nombre de ses membres affiliés a été réduit de 25,0 %, s'établissant à 9 institutions contre 12 toutes localisées dans la Province du Sud Kivu.

En ce qui concerne le réseau d'exploitation des ISFD, il est composé de 47 agences en 2013 contre 36 une année plus tôt, soit une augmentation de 30,6 %. Cette hausse est expliquée principalement par l'expansion du réseau d'exploitation d'une IMF du Sud-Kivu qui a obtenu l'agrément de 8 agences au cours de l'exercice sous revue.

Tableau n° 7 : Réseau d'exploitation des ISFD par catégorie et province

PROVINCES	IMF à capitaux nationaux		IMF à capitaux étrangers		COOPEC	TOTAL
	EMC	SMF	EMC	SMF		
BANDUNDU	-	-	-	-	-	-
BAS-CONGO	-	1	2	-	-	3
EQUATEUR	-	-	-	-	-	-
KASAI-OCCIDENTAL	-	-	-	-	-	-
KASAI-ORIENTAL	-	-	-	-	-	-
KATANGA	-	-	-	4	-	4
KINSHASA	-	2	-	8	5	15
MANIEMA	-	-	-	-	-	-
NORD-KIVU	-	3	-	1	7	11
PROVINCE ORIENTALE	-	-	-	-	-	-
SUD-KIVU	-	5	1	1	7	14
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>3</b>	<b>14</b>	<b>19</b>	<b>47</b>

Source : BCC

L'analyse du tableau repris ci-dessus a permis de relever que sur les 47 agences d'exploitation agréées à fin 2013, 59,6 % sont détenues par les IMF et 40,4 % par les mutualistes.

Pour ce qui est des IMF, 60,7 % des agences ont appartenu aux institutions à capitaux étrangers et 39,3 % aux nationaux. Cette situation est expliquée par un bon niveau de fonds propres des IMF à capitaux étrangers.

Par ailleurs, l'analyse par catégorie d'IMF a démontré que les Sociétés de Micro Finance ont ouvert 25 agences sur un total de 28 agences autorisées pour cette catégorie d'institutions, soit un taux de 89,3 %.

## 2.2. Evolution des éléments de portée

### 2.2.1. Nombre des comptes ouverts par les ISFD

A la clôture de l'année 2013, le nombre des comptes ouverts auprès des institutions de microfinance a augmenté de 39,9 %, passant de 1 052 069 comptes à 1 471 464, en dépit de la liquidation de certaines d'entre elles.

Cet accroissement est consécutif principalement à l'ouverture de nouvelles agences par les grandes structures, l'agrément de nouvelles institutions, l'introduction des agents bancaires qui permettent de rapprocher les clients aux services financiers proposés par une institution, la mise en place et le dynamisme du programme dédié aux jeunes exclus du système financier dénommé « Youth Start » et la bonne performance de certaines ISFD.

En outre, le programme de l'éducation financière à travers notamment la célébration de la troisième édition de la Journée Internationale de l'Épargne dans six provinces du pays a permis de contribuer également à cette embellie.

Tableau n° 8 : Evolution du nombre des comptes ouverts par province

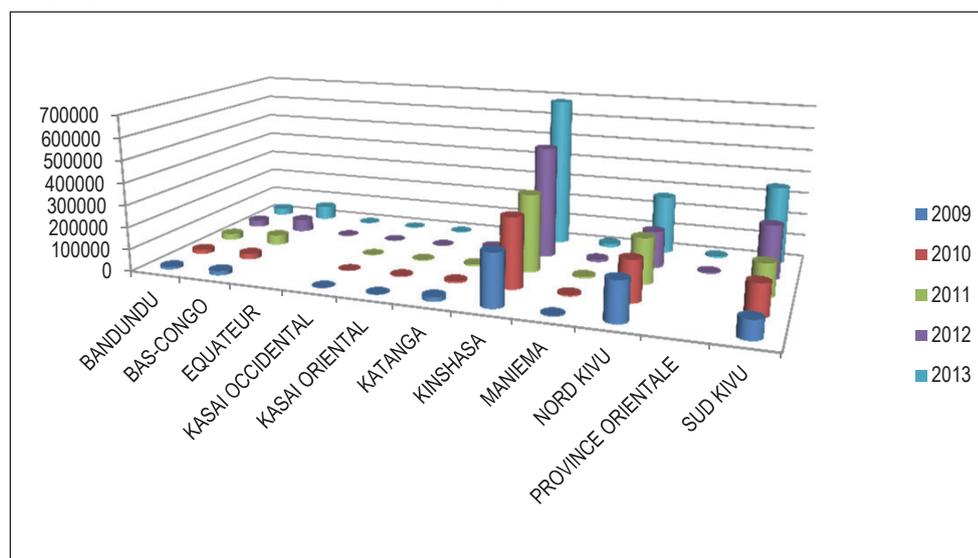
PROVINCES	2009	2010	2011	2012	2013	Var %
BANDUNDU	12 415	19 782	28 721	31 790	32 539	2,4
BAS-CONGO	20 149	26 213	45 317	57 673	64 587	12,0
EQUATEUR	-	-	-	1 878	2 627	39,9
KASAI OCCIDENTAL	1 357	1 137	1 137	1 256	1 256	-
KASAI ORIENTAL	2 214	4 344	3 541	2 064	2 887	39,9
KATANGA	19 984	8 543	9 397	19 866	44 194	122,5
KINSHASA	236 238	316 128	352 171	508 242	682 528	34,3
MANIEMA	3 905	7 239	8 247	12 278	17 172	39,9
NORD KIVU	179 250	185 661	207 009	167 386	264 654	58,1
PROVINCE ORIENTALE	-	-	-	5 593	7 823	39,9
SUD KIVU	83 926	144 853	150 210	244 043	351 197	43,9
<b>TOTAL</b>	<b>559 438</b>	<b>713 900</b>	<b>805 750</b>	<b>1 052 069</b>	<b>1 471 464</b>	<b>39,9</b>

Source : BCC

Les Provinces du Nord Kivu, Sud Kivu et Kinshasa ont détenu 88,2 % du total des comptes ouverts contre 87,4 % en 2012. Cette évolution est expliquée par la bonne culture financière, le dynamisme de la population de ces parties du pays et l'élargissement du réseau d'exploitation par une institution non mutualiste agréée au courant de l'année sous revue.

S'agissant particulièrement de la partie Est du pays confrontée à l'insécurité et à la dissolution de certaines institutions, il a été observé une augmentation du nombre des comptes ouverts justifiée notamment par l'agrément d'une grande IMF disposant de 8 agences et par les besoins ressentis par la population de sécuriser leurs ressources dans des lieux sûrs.

Graphique n° 5 : Evolution du nombre des comptes ouverts par province



Par ailleurs, la Province du Katanga a connu un accroissement important du nombre des comptes ouverts auprès des ISFD consécutif à l'ouverture de deux agences de la plus grande IMF et la redynamisation des activités d'une IMF de la place.

Tableau n° 9 : Evolution du nombre des comptes ouverts par catégorie et province

PROVINCES	COOPEC					IMF				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
BANDUNDU	12 415	19 782	28 621	31 473	32 215	-	-	100	317	324
BAS CONGO	19 801	25 770	44 340	57 673	63 959	348	443	977	566	628
EQUATEUR	-	-	-	-	-	-	-	-	1 878	2 627
KASAI OCCIDENTAL	1 357	1 137	1 137	1 256	1 256	-	-	-	-	-
KASAI ORIENTAL	846	1 656	853	775	1 084	1 368	2 688	2 688	1 289	1 803
KATANGA	-	132	145	6 869	15 281	18 984	8 411	9 252	12 997	28 913
KINSHASA	66 463	116 045	127 826	90 395	121 393	169 775	200 083	224 345	417 847	561 135
MANIEMA	3 905	7 239	8 247	12 278	17 172	-	-	-	-	-
NORD KIVU	127 275	129 331	156 986	151 030	239 078	51 975	56 330	50 023	16 157	25 576
PROVINCE ORIENTALE	-	-	-	5 580	7 823	-	-	-	-	-
SUD KIVU	83 926	140 653	145 895	236 392	340 681	-	4 200	4 315	7 297	10 516
<b>TOTAL</b>	<b>315 988</b>	<b>441 745</b>	<b>514 050</b>	<b>593 721</b>	<b>839 941</b>	<b>242 450</b>	<b>272 155</b>	<b>291 700</b>	<b>458 348</b>	<b>631 523</b>

Source : BCC

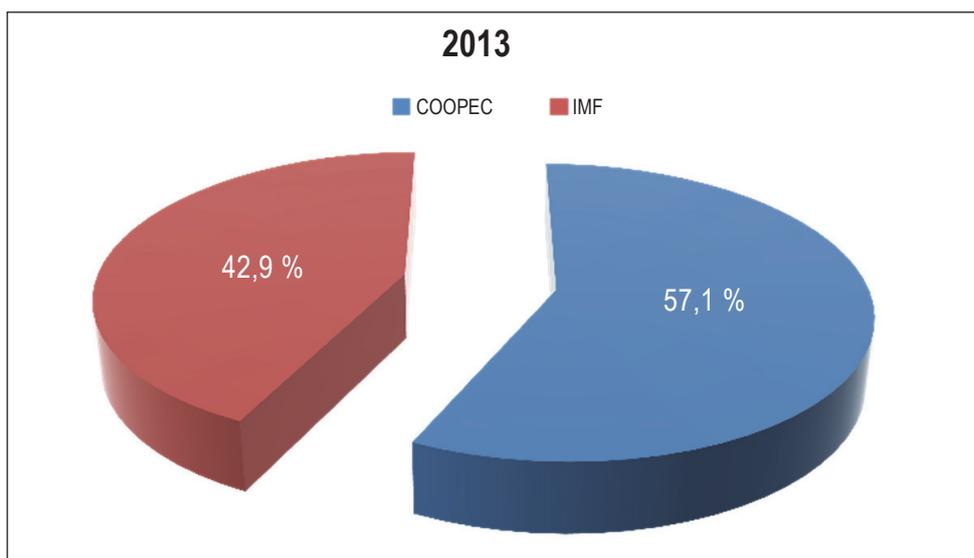
L'examen du nombre des comptes ouverts par catégorie d'institutions a renseigné une hausse de 41,5 % desdits comptes auprès des institutions mutualistes contre 37,8 % pour les IMF.

S'agissant des comptes ouverts auprès des IMF, ils ont représenté 42,9 % du total du secteur en 2013. Les trois Provinces à forte concentration ont détenu 94,6 %. La seule Province de Kinshasa s'est accaparée la part de 88,9 %.

Par contre, pour ce qui est des COOPEC, leur part s'est établie à 57,1 %, tirée par les ISFD des trois provinces prédominantes dont le poids total a été de 83,6 % sur l'ensemble des comptes ouverts par les institutions mutualistes. Le Sud Kivu a été la principale province à regorger un grand nombre des comptes, soit 40,6 %.

Cette embellie a découlé de la combinaison de plusieurs facteurs, dont les plus importants ont porté sur la diversité des produits offerts à la clientèle, la campagne de sensibilisation à l'épargne, l'élargissement du réseau d'exploitation et les nouveaux agréments.

Graphique n° 6 : Part des comptes ouverts par catégorie



### 2.2.2. Répartition des membres et clients par genre

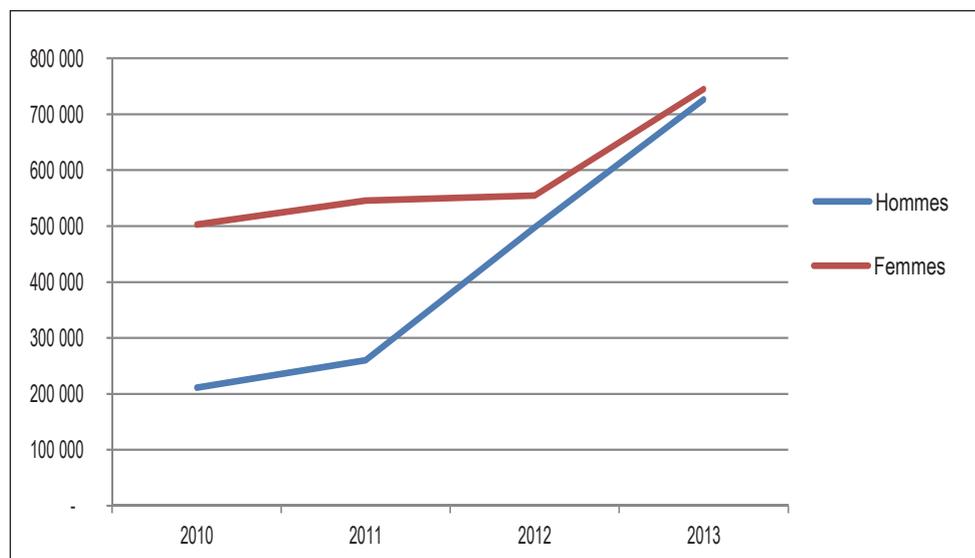
La répartition par genre des membres et clients des Institutions du Système Financier Décentralisé en 2013 a renseigné que les femmes et les hommes ont détenu respectivement 50,6 % et 49,4 % de l'ensemble des comptes ouverts contre 52,7 % et 47,3 % à fin 2012.

Tableau n° 10 : Evolution du nombre des comptes ouverts par genre

GENRE	2010		2011		2012		2013	
	Nombre de compte	Part %						
Hommes	211 170	29,6	259 926	32,3	497 664	47,3	726 702	49,4
Femmes	502 730	70,4	545 824	67,7	554 405	52,7	744 762	50,6
<b>TOTAL</b>	<b>713 900</b>	<b>100,0</b>	<b>805 750</b>	<b>100,0</b>	<b>1 052 069</b>	<b>100,0</b>	<b>1 471 464</b>	<b>100,0</b>

Source : BCC

Graphique n° 7 : Evolution du nombre des comptes ouverts auprès des ISFD par genre



La poussée de l'intérêt de la clientèle masculine dans la microfinance a résulté du financement croissant des MPME, généralement détenues par les hommes, et du relèvement de la hauteur des crédits octroyés par certaines institutions.

Tableau n° 11 : Répartition du nombre des comptes ouverts par genre et province

PROVINCE	2012					2013				
	TOTAL	HOMMES	Part %	FEMMES	Part %	TOTAL	HOMMES	Part %	FEMMES	Part %
BANDUNDU	31 790	17 439	54,9	14 351	45,1	32 539	15 440	47,5	17 099	52,5
BAS-CONGO	57 673	34 410	59,7	23 263	40,3	64 587	35 426	54,9	29 161	45,1
EQUATEUR	1 878	172	9,2	1 706	90,8	2 627	121	4,6	2 506	95,4
KASAI OCCIDENTAL	1 256	461	36,7	795	63,3	1 256	482	38,4	774	61,6
KASAI ORIENTAL	2 064	1 522	73,7	542	26,3	2 887	1 641	56,8	1 246	43,2
KATANGA	19 866	12 000	60,4	7 866	39,6	44 194	26 605	60,2	17 589	39,8
KINSHASA	508 242	187 296	36,9	320 946	63,1	682 528	336 477	49,3	346 051	50,7
MANIEMA	12 278	7 687	62,6	4 591	37,4	17 172	10 526	61,3	6 646	38,7
NORD KIVU	167 386	92 484	55,3	74 902	44,7	264 654	126 108	47,7	138 546	52,3
PROVINCE ORIENTALE	5 593	3 310	59,2	2 283	40,8	7 823	2 316	29,6	5 507	70,4
SUD KIVU	244 043	140 883	57,7	103 160	42,3	351 197	171 560	48,9	179 637	51,1
<b>TOTAL</b>	<b>1 052 069</b>	<b>497 664</b>	<b>47,3</b>	<b>554 405</b>	<b>52,7</b>	<b>1 471 464</b>	<b>726 702</b>	<b>49,4</b>	<b>744 762</b>	<b>50,6</b>

Source : BCC

L'analyse du tableau ci-dessus a renseigné une réduction des écarts du nombre des comptes détenus entre les femmes et les hommes, principalement dans la Ville Province de Kinshasa et dans la Province Orientale. Cependant, la clientèle féminine demeure importante compte tenu de son dynamisme et de sa disponibilité à effectuer toute sorte d'activités génératrices de revenu.

### 2.2.3. Secteurs d'activités des ISFD

A l'instar de 2012, les institutions de microfinance ont affecté leur portefeuille de prêts essentiellement dans le commerce.

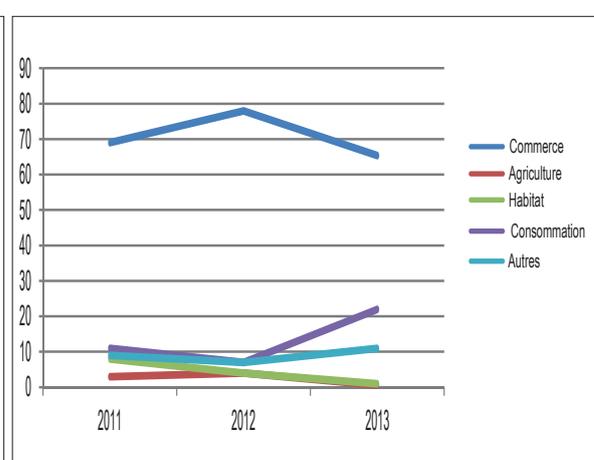
Par ailleurs, il a été noté une baisse de la part des crédits agricoles. Cette situation est expliquée notamment par la situation d'insécurité, la quasi absence des ressources à moyen et long terme ainsi que l'absence d'une chaîne des valeurs et d'assurance dédiée aux risques liés à ce secteur.

En outre, les prêts affectés à la consommation ont connu un accroissement important, passant de 7,0 % du total des crédits accordés en 2012 pour se fixer à 22,0 % une année plus tard.

Tableau n° 12 : Répartition de crédits par secteur d'activités

Secteur d'activités	Part des crédits (en %)		
	2011	2012	2013
Commerce	69,0	78,0	65,0
Agriculture	3,0	4,0	1,0
Habitat	8,0	4,0	1,0
Consommation	11,0	7,0	22,0
Autres	9,0	7,0	11,0
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Graphique n° 8 : Evolution de crédits par secteur d'activités



Source : BCC

#### 2.2.4. Autres éléments de portée

La consolidation du secteur a conduit les institutions à investir dans l'acquisition et la mise à niveau de leurs Systèmes d'Information et de Gestion (SIG), améliorant ainsi leur gestion et la transmission des données financières à la BCC.

Toutefois, le secteur de la microfinance est resté caractérisé par un grand nombre d'institutions de petite taille dépourvues des moyens suffisants pour s'équiper et disposer d'un SIG.

En sus, il a été observé que la majorité d'institutions n'a pas certifié leurs états financiers en raison principalement du coût élevé de ce service et de l'absence des auditeurs externes dans plusieurs contrées du pays.

Enfin, la plupart des institutions de microfinance n'ont pratiquement pas bénéficié d'appuis techniques et financiers à la suite notamment de l'absence des prestataires de services techniques dans grand nombre de villes du pays, le coût élevé de la formation, les critères d'éligibilité contraignants exigés par les bailleurs de fonds et la faible synergie avec les banques.

### 2.3. Services connexes

Au courant de l'année 2013, l'Institut d'Emission a autorisé certaines institutions à effectuer les opérations de change manuel et de transfert de fonds en vue d'élargir les services offerts à leurs membres ou clients.

### 2.4. Autres intervenants du secteur

A l'instar des années précédentes, plusieurs acteurs sont intervenus dans le secteur dans le cadre notamment d'assistance technique et financière.

Par ailleurs, un nouvel acteur a été agréé durant l'année sous revue. Il s'est agi du Fonds National de Microfinance agréé le 18 janvier 2013 en qualité d'Institution Financière Spécialisée.

Parmi les activités menées par ces intervenants ont figuré notamment :

- *Banque Mondiale* : l'appui à la Sous-Direction en charge de la microfinance et au FPM ;
- *Fonds National de la Microfinance* : l'évaluation technique de certaines ISFD, la mise en place de quelques financements pour celles éligibles, les actions de formation des jeunes et femmes de la Capitale dans les domaines du crédit et de l'épargne ;
- *Fonds pour l'inclusion financière*, « FPM » en sigle : l'assistance technique et financière de quelques ISFD, la conduite des études de marché ainsi que l'exécution du programme de formation certifiant sur les grands métiers en microfinance ;
- *KfW* : l'appui technique et financier pour la modernisation de la Centrale des Risques incluant les ISFD et pour l'étude sur la mise en place d'un fonds de garantie de dépôts ;
- *Programme d'Appui au Secteur de la Microfinance*, « PASMIF » en sigle : le financement du plan d'Actions Microfinance de la BCC, l'appui financier à l'Association Professionnelle des Coopératives d'Epargne et de Crédit et au FPM, l'étude sur le SIG, le développement du produit « grenier villageois » et l'accompagnement des MUSO ;
- *Associations professionnelles*, APROCEC et ANIMF : la vulgarisation des statuts auprès des membres, l'élaboration des plans d'affaires et l'appui à la vulgarisation des textes réglementaires de la BCC ;
- *Prestataires de services techniques* : l'appui à la vulgarisation des textes réglementaires de la BCC et la mise à niveau de certains acteurs du secteur.

## ENCADRE 2 : LE SITE INTERNET DEDIE A LA MICROFINANCE

La Banque Centrale du Congo a mis en place un Site dédié à la microfinance en République Démocratique du Congo. Ce Site renferme tous les renseignements et activités de ce secteur.

Il s'agit notamment des renseignements sur :

- le cadre légal ;
- le cadre réglementaire ;
- les Rapports d'Activités de la Microfinance ;
- la liste des institutions agréées et ce, par province ;
- les activités menées par la BCC dans ce cadre.

Le site [microfinance.bcc.cd](http://microfinance.bcc.cd) permet au public et aux institutions de microfinance de consulter et/ou télécharger les documents susvisés, échanger avec les superviseurs sur un sujet intéressant le secteur étant donné qu'un espace y est dédié, de s'informer sur les événements en cours et projetés ainsi que sur toute autre actualité de l'heure.

En sus d'être un outil efficace de diffusion, de vulgarisation et de sensibilisation des informations et messages importants liés au secteur spécifique de la microfinance, ce Site est également une des voies d'accès au logiciel FinA qui constitue une base de données du secteur de la microfinance et un applicatif de supervision.

Tout lecteur intéressé par le secteur de la microfinance en République Démocratique du Congo trouve dans ce Site une réponse appropriée.



## **CHAPITRE III : SURVEILLANCE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE**

La surveillance des Institutions du Système Financier Décentralisé est l'une des missions dévolues à la Banque Centrale du Congo par ses statuts. Dans ce cadre, l'Institut d'Emission a, au cours de l'année 2013, procédé à des contrôles sur pièces et sur place des ISFD agréées. Ces contrôles visaient à examiner la conformité aux exigences légales et réglementaires auxquelles les institutions sont assujetties.

### **3.1 Types de contrôle exercé**

#### **3.1.1 Contrôle sur pièces**

Dans le cadre de ses prérogatives, la Banque Centrale du Congo a procédé à l'analyse des états financiers lui transmis par les ISFD afin de veiller au respect des dispositions légales et réglementaires, d'en déceler les incohérences et les risques auxquels les institutions sont exposées de manière à orienter le contrôle sur place.

Le contrôle sur pièces a consisté en l'analyse des situations périodiques des institutions de microfinance transmises à la BCC. Cette analyse a permis notamment de déceler les incohérences et invraisemblances contenues dans les états financiers, d'évaluer les tendances du secteur et d'en mesurer les risques.

Parmi les incohérences et invraisemblances, régulièrement constatées, ont figuré principalement :

- l'insuffisance des provisions constituées sur les créances litigieuses ;
- le non renseignement des créances litigieuses et leurs provisions au bilan ;
- la discordance entre le montant de l'encours de crédit brut enregistré à la balance âgée et celui renseigné au bilan ;
- l'absence des dotations aux amortissements alors que l'actif du bilan indique des immobilisations et/ou amortissements ;
- les divergences entre le résultat renseigné au bilan et celui du Tableau de Formation de résultat.

Quant à la transmission des états financiers, il a été constaté une régression. En effet, le taux de transmission est passé de 91,9 % à 84,6 % d'une année à l'autre. Cette situation est justifiée principalement par le climat d'insécurité ayant caractérisé la partie Est du pays et le rejet des états financiers déséquilibrés.

En ce qui concerne l'obligation légale de certification des comptes annuels, seuls 20,4 % d'institutions se sont conformés à cette norme contrairement à 2012 où 26,8 % avaient respecté cette exigence.

### **3.1.2 Contrôle sur place**

Dans le cadre de la surveillance des ISFD, la Banque Centrale du Congo a diligenté 44 missions de contrôle sur place.

Compte tenu du nombre important des ISFD agréées et en vue de couvrir une grande partie des dites institutions, 4 types de contrôle ont été exercés, à savoir les contrôles complet, ciblé, de suivi et sommaire.

### **3.3 Missions de contrôle**

Les 44 missions de contrôle ont concerné 37 Coopératives d'Épargne et de Crédit et 7 Institutions de Micro Finance des provinces de Bandundu, du Bas-Congo, du Katanga, du Kasai Occidental, du Kasai Oriental, de l'Équateur, de la Province Orientale, de Kinshasa et du Nord-Kivu.

Sur les 44 missions programmées, une seule n'a pu être réalisée en raison de l'inaccessibilité de l'institution.

**Tableau n° 13 : Type de contrôles effectués auprès des ISFD par province**

Type de contrôle/Province	Complet	Ciblé	Suivi	Sommaire	Total
BANDUNDU	2	4	7	-	13
BAS CONGO	2	6	5	1	14
KATANGA	1	3	-	-	4
KASAI OCCIDENTAL	-	-	1	-	1
KASAI ORIENTAL	-	-	3	-	3
EQUATEUR	1	-	-	-	1
PROVINCE ORIENTALE	2	-	-	-	2
KINSHASA	-	1	-	2	3
NORD KIVU	-	-	-	2	2
Institutions contrôlées en 2013	8	14	16	5	43
Institutions contrôlées en 2012	14	19	26	49	108

Source : BCC

Comparé à 2012, le nombre des missions de contrôle effectuées durant l'année sous revue a connu une baisse de 60,2 %, induite principalement par le report des missions de contrôle programmées dans la Province du Nord Kivu à la suite de l'insécurité.

### 3.3. Principaux constats communs

Les missions de contrôle ont permis d'observer la persistance d'importantes défaillances dans le chef de certaines institutions. Par ailleurs, d'autres ont amélioré leur gestion au travers le suivi rigoureux des plans de redressement.

Les manquements récurrents ont porté sur :

#### 3.3.1. Au niveau de l'administration :

- le dysfonctionnement des organes attesté par l'irrégularité ou l'absence de la tenue des réunions ;
- le manque d'expérience dans le domaine bancaire ou financier et dans celui de la gouvernance d'entreprise par la plupart des dirigeants ;
- l'absence d'une main d'œuvre qualifiée ;
- l'inefficacité du contrôle interne.

#### 3.3.2. Du point de vue de la gestion du portefeuille de crédit :

- le laxisme dans l'octroi du crédit ;
- l'absence de mécanisme rigoureux de suivi et de recouvrement des crédits ;
- un taux élevé des créances en souffrance ;
- la non constitution et/ou l'insuffisance des provisions pour créances douteuses.

#### 3.3.3. Sur le plan financier

- l'absence de comptable ou la tenue de la comptabilité par une personne non indiquée ;

- l'insuffisance dans la maîtrise des instruments de gestion financière et comptable de la part des dirigeants et cadres ayant la responsabilité de gestion des activités;
- le retard dans la production des états financiers ;
- l'insuffisance drastique des fonds propres.

### 3.4. Retrait d'agrément et mise en dissolution forcée des institutions mutualistes et non mutualistes

A la suite des conclusions des missions de contrôle, la Banque Centrale du Congo a procédé au retrait d'agrément de 11 ISFD réparties de la manière suivante :

Tableau n° 14 : Répartition des ISFD dissoutes par province

Provinces	Dissolution forcée		Dissolution volontaire		Total	
	COOPEC	IMF	COOPEC	IMF	COOPEC	IMF
KINSHASA	2	1	-	-	2	1
NORD KIVU	4	-	3	-	7	-
SUD KIVU	1	-	-	-	1	-
<b>TOTAL</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>1</b>

Source : BCC

#### 3.4.1. Dissolution forcée

L'Autorité de Régulation a procédé à la dissolution forcée de 8 ISFD, dont 7 Coopératives d'Épargne et de Crédit et une Institution de Micro Finance et ce, en vue de protéger l'épargne du public et de mettre hors d'état de nuire toutes les institutions ternissant l'image du secteur.

#### 3.4.2. Dissolution volontaire

Suite à la forte concurrence ayant entraîné le départ massif de leurs membres, à la situation de cessation des activités et à l'environnement difficile ayant caractérisé la Province du Nord Kivu, 3 Coopératives d'Épargne et de Crédit ont été mises en dissolution volontaire.

**ENCADRE 3 : LA NOUVELLE VERSION DU LOGICIEL FinA**

FinA est un logiciel conçu pour permettre aux superviseurs des banques et autres institutions financières de stocker les informations dans une base de données, de faire des analyses et de produire les différents rapports à partir d'un fichier Maître standardisé sous Excel. Ce fichier Maître permet aux institutions d'enregistrer les données portant notamment sur le bilan, le Tableau de Formation de Résultat, le Tableau de Flux de trésorerie et la balance âgée avant leur transmission via l'interface offert par FinA.

Implémenté à la Banque Centrale du Congo depuis 2008, ce logiciel a connu une mise à jour en novembre 2013.

La particularité de cette dernière version est qu'elle permet :

- **aux institutions de :**
  - détecter automatiquement les incohérences de données financières transmises ;
  - identifier les erreurs grâce à une indication précisant les lignes à corriger ;
  - recevoir un accusé de réception pour s'assurer de l'incorporation de données dans le logiciel ;
  - accéder à l'appliquatif FinA à partir notamment de Google.
- **à la Banque Centrale du Congo de :**
  - rejeter toute donnée renfermant les incohérences ;
  - tirer automatiquement les ratios prudentiels et indicateurs de performance ;
  - générer des outputs et tableaux ;
  - faciliter le contrôle permanent des ISFD.

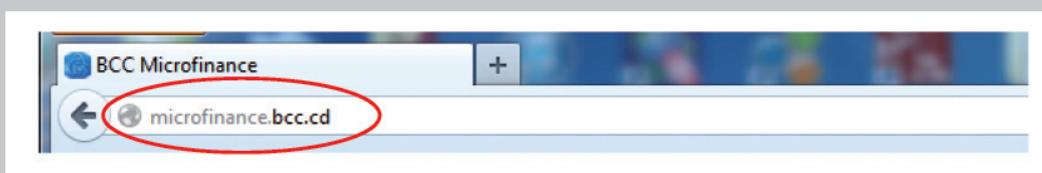
Les institutions de microfinance peuvent accéder au logiciel FinA via :

- le site Internet de la BCC en utilisant l'adresse suivante : [www.bcc.cd](http://www.bcc.cd)
- le site internet de la microfinance en tapant soit <http://microfinance.bcc.cd> soit [microfinance.bcc.cd](http://microfinance.bcc.cd)

Pour ce faire, il suffit de :

1) lancer le Site dans le navigateur internet:

Taper l'adresse [microfinance.bcc.cd](http://microfinance.bcc.cd)



## 2) accéder à l'interface FinA

- cliquez sur la rubrique FinA (1) puis;
- sur FinA (2) dans le cas où vous voulez transmettre vos états financiers ;
- ou sur fichier maître (3) pour télécharger le nouveau fichier maître.



vous serez orienté vers une boîte de dialogue qui vous demandera:

- votre nom d'utilisateur (Login), lequel par défaut correspond à votre code actuel CXXXX pour les COOPEC ou IXXXX pour les IMF puis ;
- votre mot de passe (Password).

#### ENCADRE 4 : LA GOUVERNANCE DANS LES ISFD

Un des maux qui rongent ce secteur de la microfinance, comme c'est le cas dans la plupart des pays d'Afrique Subsaharienne, est la mauvaise gouvernance. En effet, les carences de gouvernance sont une cause majeure des problèmes des institutions de microfinance. Elles conduisent à des faillites et à des problèmes rencontrés dans les institutions tels notamment des déficiences dans la gestion du crédit, des cas de fraude et la dérive par rapport à la mission ou la vision.

Pourquoi est-ce important d'avoir une bonne gouvernance ? Il est établi qu'une bonne gouvernance incite le Conseil d'Administration et la Direction à poursuivre des objectifs conformes aux intérêts de l'institution financière, de ses membres et actionnaires et faciliter une surveillance effective des résultats obtenus, en encourageant une utilisation efficace et efficiente des ressources de l'institution.

Une bonne gouvernance permet de garantir que les opérations d'une institution sont alignées sur ses stratégies, ses politiques et ses procédures.

Comment arriver à une bonne gouvernance ? La bonne gouvernance passe principalement par des délégations d'autorité et de responsabilités, des contrôles opérationnels effectifs, une séparation claire des fonctions entre le Conseil d'Administration et la Direction, des membres du Conseil d'Administration compétents, une stratégie et des paramètres de risque clairs, la prise de connaissance des rapports internes et des contrôles opérationnels et pratiques alignés sur la stratégie.

En ce qui concerne le Conseil d'Administration, il est appelé à agir en toute circonstance dans l'intérêt de l'institution ; d'où sa position prépondérante. Fort de ce qui précède, l'Institut d'Emission a précisé, dans son Instruction n° 007 du 12 avril 2012 sur la gouvernance, la nécessité pour tout membre d'avoir de l'expérience dans le domaine bancaire ou financier et dans celui de la gouvernance d'entreprise. A cet effet, tout membre élu doit préalablement être approuvé par lui.

En outre, la Banque Centrale du Congo a tenu à rappeler les devoirs de diligence, de loyauté et de conformité des administrateurs, lesquels se résument comme suit :

- **devoirs de diligence :**
  - assister aux réunions ;
  - s'informer et acquérir une bonne compréhension des problèmes ;
  - exercer son jugement de manière indépendante ;
- **devoirs de loyauté :**
  - exercer son pouvoir dans l'intérêt de l'institution ;
  - agir avec honnêteté et vigilance en cas de confrontation avec d'autres conflits ;
  - assurer la confidentialité des débats propres au conseil ;
- **devoirs de conformité :**
  - être fidèle à la mission de l'institution ;
  - exercer sa responsabilité conformément aux objectifs institutionnels, internes comme externes ;
  - respecter les principes éthiques.

Une bonne gouvernance est à la portée de toute institution, qu'importe sa taille et le degré de complexité ou de sophistication des opérations. Ce n'est qu'une question d'équilibre des pouvoirs.

### TEMOIGNAGE : MINI BOUCHERIE FUALA MANATA

Monsieur MANAYI KIALA est membre de la CAMEC INKISI située dans la Province du Bas-Congo. Son activité principale est le commerce des vivres frais.

D'un crédit initial de USD 1.000, ce membre a, grâce à la régularité de la constitution de l'épargne et au bon remboursement des crédits, obtenu successivement d'autres prêts dont la hauteur a atteint un montant de USD 5.000 à ce jour.

Son dévouement dans ses activités, couplé à son sens de responsabilité dans la gestion de l'épargne et du crédit, lui a permis d'étendre son activité, d'améliorer le volume de ses achats et d'employer deux travailleurs à temps plein.

Par ailleurs, cela l'a aidé à assurer une meilleure scolarité de ses enfants et les soins de santé à sa famille ainsi qu'à pourvoir aux besoins aussi bien de sa famille que de ceux qui l'environnent.



## **CHAPITRE IV :**

# **ANALYSE DES PERFORMANCES DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE**

La situation financière du secteur de la microfinance en 2013 a renseigné dans l'ensemble un accroissement des activités dans un environnement marqué par l'assainissement du secteur et l'insécurité à l'Est du pays.

En effet, la contribution de ce secteur s'est timidement accrue, représentant 5,3 % du total du secteur financier, arrêté à USD 4 341,9 millions, à la fin de l'année sous revue contre 5,0 % en 2012.

### **4.1. Analyse financière globale**

A l'instar de 2012, le secteur de la microfinance a connu une hausse du niveau d'activités.

#### **4.1.1 Analyse de la structure financière**

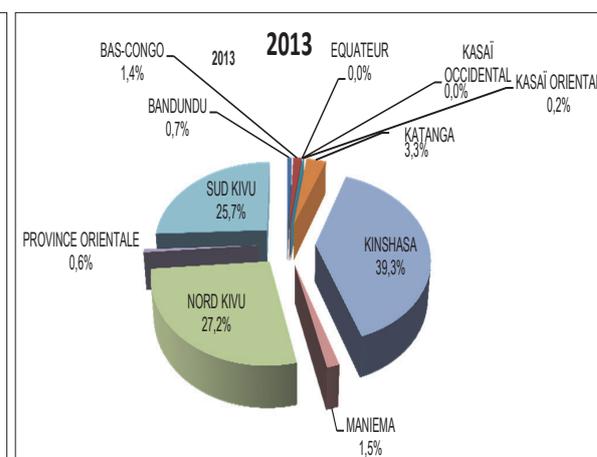
Le total bilantaire du secteur à fin 2013 s'est établi à USD 228 593 968 contre USD 191 000 251 en 2012, soit une augmentation de 19,7 %. Cette situation est due principalement à la bonne performance observée au niveau de certaines ISFD de Kinshasa, du Nord Kivu et du Sud Kivu et ce, malgré la crise de liquidité observée au sein de deux grandes coopératives de ces deux dernières provinces, ayant affecté négativement certaines structures.

L'apport de chaque province dans le total bilantaire est resté dominé par les institutions de trois provinces à forte concentration, à savoir la Ville Province de Kinshasa (39,3 %), le Nord Kivu (27,2 %) et le Sud Kivu (25,7 %). Les ISFD de ces trois Provinces ont contribué à hauteur de 92,2 %.

Tableau n° 15 : Part de chaque province dans le total bilantaire

PROVINCES	2009	2010	2011	2012	2013
BANDUNDU	0,2	0,2	0,6	0,9	0,7
BAS-CONGO	1,3	1,1	1,4	1,5	1,4
EQUATEUR	-	-	-	0,0	0,0
KASAI OCCIDENTAL	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
KASAI ORIENTAL	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2
KATANGA	0,1	2,6	3,0	3,2	3,3
KINSHASA	25,8	26,3	34,2	30,2	39,3
MANIEMA	0,5	1,9	1,5	1,8	1,5
NORD KIVU	43,8	38,7	28,8	30,8	27,2
PROVINCE ORIENTALE	-	-	-	0,6	0,6
SUD KIVU	28,0	28,8	30,4	30,7	25,7
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Graphique n° 9 : Part de chaque province dans le total bilantaire



Source : BCC

Comparé à l'exercice 2012, les institutions de la Ville Province de Kinshasa ont réalisé des performances ayant conduit à la baisse des parts de marché des institutions des Provinces du Nord et Sud Kivu.

Ainsi, l'analyse de la situation financière globale, à la clôture de l'exercice 2013 comparativement à fin 2012, a relevé ce qui suit :

#### 4.1.1.1 Analyse de l'actif

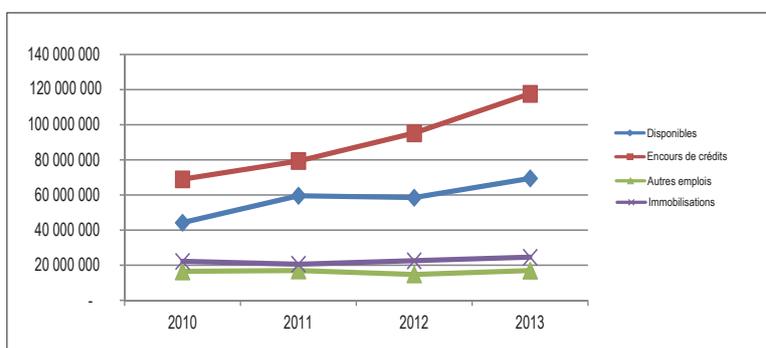
L'examen de l'actif du bilan a fait ressortir un accroissement significatif de l'encours de crédit et des disponibles.

Tableau n° 16 : Ventilation des postes de l'actif

EMPLOIS	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Disponibles	44 203 025	59 556 588	58 488 932	69 425 608	30,4	18,7
Encours de crédits	68 921 703	79 296 439	95 228 870	117 658 654	51,5	23,6
Autres emplois	16 480 239	16 953 987	14 743 186	16 932 828	7,4	14,9
Immobilisations	22 185 849	20 536 278	22 539 263	24 576 878	10,8	9,0
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>151 790 816</b>	<b>176 343 292</b>	<b>191 000 251</b>	<b>228 593 968</b>	<b>100,0</b>	<b>19,7</b>

Source : BC

Graphique n° 10 : Evolution des postes de l'actif



L'analyse de chaque poste de l'actif a indiqué ce qui suit :

#### **4.1.1.1.1 Disponibles**

Ce poste s'est chiffré à USD 69 425 608 à fin 2013 contre USD 58 488 932 une année plus tôt, soit une hausse de 18,7 %, induite essentiellement par la hausse de liquidité dans les ISFD situées dans les provinces à forte concentration. Toutefois, il a été noté une baisse de liquidité de 8,6 % des ISFD du Sud Kivu.

Le ratio de liquidité immédiate établi à 53,0 % a été largement supérieur à la norme minimale de 20,0 %. Quant au taux d'encaisse oisive de 30,4 %, il n'a pas été conforme à la norme maximale de 20,0 %.

#### **4.1.1.1.2 Encours de crédit**

L'encours net de crédit a connu un accroissement de 23,6 %, atteignant USD 117 658 654 en 2013 contre USD 95 228 870 à fin décembre 2012. Cette situation est expliquée par le dynamisme des ISFD de Kinshasa, du Nord Kivu et du Sud Kivu qui ont représenté 94,4 % de l'ensemble du portefeuille du secteur de la microfinance.

Quant au taux d'encours de crédit, il s'est situé à 51,5 % à fin 2013 par rapport à la norme de 70,0 %, justifié notamment par l'environnement observé durant l'année sous revue dans la partie Est du pays.

Le  $PAR_{30}$  de l'ensemble du secteur s'est établi à 22,1 % contre la norme de 5,0 %, attestant ainsi l'existence d'importantes créances en souffrance. Cependant, cette situation a occulté la bonne performance réalisée majoritairement par certaines IMF.

Par ailleurs, la partie Est du pays s'est démarquée en détenant un portefeuille à risque important à la suite principalement de l'insécurité observée durant l'année sous revue et le non remboursement des crédits notamment de notoriété. Cette situation a conduit à la crise de liquidité et à la cessation d'activités de certaines ISFD.

#### **4.1.1.1.3 Autres emplois**

Cette rubrique a enregistré une hausse de 14,9 %, s'établissant à USD 16 932 828 en 2013 contre USD 14 743 186 une année plus tôt. Cette évolution est essentiellement attribuable au niveau élevé des comptes de liaison, des débiteurs divers ainsi que de celui des régularisations et emplois divers.

#### **4.1.1.1.4 Immobilisations**

Passant de USD 22 539 263 en 2012 à USD 24 576 878 une année plus tard, les immobilisations nettes se sont accrues de 9,0 %. Cette hausse est due notamment aux investissements effectués par les ISFD en termes d'acquisition des valeurs corporelles et incorporelles.

Par rapport à l'année précédente, le taux des immobilisations nettes global est passé de 11,8 % à 10,7 % au cours de l'exercice sous revue, légèrement au-delà de la norme de 10,0 %. Cette situation est due à la tendance de certaines ISFD d'acquérir des bâtiments au détriment de l'intermédiation financière.

#### 4.1.1.2 Analyse du passif

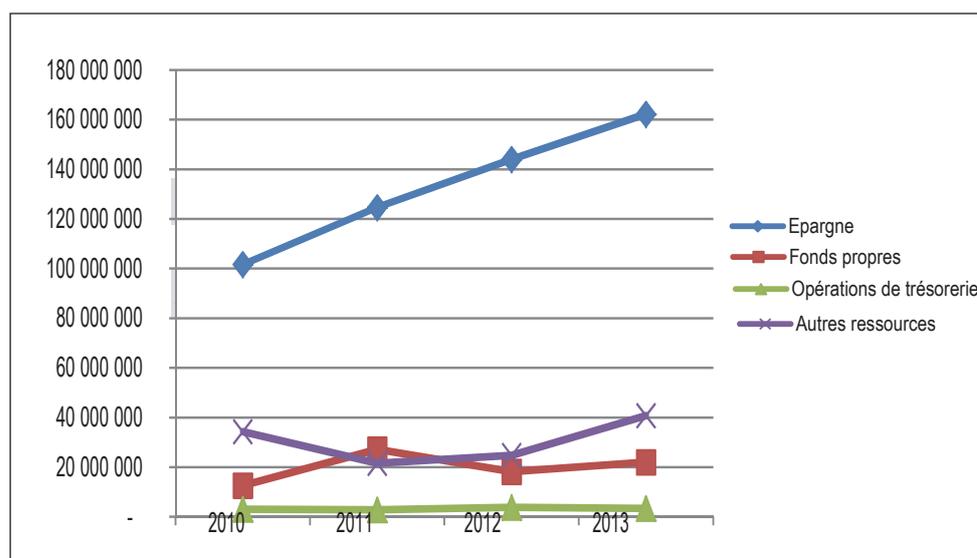
Les ressources de l'ensemble des ISFD ont connu une hausse de 19,7 % en 2013. Par ailleurs, il a été constaté une amélioration des fonds propres induite par celle des IMF.

Tableau n° 17 : Ventilation des postes du passif

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Epargne	101 707 291	124 676 994	144 041 239	162 288 984	71,0	12,7
Fonds propres	12 651 340	27 213 293	18 234 459	22 072 493	9,7	21,0
Opérations de trésorerie	3 060 648	2 835 199	3 885 620	3 412 853	1,5	-12,2
Autres ressources	34 371 537	21 617 806	24 838 933	40 819 638	17,9	64,3
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>151 790 816</b>	<b>176 343 292</b>	<b>191 000 251</b>	<b>228 593 968</b>	<b>100,0</b>	<b>19,7</b>

Source : BCC

Graphique n° 11 : Evolution des postes du passif



L'illustration des rubriques du passif a démontré une croissance continue de l'épargne d'une année à l'autre, une amélioration des fonds propres et une faible interaction des ISFD entre elles et avec les banques.

L'examen de chaque poste du passif a ressorti ce qui suit :

##### 4.1.1.2.1 Epargne

Le volume de l'épargne mobilisée par les institutions du secteur de la microfinance a atteint USD 162 288 984 en 2013 contre USD 144 041 239 une année auparavant, soit une augmentation de 12,7 % consécutive notamment à l'introduction des agents bancaires et aux actions de sensibilisation à l'épargne.

#### 4.1.1.2.2. Fonds propres

En 2013, les fonds propres ont enregistré dans l'ensemble une hausse de 21,0 %, se fixant à USD 22 072 493 contre USD 18 234 459 l'année précédente. Cette évolution est tributaire de l'augmentation du capital minimum des IMF. Cependant, l'accroissement des fonds propres a occulté la baisse drastique observée au niveau de ceux des institutions mutualistes.

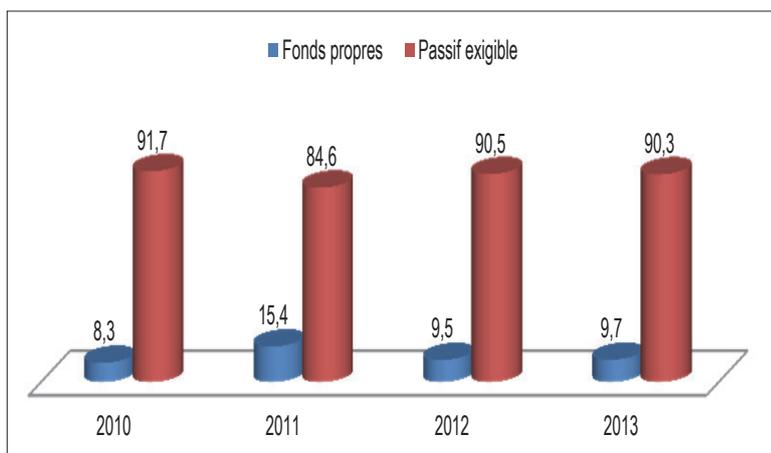
S'agissant du taux de capitalisation, il est passé de 9,5 % à 9,7 % d'une année à l'autre en deçà de la norme de 15,0 %. Cette situation est due aux mauvais résultats enregistrés à la fin de l'exercice sous revue par certaines ISFD.

Tableau n° 18 : Evolution comparée du passif exigible et des fonds propres

RUBRIQUE	2010		2011		2012		2013	
	Montant	Part %						
Fonds propres	12 651 340	8,3	27 213 293	15,4	18 234 459	9,5	22 072 493	9,7
Passif exigible	139 139 476	91,7	149 129 999	84,6	172 765 792	90,5	206 521 475	90,3
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>151 790 816</b>	<b>100,0</b>	<b>176 343 292</b>	<b>100,0</b>	<b>191 000 251</b>	<b>100,0</b>	<b>228 593 968</b>	<b>100,0</b>

Source : BCC

Graphique n° 12 : Evolution comparée du passif exigible et des fonds propres



Bien qu'on ait noté un accroissement des fonds propres, l'épargne est demeurée la principale ressource des ISFD, particulièrement pour les institutions mutualistes.

#### 4.1.1.2.3. Opérations de trésorerie

Ce poste s'est établi à USD 3 412 853 en 2013 contre USD 3 885 620 en 2012, dégagant ainsi une diminution de 12,2 %. Cette réduction a été induite par la faiblesse des engagements à court terme contractés par les différentes Institutions du Système Financier Décentralisé.

#### 4.1.1.2.4. Autres ressources

Les autres ressources ont enregistré une augmentation de 64,3 %, passant de USD 24 838 933 en 2012 à USD 40 819 638 une année plus tard, découlant principalement des emprunts contractés par les IMF.

## 4.2. Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

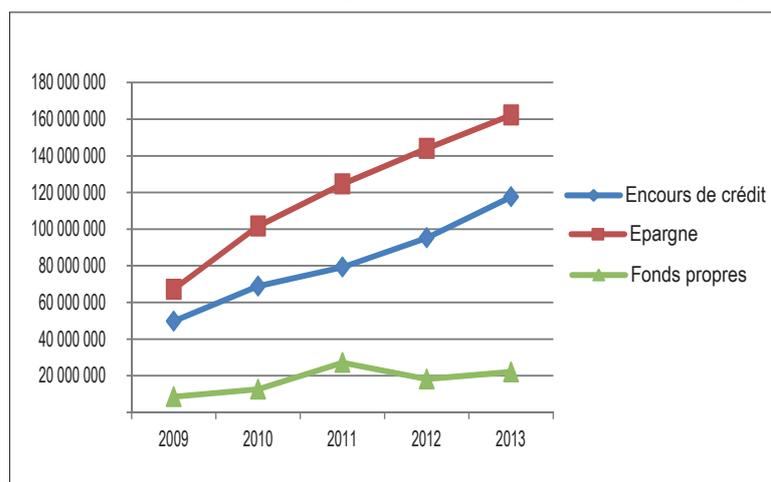
Dans l'ensemble, les trois agrégats ont enregistré des évolutions croissantes. L'épargne mobilisée par les ISFD a concouru à l'octroi du crédit à hauteur de 72,5 % au cours de l'exercice.

Tableau n° 19 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

RESSOURCES	2009	2010	2011	2012		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Var %
Encours de crédit	49 791 848	68 921 703	79 296 439	95 228 870	117 658 654	23,5
Epargne	67 248 671	101 707 291	124 676 994	144 041 239	162 288 984	12,7
<b>Fonds propres</b>	<b>8 545 574</b>	<b>12 651 340</b>	<b>27 212 293</b>	<b>18 234 459</b>	<b>22 072 493</b>	<b>21,0</b>

Source : BCC

Graphique n° 13 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres



L'accroissement observé au niveau des fonds propres a découlé notamment du bon comportement de l'encours de crédit principalement au niveau des IMF.

## 4.3 Analyse du compte d'exploitation

De même qu'en 2012, le résultat d'exploitation consolidé à fin décembre 2013 a présenté un solde négatif imputable principalement aux pertes cumulées et aux résultats négatifs dégagés par les coopératives.

**Tableau n° 20 : Ventilation des résultats d'exploitation des ISFD par province**

PROVINCES	2010	2011	2012	2013	Var %
BANDUNDU	- 515	29 265	39 278	-148 525	- 478,1
BAS-CONGO	-124 448	- 84 771	- 123 551	- 261 077	-111,3
EQUATEUR	-	-	- 3 094	- 9 045	- 192,3
KASAI OCCIDENTAL	633	390	388	- 10 068	- 2694,8
KASAI ORIENTAL	8 257	- 3 115	- 17 235	10 464	160,7
KATANGA	8 847	- 96 332	13 922	27 987	101
KINSHASA	605 542	2 359 375	- 1 604 977	- 153 385	90,4
MANIEMA	1 735	3 050	- 48 701	- 49 605	-1,9
NORD KIVU	177 711	27 894	499 463	- 759 555	- 252,1
PROVINCE ORIENTALE	-	-	113 244	-166 916	- 247,4
SUD KIVU	- 14 783	- 22 079	- 53 470	- 1 431 448	- 2577,1
<b>TOTAL</b>	<b>662 979</b>	<b>2 213 677</b>	<b>- 1 184 733</b>	<b>- 2 951 173</b>	<b>-149,1</b>

Source : BCC

L'ensemble des ISFD a affiché une perte de USD 2 951 173 contre une perte de USD 1 184 733 une année plus tôt, traduisant ainsi une détérioration considérable du résultat net de 149,1 %. Cette situation est la résultante de la baisse du résultat consolidé des ISFD de 9 provinces sur 11.

Le ratio d'autosuffisance opérationnelle du secteur s'est amélioré bien que demeurant en deçà de la norme minimale fixée à 119,4 %. Il s'est établi à 91,7 % en 2013 contre 84,6 % une année auparavant.

### 4.3.1 Analyse des produits

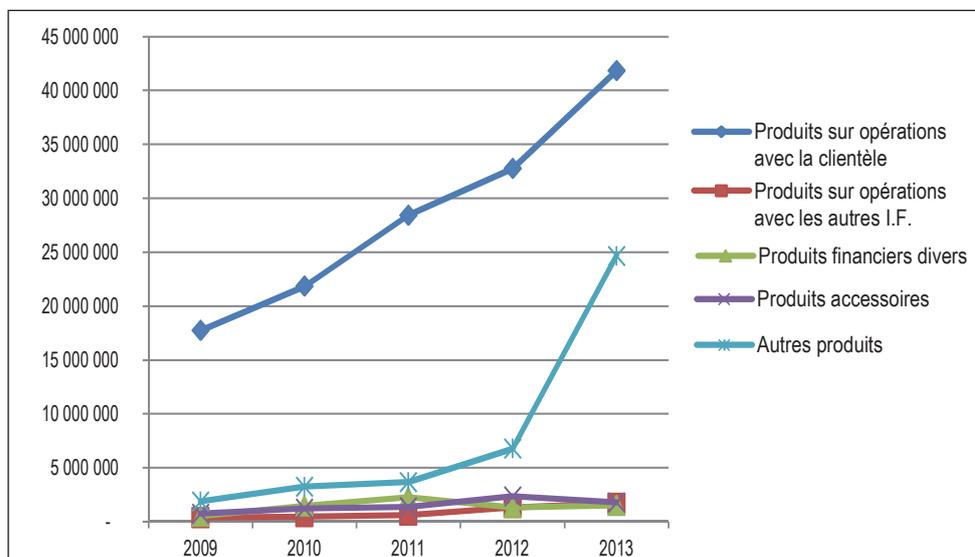
A la clôture de l'exercice sous revue, les produits ont connu une augmentation de 60,4 %.

**Tableau n° 21 : Ventilation des produits**

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Produits sur opérations avec la clientèle	17 735 077	21 838 022	28 419 965	32 752 892	41 818 005	58,5	27,7
Produits sur opérations avec les autres I.F.	363 311	459 188	618 909	1 334 553	1 687 597	2,4	26,5
Produits financiers divers	533 092	1 447 593	2 261 605	1 305 271	1 509 180	2,1	15,6
Produits accessoires	763 395	1 214 341	1 355 171	2 367 026	1 773 858	2,5	- 25,1
Autres produits	1 876 336	3 274 384	3 666 131	6 779 380	24 649 948	34,5	263,6
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>21 271 211</b>	<b>28 233 528</b>	<b>36 321 781</b>	<b>44 539 122</b>	<b>71 438 588</b>	<b>100,0</b>	<b>60,4</b>

Source : BCC

Graphique n° 14 : Evolution des produits



De l'ensemble des produits générés par les ISFD, ceux relatifs aux opérations avec la clientèle ont représenté 58,5 % et ont enregistré une progression de 27,7 % par rapport à l'année précédente.

Quant aux produits sur opérations avec les autres intermédiaires financiers qui ont détenu 2,4 % du total des produits, ils se sont accrus de 26,5 %, se situant à USD 1 687 597 en 2013 contre USD 1 334 553 une année plus tôt.

#### 4.3.2. Analyse des charges

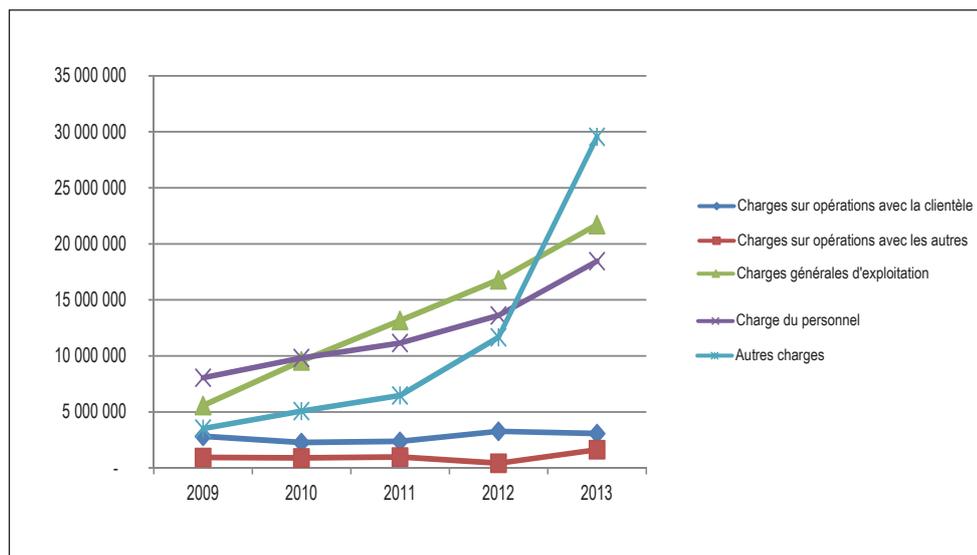
Les charges d'exploitation se sont chiffrées à USD 74 389 761 contre USD 45 723 855 en 2012, soit une hausse de 62,7 %.

Tableau n° 22 : Ventilation des charges

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Charges sur opérations avec la clientèle	2 821 199	2 255 888	2 357 529	3 274 694	3 062 221	4,1	-6,5
Charges sur opérations avec les autres I.F.	920 764	882 917	965 262	408 489	1 619 618	2,2	296,5
Charges générales d'exploitation	5 563 454	9 556 076	13 167 691	16 781 881	21 712 724	29,2	29,4
Charge du personnel	8 047 112	9 810 687	11 147 734	13 603 948	18 442 322	24,8	35,6
Autres charges	3 521 063	5 064 982	6 469 889	11 654 843	29 552 853	39,7	153,6
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>20 873 592</b>	<b>27 570 550</b>	<b>34 108 105</b>	<b>45 723 855</b>	<b>74 389 738</b>	<b>100,0</b>	<b>62,7</b>

Source : BCC

Graphique n° 15 : Evolution des charges



Source : BCC

La part des autres charges sur le total s'est fixée à 39,7 % en 2013 contre 25,5 % une année auparavant. Les dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables se sont établies à USD 23 655 560, représentant ainsi 80,0 % des autres charges et 31,8 % du total des charges. Ceci a attesté l'existence de la mauvaise qualité du portefeuille de crédit de certaines institutions.

Les charges générales d'exploitation ont représenté 29,2 % du total des charges, s'établissant à USD 21 712 747 en 2013 contre USD 16 781 881 une année auparavant. Cette situation est expliquée principalement par le coût d'ouvertures d'agences et celui relatif aux matières consommables, particulièrement le carburant.

Les charges sur opérations avec les autres intermédiaires financiers se sont fortement accrues de 296,5 %, s'établissant à USD 1 619 618 en 2013 contre USD 408 489 l'année précédente.

#### 4.3.3. Analyse du résultat net

Al'instar de 2012, l'exercice 2013 s'est soldé par une perte plus importante de USD 2 951 173.

Tableau n° 23 : Ventilation du résultat

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Produits	21 271 211	28 233 527	36 321 782	44 539 122	71 438 588
Charges	20 873 592	27 570 550	34 108 104	45 723 855	74 389 761
<b>Résultat net</b>	<b>397 619</b>	<b>662 977</b>	<b>2 213 678</b>	<b>- 1 184 733</b>	<b>- 2 951 173</b>

Source : BCC

Malgré la baisse générale du résultat à la fin de l'exercice 2013, 14 ISFD ont réalisé un bénéfice au-delà de USD 40 000, dont 9 Coopératives d'Épargne et de Crédit et 5 Institutions de Micro Finance contre 18 ISFD l'année précédente.

Tableau n° 24 : Nombre d'ISFD ayant réalisé un bénéfice d'au moins USD 40 000

PROVINCES	2012			2013			Var %
	COOPEC	IMF	TOTAL	COOPEC	IMF	TOTAL	
BANDUNDU	1	-	1	-	-	-	-100,0
BAS-CONGO	-	-	-	-	-	-	-
EQUATEUR	-	-	-	-	-	-	-
KASAI OCCIDENTAL	-	-	-	-	-	-	-
KASAI ORIENTAL	-	-	-	-	-	-	-
KATANGA	-	-	-	-	1	1	-
KINSHASA	2	1	3	1	1	2	-33,3
MANIEMA	-	-	-	-	-	-	-
NORD KIVU	5	2	7	3	1	4	-42,9
PROVINCE ORIENTALE	-	-	-	-	-	-	-
SUD KIVU	7	-	7	5	2	7	-
<b>TOTAL</b>	<b>15</b>	<b>3</b>	<b>18</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>14</b>	<b>-22,2</b>

Source : BCC

### 4.3. Analyse de la structure financière par catégorie d'ISFD

L'analyse de la structure financière par catégorie d'institutions a révélé l'importance de la part des coopératives dans le volume global d'activités. Cependant, l'augmentation de 19,7 % d'une année à l'autre a été tirée par les institutions non mutualistes, dont la variation s'est établie à 63,3 %. Cette croissance a démontré le dynamisme des IMF.

Graphique n° 16 : Evolution du total bilantaire par catégorie d'ISFD

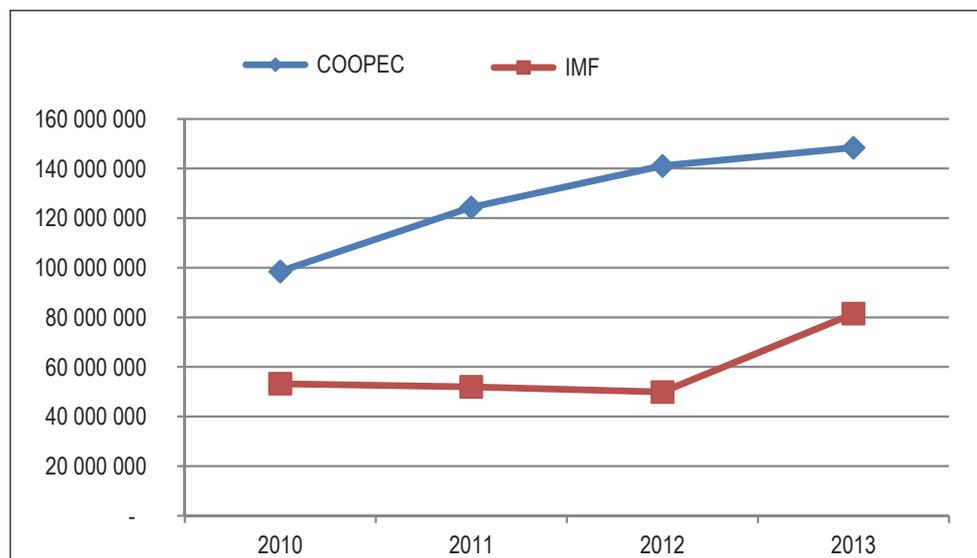
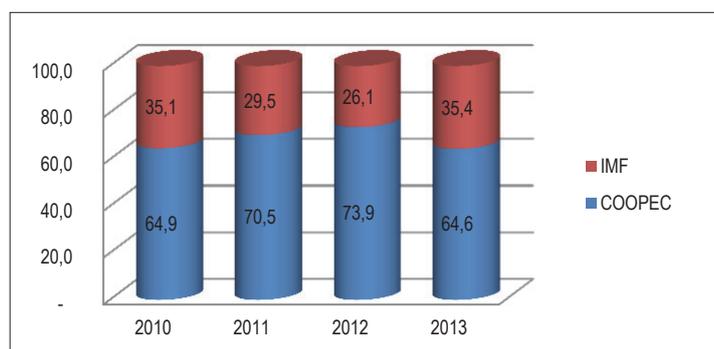


Tableau n° 25 : Répartition du total bilantaire du secteur par catégorie

INSTITUTIONS	2010		2011		2012		2013		
	Montant	Part %	Var %						
COOPEC	98 559 994	64,9	124 401 468	70,5	141 101 482	73,9	148 408 548	64,6	5,2
IMF	53 230 833	35,1	51 941 824	29,5	49 898 769	26,1	81 472 897	35,4	63,3
<b>TOTAL</b>	<b>151 790 827</b>	<b>100,0</b>	<b>176 343 292</b>	<b>100,0</b>	<b>191 000 251</b>	<b>100,0</b>	<b>229 881 445</b>	<b>100,0</b>	<b>20,4</b>

Source : BCC

Graphique n° 17 : Répartition du total bilantaire du secteur par catégorie



Source : BCC

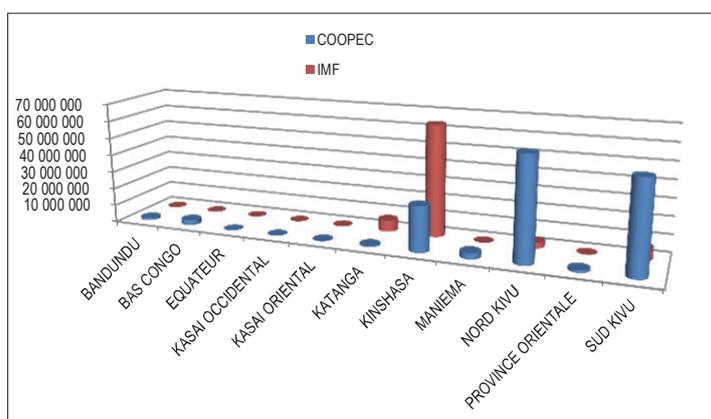
Bien que demeurant important en termes de nombre d'institutions et du total bilantaire, ces graphiques renseignent l'effritement de la part des Coopératives d'Epargne et de Crédit au profit de celle des IMF.

Tableau n° 26 : Répartition du total bilantaire par catégorie et par province

PROVINCES	2011			2012			2013		
	COOPEC	IMF	TOTAL	COOPEC	IMF	TOTAL	COOPEC	IMF	TOTAL
BANDUNDU	1 083 638	15 589	1 099 227	1 291 309	501 019	1 792 328	1 353 210	244 778	1 597 988
BAS CONGO	2 153 448	284 840	2 438 288	2 618 329	184 089	2 802 418	2 974 644	186 418	3 161 062
EQUATEUR	-	-	-	-	38 541	38 541	-	33 129	33 129
KASAI OCCIDENTAL	68 814	-	68 814	68 494	-	68 494	41 042	-	41 042
KASAI ORIENTAL	106 519	20 587	127 106	178 306	158 580	336 886	278 990	207 730	486 720
KATANGA	500 654	4 773 099	5 273 753	648 594	5 413 525	6 062 119	892 358	6 635 987	7 528 345
KINSHASA	18 875 965	41 348 523	60 224 488	20 308 379	37 445 451	57 753 830	25 959 490	63 917 621	89 877 111
MANIEMA	2 685 906	-	2 685 906	3 477 046	-	3 477 046	3 500 992	-	3 500 992
NORD KIVU	47 348 523	3 446 494	50 795 017	55 246 193	3 605 633	58 851 826	58 803 520	3 417 571	62 221 091
PROVINCE ORIENTALE	-	-	-	1 192 210	-	1 192 210	1 416 247	-	1 416 247
SUD KIVU	51 509 137	2 052 691	53 561 828	56 072 622	2 551 933	58 624 555	51 900 577	6 829 664	58 730 241
<b>TOTAL</b>	<b>124 332 604</b>	<b>51 941 823</b>	<b>176 274 427</b>	<b>141 101 482</b>	<b>49 898 771</b>	<b>191 000 253</b>	<b>147 121 070</b>	<b>81 472 898</b>	<b>228 593 968</b>

Source : BCC

Graphique n° 18 : Répartition du total bilantaire par catégorie et par province



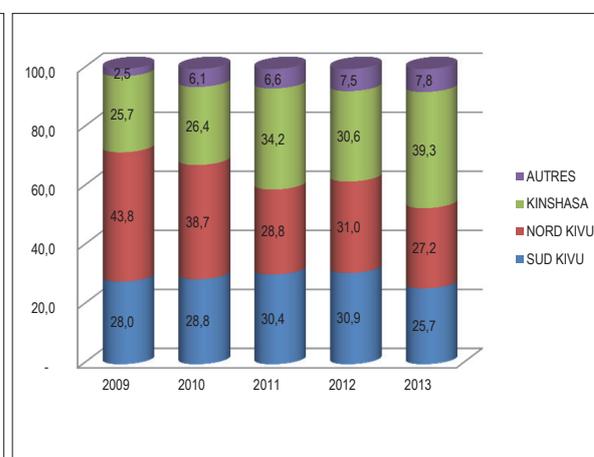
Globalement, l'activité des IMF a augmenté d'une année à l'autre dans toutes les provinces du pays, à l'exception de Bandundu, de l'Equateur et du Nord Kivu qui ont connu des régressions respectives de 51,1 %, 14,0 % et 5,2 %.

En termes de contribution dans le total bilantaire, les trois provinces à forte concentration se sont accaparées la part de 92,2 %.

Tableau n° 27 : Part de marché des ISFD de chaque province dans le total bilantaire

PROVINCES	2009	2010	2011	2012	2013
BANDUNDU	0,2	0,2	0,6	0,9	0,7
BAS CONGO	1,3	1,1	1,4	1,4	1,4
EQUATEUR	-	-	-	-	-
KASAI OCCIDENTAL	0,1	0,2	-	-	-
KASAI ORIENTAL	0,3	0,1	0,1	0,2	0,2
KATANGA	0,1	2,6	3,0	3,0	3,3
KINSHASA	25,7	26,4	34,2	30,6	39,3
MANIEMA	0,5	1,9	1,5	1,7	1,5
NORD KIVU	43,8	38,7	28,8	31,0	27,2
PROVINCE ORIENTALE	-	-	-	0,3	0,6
SUD KIVU	28,0	28,8	30,4	30,9	25,7
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Graphique n° 19 : Part de marché des ISFD de chaque province dans le total bilantaire



Source : BCC

S'agissant de l'importance des institutions mutualistes en termes du total bilantaire, il a été observé que 26 Coopératives d'Epargne et de Crédit ont dépassé le seuil de USD 1 000 000 contre 27 une année plus tôt.

**Tableau n° 28 : Institutions mutualistes détenant un total bilantaire de plus de USD 1 000 000**

N	2011	2012	2013
1	COOPEC CAHI	COOPEC CAHI	COOPEC CAHI
2	COOPEC NYAWERA BUKAVU	COOPEC NYAWERA BUKAVU	COOPEC NYAWERA BUKAVU
3	COOPEC PILOTE	COOPEC PILOTE	COOPEC PILOTE
4	COOPEC KALUNDU	COOPEC KALUNDU	COOPEC KALUNDU
5	MECRE IBANDA	MECRE IBANDA	MECRE IBANDA
6	MECRE KADUTU	MECRE KADUTU	MECRE KADUTU
7	MECRE UVIRA	MECRE UVIRA	MECRE UVIRA
8	MECRE BIRERE	MECRE BIRERE	MECRE BIRERE
9	MECRE KATINDO	MECRE KATINDO	MECRE KATINDO
10	MECREBU	MECRE VIRUNGA	MECRE VIRUNGA
11	MECRE MABANGA	MECRE MABANGA	MECRE MABANGA
12	MECREGO	MECREGO	MECREGO
13	MECRECO COOCEC	MECRECO COOCEC	MECRECO
14	MECREKIN	MECREKIN	MECREKIN
15	MECRE NGALIEMA	MECRE NGALIEMA	MECRE NGALIEMA
16	MECRE BENI	MECRE BENI	MECRE BENI
17	IMARA BUKAVU	MECRE KAVUMU	MECRE KAVUMU
18	COOPEC COODEFI	IMARA BUKAVU	IMARA BUKAVU
19	COOPEC LA SEMENCE	COOPEC COODEFI	COOPEC COODEFI
20	COOPEC TUJENGE PAMOJA	COOPEC LA SEMENCE	COOPEC LA SEMENCE
21	COOPEC IMARA KINDU	COOPEC IMARA KINDU	COOPEC IMARA KINDU
22	COOPEC KIVU	COOPEC TUJENGE PAMOJA	COOPEC TUJENGE PAMOJA
23	COOPEC BONNE MOISSON	COOPEC KIVU	COOPEC KIVU
24	COOPEC UNION ET CHARITE	COOPEC BONNE MOISSON	COOPEC BONNE MOISSON
25	COOPEC IMARA GOMA	COOPEC UNION ET CHARITE	COOPEC UNION ET CHARITE
26	-	COOPEC IMARA GOMA	COOPEC IMARA GOMA
27	-	COOPEC NYAWERA GOMA	-

Source : BCC

Quant aux non mutualistes, seules 7 IMF ont disposé d'un total bilantaire minimum de USD 1 000 000.

**Tableau n° 29 : Institutions non mutualistes détenant un total bilantaire de plus de USD 1 000 000**

N	2011	2012	2013
1	FINCA RD CONGO SA	FINCA RD CONGO SA	FINCA RD CONGO SA
2	OPPORTUNITY INTERNATIONAL	OPPORTUNITY INTERNATIONAL	OPPORTUNITY INTERNATIONAL
3	SMICO	SMICO	SMICO
4	HEKIMA	HEKIMA	HEKIMA
5	TUJENGE	TUJENGE	TUJENGE
6	HOPE INTERNATIONAL	HOPE INTERNATIONAL	-
7	-	-	OXUS
8	-	-	PAIDEK

Source : BCC

**TEMOIGNAGE DE MONSIEUR SIMBWA Jean de Dieu**

Né en avril 1974, Monsieur SIMBWA Jean de Dieu est marié et père de 4 enfants, dont 2 à l'école primaire et 2 au secondaire. Il est membre depuis 2005 de la COOPEC CAHI, localisée à Bukavu dans la Province du Sud Kivu.

Après plusieurs tentatives infructueuses d'obtenir du crédit auprès des particuliers, la COOPEC CAHI lui a offert l'opportunité d'accéder aux services financiers, dont notamment des crédits ayant propulsé son capital de USD 500 à USD 20.000 et ce, grâce à la vente de pièces de rechange des motocyclettes et des automobiles.

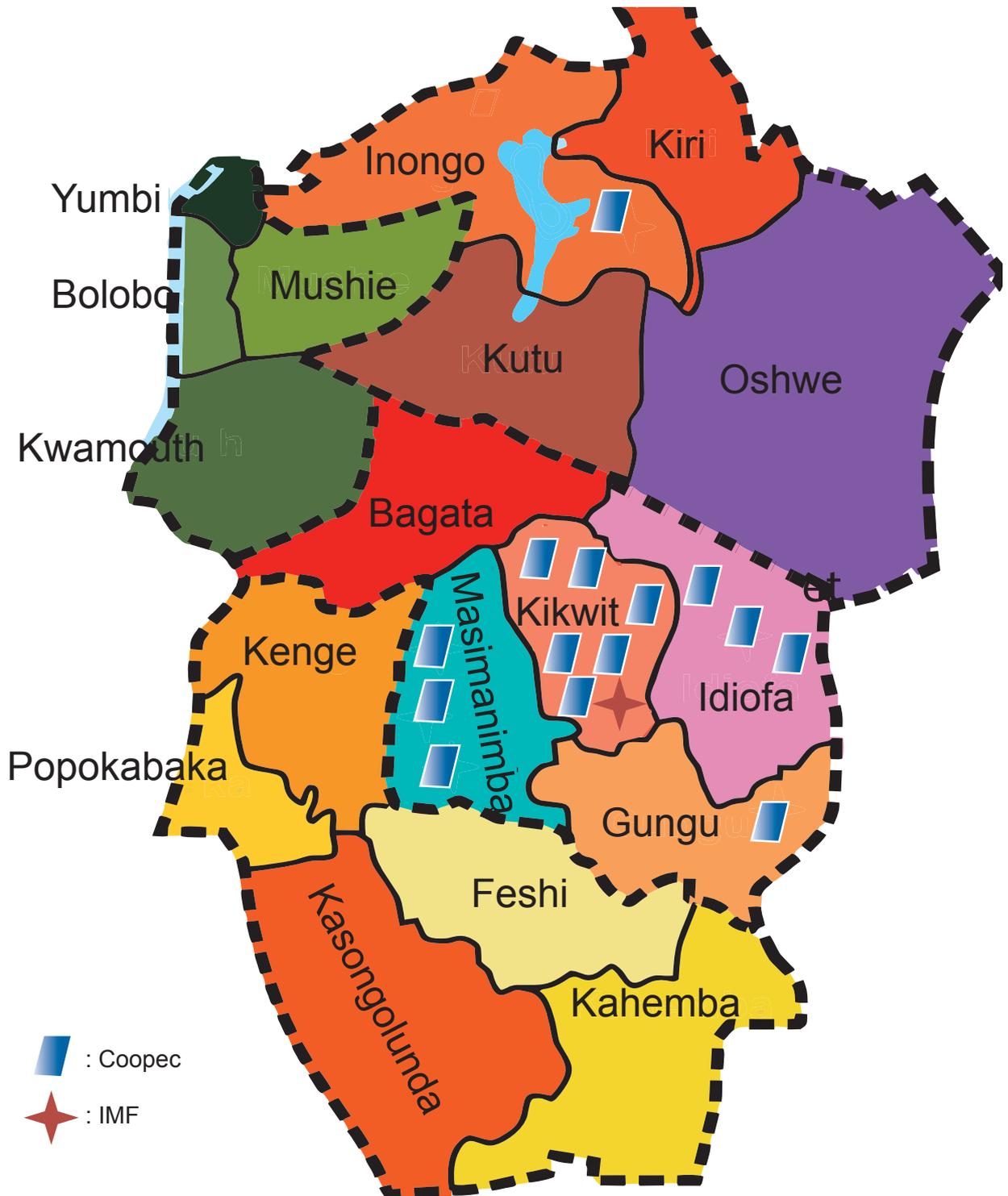
Depuis son adhésion, sa situation financière et économique s'est améliorée, lui permettant de payer les frais scolaires de ses enfants et d'assurer les soins de santé de sa famille.

Il encourage tous ses voisins, frères et amis à s'affilier à cette institution pour sécuriser leur épargne et accéder aux crédits.

## **CHAPITRE V : ANALYSE PAR PROVINCE**

En vue de mieux appréhender les services financiers offerts par les institutions de microfinance réparties à travers la République Démocratique du Congo, ce chapitre présente la situation des ISFD des 11 provinces, tout en relevant les spécificités de chacune d'elles.

## 5.1 PROVINCE DU BANDUNDU



Située dans la partie Sud-Ouest du pays, la Province du Bandundu représente près de 300 000 km<sup>2</sup> de superficie, soit 12,6 % du territoire national.

Elle est limitée au Nord par la Province de l'Equateur, à l'Est par la Province du Kasai Occidental et à l'Ouest par les Provinces du Bas-Congo et Kinshasa. En sus, cette Province partage la frontière à l'Ouest avec la République du Congo et au Sud avec l'Angola.

Son économie repose essentiellement sur l'agriculture, faisant d'elle l'une des principales sources d'approvisionnement de la Capitale en biens de première nécessité.

Pour ce qui est du secteur de la microfinance, le Bandundu a compté 15 institutions en 2013. Aucune ISFD n'a été agréée au cours de l'année sous examen.

Tableau n° 30 : Répartition géographique des ISFD dans la Province

VILLES	2011		2012		2013	
	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %
Dibaya Lubwe	1	7,7	1	6,7	1	6,7
Gungu	1	7,7	1	6,7	1	6,7
Kikwit	5	38,5	7	46,7	7	46,7
Masi Manimba	1	7,7	1	6,7	1	6,7
Mokala	1	7,7	1	6,7	1	6,7
Pay Kingandu	1	7,7	1	6,7	1	6,7
Idiofa	1	7,7	1	6,7	1	6,7
Nioki	1	7,7	1	6,7	1	6,7
Inongo	1	7,7	-	0,0	-	0,0
Bulungu	-	-	1	6,7	1	6,7
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>	<b>100,0</b>	<b>15</b>	<b>100,0</b>	<b>15</b>	<b>100,0</b>

Source : BCC

Près de la moitié des institutions de microfinance agréées sont concentrées dans la Ville de Kikwit.

Quant aux performances des ISFD de cette Province, leur niveau d'activités s'est globalement contracté de 10,8 %, affichant un total bilantaire de USD 1 597 988 au 31 décembre 2013 contre USD 1 792 328 une année plus tôt. Leur part dans le total bilantaire du secteur s'est située à 0,7 % après avoir atteint près d'un pourcent en 2012.

Tableau n° 31 : Part du marché des ISFD de la Province dans le total du secteur

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Total bilantaire	99 119 029	151 790 816	176 343 291	191 000 251	228 593 968
ISFD Bandundu	168 695	323 994	1 099 227	1 792 328	1 597 988
Variation %	-	92,1	239,3	63,1	-10,8
Part %	0,2	0,2	0,6	0,9	0,7

Source : BCC

La répartition des parts de marché par catégorie d'institutions a indiqué que la seule IMF a représenté 15,3 % du total bilantaire des ISFD de la Province contre 28,0 % en 2012, expliquée principalement par la baisse de plus de la moitié de ses activités.

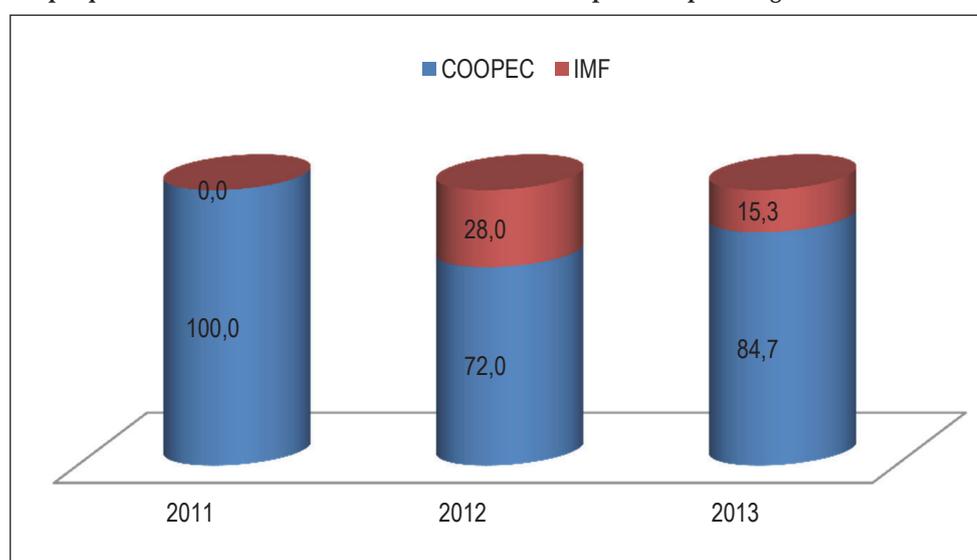
Tableau n° 32 : Part du total bilantaire des ISFD de la province par catégorie

INSTITUTIONS	2011		2012		2013	
	Montant	Part %	Montant	Part %	Montant	Part %
COOPEC	1 099 227	100,0	1 291 309	72,0	1 353 210	84,7
IMF	-	-	501 019	28,0	244 778	15,3
<b>TOTAL</b>	<b>1 099 227</b>	<b>100,0</b>	<b>1 792 328</b>	<b>100,0</b>	<b>1 597 988</b>	<b>100,0</b>

Source : BCC

Quant aux institutions mutualistes, elles ont conforté leur part de marché qui est passée de 72,0 % à 84,7 % d'une année à l'autre.

Graphique n° 20 : Part du total bilantaire des ISFD de la province par catégorie



### 5.1.1 Analyse de l'actif

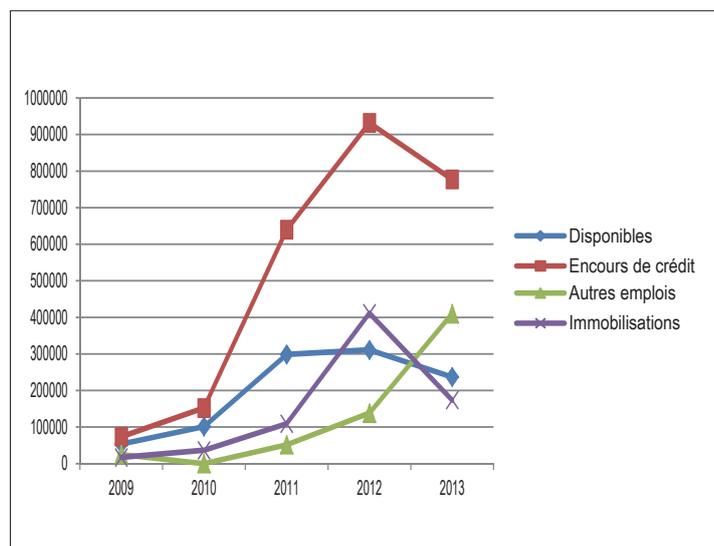
L'analyse des postes de l'actif a renseigné que la croissance a découlé particulièrement des autres emplois d'une des grandes COOPEC de la place et que l'encours de crédits a constitué l'essentiel des actifs.

Tableau n° 33 : Ventilation des postes de l'actif

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part % / Var %
Disponibles	53 389	101 327	298 565	310 950	236 873	14,8 / -23,8
Encours de crédit	73 390	152 398	639 914	931 885	777 341	48,6 / -16,6
Autres emplois	24 983	33 884	51 763	138 348	410 188	25,7 / 196,5
Immobilisations	16 933	36 385	108 985	411 145	173 586	10,9 / -57,8
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>168 695</b>	<b>290 110</b>	<b>1 099 227</b>	<b>1 792 328</b>	<b>1 597 988</b>	<b>100,0 / -10,8</b>

Source : BCC

Graphique n° 21 : Ventilation des postes de l'actif



Source : BCC

Toutes les rubriques de l'actif ont connu des variations négatives, à l'exception des autres emplois.

Les postes de l'actif se sont comportés de la manière suivante :

#### 5.1.1.1 Disponibles

Les disponibles ont connu une baisse de 23,8 % à fin décembre 2013, s'élevant à USD 236 873 contre USD 310 950 une année plus tôt, suite notamment au remboursement d'une partie des emprunts contractés par une institution de la Province.

Le ratio de liquidité immédiate et le taux d'encaisse oisive de l'ensemble des ISFD de Bandundu se sont établis respectivement à 27,4 et 14,8 %, conformes aux normes de 20,0 %.

#### 5.1.1.2 Encours de crédit

L'encours de crédit s'est élevé à USD 777 341 contre USD 931 885 l'année précédente, dégageant ainsi une diminution de 16,6 %. Ce poste a représenté 48,6 % du total bilantaire, inférieur au plancher réglementaire de 70,0 %, renseignant la faiblesse de l'allocation des ressources aux emplois productifs.

L'ensemble des ISFD de la Province a détenu un  $PAR_{30}$  de 30,7 %, largement supérieur à la norme de 5,0 %.

#### 5.1.1.3 Autres emplois

Cette rubrique, établie à USD 410 188 en 2013 contre USD 138 348 en 2012, a dégagé ainsi une hausse de 196,5 %.

### 5.1.1.4 Immobilisations

Au 31 décembre 2013, les immobilisations des ISFD de cette partie du pays ont affiché un montant de USD 173 586 après avoir atteint USD 411 145 en 2012, soit une baisse de 57,8 %.

Quant au taux des immobilisations, il s'est établi à 10,9 %, légèrement supérieur au plancher réglementaire de 10,0 %.

### 5.1.2. Analyse du passif

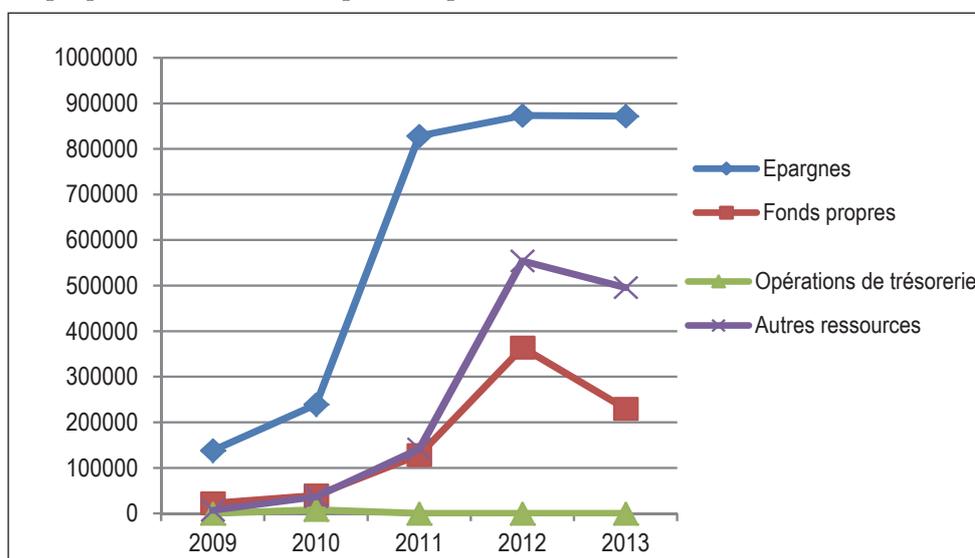
Au courant de l'année sous revue, bien qu'en légère diminution par rapport à 2012, l'épargne a contribué à hauteur de 54,6 % du passif du bilan.

Tableau n° 34 : Ventilation des postes du passif du bilan

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Epargne	138 499	239 199	828 816	873 577	872 109	54,6	-0,2
Fonds propres	23 027	40 005	128 484	364 368	230 076	14,4	-36,9
Opérations de trésorerie	-	7 966	-	-	-	-	-
Autres ressources	7 169	36 825	141 927	554 383	495 803	31,0	-10,6
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>168 695</b>	<b>323 995</b>	<b>1 099 227</b>	<b>1 792 328</b>	<b>1 597 988</b>	<b>100,0</b>	<b>-10,8</b>

Source : BCC

Graphique n° 22 : Evolution des postes du passif du bilan



Les postes du passif ont renseigné ce qui suit :

#### 5.1.2.1 Epargne

L'épargne mobilisée s'est chiffrée à USD 872 109 en 2013 contre USD 873 577 l'année précédente, soit un fléchissement de 0,2 %.

### 5.1.2.2 Fonds propres

Les fonds propres de l'ensemble des ISFD de la Province se sont effrités de 36,9 % à la clôture de l'année sous revue, affichant ainsi un montant de USD 230 076 contre USD 364 368 en 2012. Cette situation est expliquée par la mauvaise qualité du portefeuille de crédit observée auprès de quelques institutions de la province.

Pour ce qui est du niveau de capitalisation, il est passé de 20,3 % à 14,4 % d'une année à l'autre.

### 5.1.2.3 Autres ressources

Les autres ressources se sont situées à USD 495 803 contre USD 554 383 l'année précédente, soit un recul de 10,6 %.

## 5.1.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

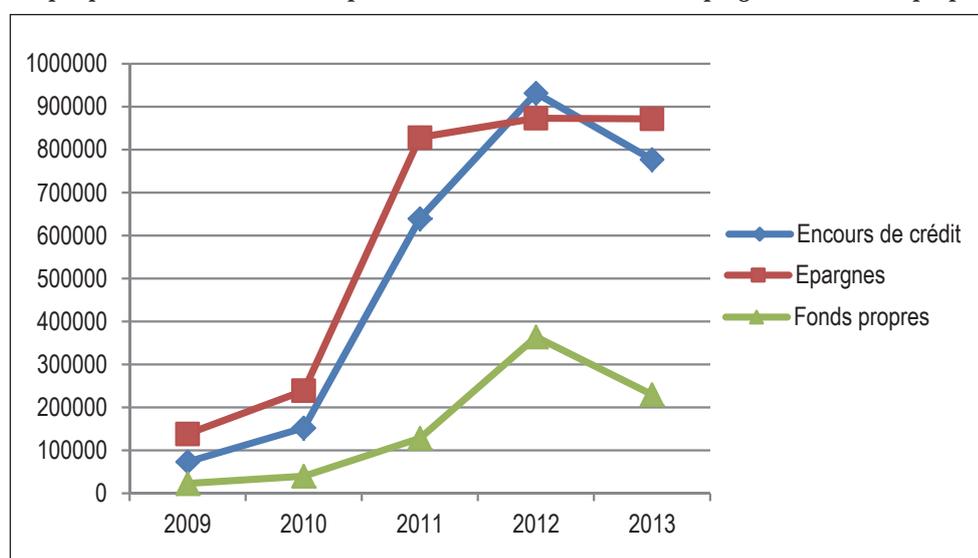
L'analyse du comportement de ces trois agrégats a démontré leur tendance baissière mais à des proportions différentes. Par ailleurs, la détérioration des fonds propres a été induite surtout par les pertes subies, résultant principalement de la mauvaise qualité des actifs productifs.

Tableau n° 35 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var %
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	
Encours de crédit	73 390	152 398	639 914	931 885	777 341	-16,6
Epargne	138 499	239 199	828 816	873 577	872 108	-0,2
Fonds propres	23 027	40 005	128 484	364 368	230 076	-36,9

Source : BCC

Graphique n° 23 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres



### 5.1.4 Analyse du compte d'exploitation

Contrairement à 2012, le compte d'exploitation des institutions de la Province a dégagé une perte de USD 148 525 en 2013 contre un profit de USD 39 278.

#### 5.1.4.1 Analyse des produits

Les produits générés par les ISFD de cette partie du pays se sont élevés à USD 358 983 au 31 décembre 2013 contre USD 385 009 en 2012, dégageant ainsi une contraction de 6,8 %

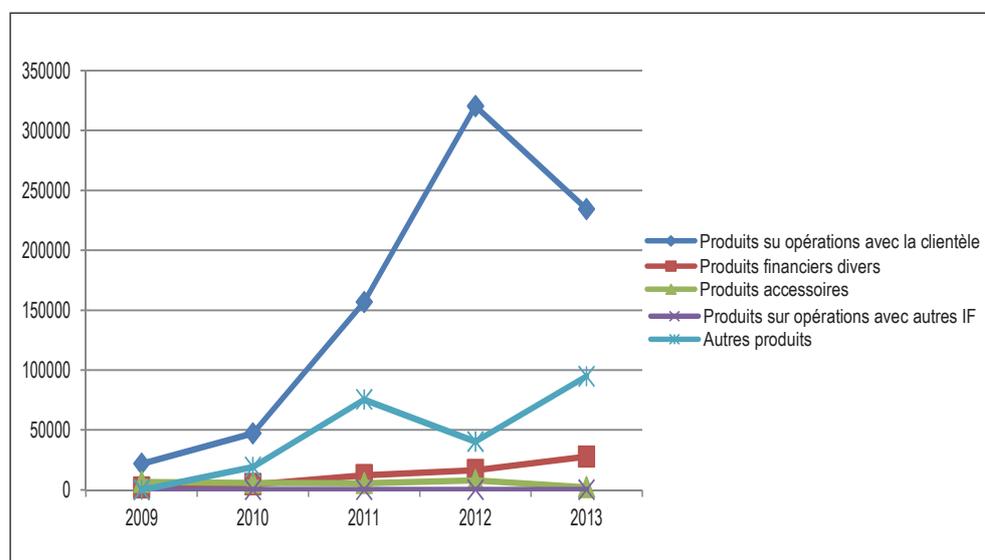
Tableau n° 36 : Ventilation des produits

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Produits su opérations avec la clientèle	21 690	47 162	156 733	320 342	234 185	65,2	-26,9
Produits financiers divers	1 979	4 536	12 031	16 410	27 855	7,8	69,7
Produits accessoires	6 597	5 858	5 465	7 945	2 103	0,6	-73,5
Produits sur opérations avec autres IF	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits	23	18 877	75 251	40 312	94 840	26,4	135,3
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>30 289</b>	<b>76 433</b>	<b>249 480</b>	<b>385 009</b>	<b>358 983</b>	<b>100,0</b>	<b>-6,8</b>

Source : BCC

Les produits sur opérations avec la clientèle ont représenté 65,2 % du total des produits générés par les ISFD de Bandundu en 2013 contre 83,2 % une année plus tôt.

Graphique n° 24 : Ventilation des produits



#### 5.1.4.2 Analyse des charges

Au cours de l'exercice sous revue, les charges des ISFD de cette partie du pays se sont établies à USD 507 508 en 2013 contre USD 345 731 une année plus tôt.

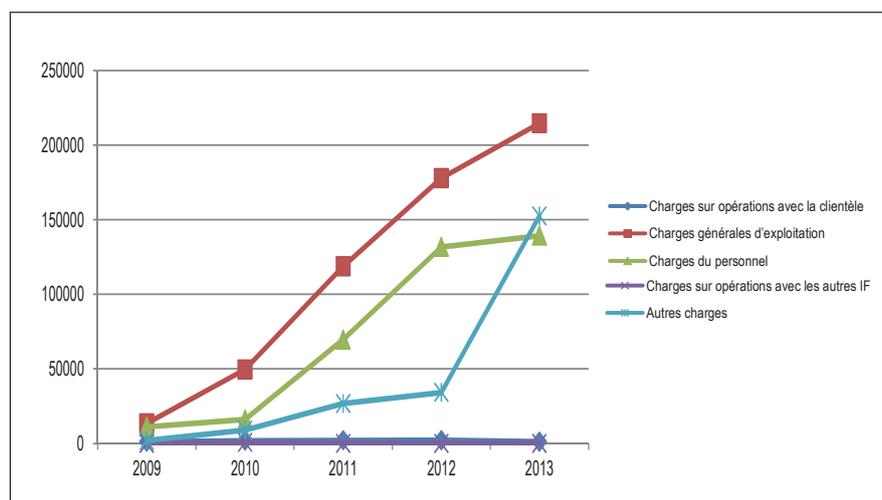
Tableau n° 37 : Ventilation des charges

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Charges sur opérations avec la clientèle	1 150	1 842	1 981	2 096	1 144	0,2	-45,4
Charges générales d'exploitation	13 415	49 504	118 604	177 848	214 640	42,3	20,7
Charges du personnel	11 171	15 985	69 632	131 664	139 233	27,4	5,7
Charges sur opérations avec les autres IF	-	635	-	-	-	-	-
Autres charges	1 904	8 982	26 699	34 123	152 491	30,0	346,9
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>27 640</b>	<b>76 948</b>	<b>216 916</b>	<b>345 731</b>	<b>507 508</b>	<b>100,0</b>	<b>46,8</b>

Source : BCC

Les charges générales d'exploitation et celles du personnel ont compté pour 69,7 % du total des charges en 2013 par rapport à 89,5 % constaté en 2012. La ventilation des autres charges a indiqué que les dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les pertes exceptionnelles ont représenté 80,6 % du total de cette rubrique.

Graphique n° 25 : Ventilation des charges



### 5.1.4.3 Analyse du résultat net

A la clôture de l'exercice sous revue, le compte d'exploitation des ISFD s'est soldé par une perte de USD 148 525, découlant des produits de USD 358 983 et des charges de USD 507 508.

Tableau n° 54 : Ventilation du résultat net

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Produits	30 289	76 433	249 480	385 009	358 983
Charges	27 640	76 948	216 916	345 731	507 508
<b>Résultat net</b>	<b>2 649</b>	<b>-515</b>	<b>32 564</b>	<b>39 278</b>	<b>-148 525</b>

Source : BCC

L'autosuffisance opérationnelle s'est établie à 70,7 %, largement inférieure à la norme minimale de 119,4 %.

## 5.2. PROVINCE DU BAS CONGO



Le Bas-Congo est borné au Nord par la République du Congo, à l'Ouest par l'Océan Atlantique et le Cabinda, à l'Est par les Provinces de Kinshasa et du Bandundu et enfin au Sud par l'Angola. Par ailleurs, elle est la seule province du pays ayant un accès à l'Océan.

Il est l'une des provinces la plus active avec une économie développée grâce notamment à son accès à l'Océan, à ses ports et à ses barrages hydroélectriques. La Province est également riche en produits agricoles, en produits miniers, en pétrole et en industries. Enfin, elle est un vivier pour la Ville Province de Kinshasa.

Au terme de l'exercice sous revue, le secteur de la microfinance dans cette partie du pays a été caractérisé par l'existence de 14 institutions financières de proximité à l'instar de l'année précédente.

La répartition par catégorie a fait ressortir l'existence de 13 Coopératives d'Epargne et de Crédit et d'une Institution de Micro Finance.

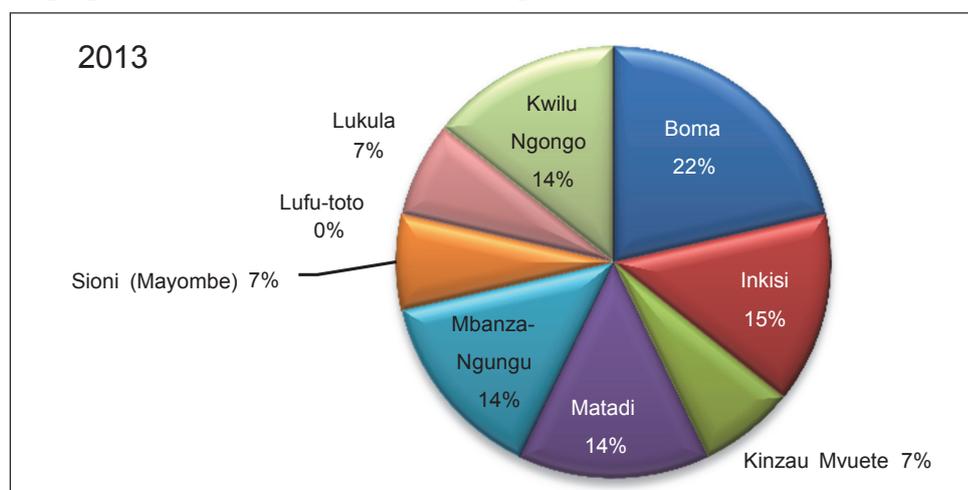
Tableau n° 39 : Répartition géographique des ISFD dans la province

VILLES	2009		2010		2011 ®		2012		2013	
	Nbre ISFD	Part %								
Boma	2	40,0	2	33,3	4	28,7	3	21,5	3	21,4
Inkisi	1	20,0	1	16,7	2	14,3	2	14,3	2	14,3
Kinzaou Mvute	1	20,0	1	16,7	1	7,1	1	7,1	1	7,1
Matadi	-	-	-	-	1	7,1	2	14,3	2	14,3
Mbanza-Ngungu	1	20,0	1	16,7	2	14,3	2	14,3	2	14,3
Sioni (Mayombe)	-	-	1	16,7	1	7,1	1	7,1	1	7,1
Lufu-toto	-	-	-	-	1	7,1	-	-	-	-
Lukula	-	-	-	-	-	-	1	7,1	1	7,1
Kwilu Ngongo	-	-	-	-	2	14,3	2	14,3	2	14,3
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>	<b>100,0</b>	<b>6</b>	<b>100,0</b>	<b>14</b>	<b>100,0</b>	<b>14</b>	<b>100,0</b>	<b>14</b>	<b>100,0</b>

Source : BCC

L'analyse du tableau ci-dessus a relevé la concentration d'institutions de microfinance dans la Ville portuaire de Boma.

Graphique n° 26 : Part du marché des ISFD de la province



La part du marché des ISFD de la Province du Bas-Congo est restée quasiment stable autour de 1,4 % du total du secteur et ce, nonobstant l'accroissement du total bilantaire en 2013.

Tableau n° 40 : Part du marché des ISFD de la province dans le total du secteur

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Total bilantaire	99 119 029	151 790 816	176 343 291	191 000 251	228 593 968
ISFD Bas-Congo	1 254 505	1 671 845	2 438 288	2 802 418	3 161 062
Variation %	-	33,3	45,8	14,9	12,8
Part %	1,3	1,1	1,4	1,5	1,4

Source : BCC

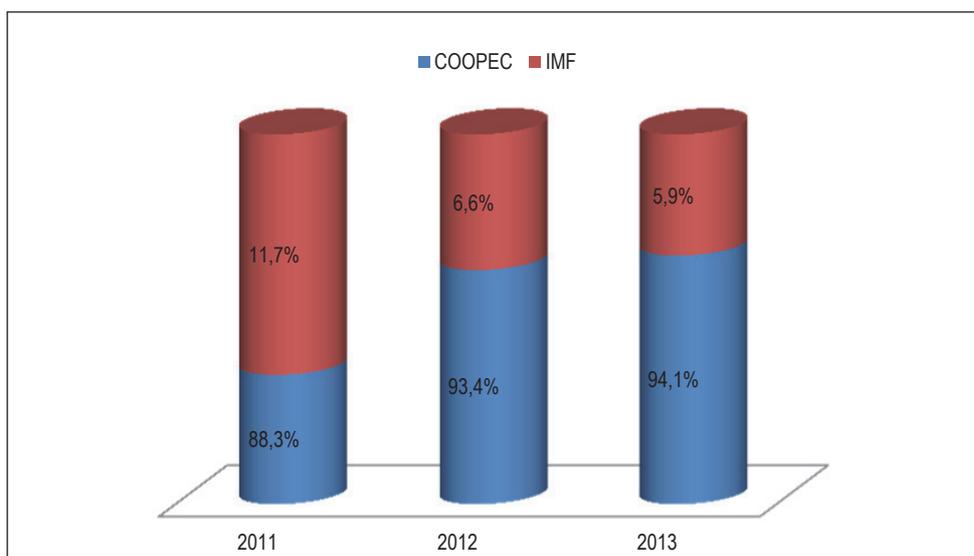
S'agissant de la répartition par catégorie d'institutions et total bilantaire, la Province a enregistré plus d'institutions mutualistes détenant 94,1 % du niveau d'activités de l'ensemble des ISFD.

Tableau n° 41 : Part du total bilantaire des ISFD de la province par catégorie

NSTITUTIONS	2011		2012		2013	
	Montant	Part %	Montant	Part %	Montant	Part %
COOPEC	2 153 448	88,3	2 618 329	93,4	2 974 644	94,1
IMF	284 840	11,7	184 089	6,6	186 418	5,9
<b>TOTAL</b>	<b>2 438 288</b>	<b>100,0</b>	<b>2 802 418</b>	<b>100,0</b>	<b>3 161 062</b>	<b>100,0</b>

Source : BCC

Graphique n° 27 : Part du total bilantaire des ISFD de la province par catégorie



### 5.2.1. Analyse de l'actif

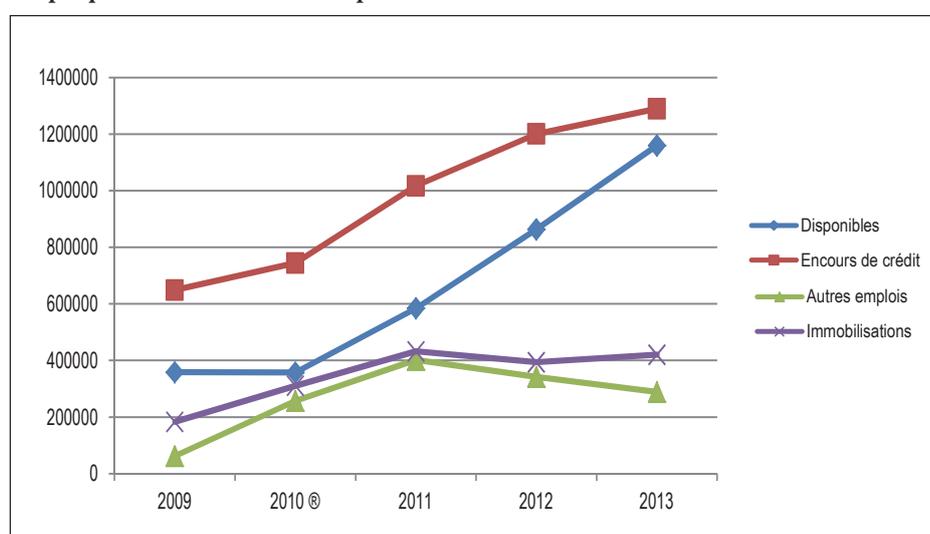
L'examen des postes de l'actif des ISFD de cette province pour l'exercice en cours a démontré un léger accroissement du niveau d'activités comparé à l'année précédente. Cette situation est attribuable notamment à la bonne performance de certaines institutions.

Tableau n° 42 : Ventilation des postes de l'actif

RUBRIQUE	2 009	2010 @	2 011	2 012	2 013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Disponibles	359 143	357 974	585 021	864 324	1 160 406	36,7	34,3
Encours de crédit	649 289	745 037	1 017 634	1 201 085	1 290 257	40,8	7,4
Autres emplois	62 560	257 469	402 484	342 454	289 151	9,1	-15,6
Immobilisations	183 513	311 365	433 149	394 555	421 248	13,3	6,8
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 254 505</b>	<b>1 671 845</b>	<b>2 438 288</b>	<b>2 802 418</b>	<b>3 161 062</b>	<b>100,0</b>	<b>12,8</b>

Source : BCC

Graphique n° 28 : Ventilation des postes de l'actif



Source : BCC

L'analyse des postes de l'actif a dénoté ce qui suit :

### 5.2.1.1 Disponibles

Les disponibles à fin décembre 2013 ont enregistré un accroissement de l'ordre de 34,3 %, s'affichant à USD 1 160 406 contre USD 864 324 une année plus tôt. Cette situation a été induite principalement par la détention d'importantes liquidités par deux institutions mutualistes.

Le ratio de liquidité immédiate de l'ensemble des ISFD de la Province a été conforme à la norme minimale de 20,0 %, en s'établissant à 47,2 %. Par contre, le taux d'encaisse oisive s'est situé à 36,7 %, renseignant ainsi une détention excessive de liquidité au détriment de l'octroi du crédit.

### 5.2.1.2 Encours de crédit

Au cours de la période sous revue, l'encours de crédit est passé de USD 1 201 085 à fin 2012 à USD 1 290 257 une année plus tard, représentant ainsi une hausse de 7,4 %. Sur le total des emplois, l'encours de crédit n'a contribué qu'à hauteur de 40,8 %, de loin en deçà du plancher de 70,0 %, traduisant ainsi un recul du niveau d'activités par rapport à l'année 2012 où le taux d'encours de crédit représentait 42,9 % du total bilantaire.

Le  $PAR_{30}$  de l'ensemble des ISFD du Bas-Congo s'est fixé à 21,9 %, de loin supérieur à la norme de 5,0 %.

### 5.2.1.3 Autres emplois

A fin 2013, les autres emplois se sont chiffrés à USD 289 151 contre USD 342 454 à fin décembre 2012, régressant ainsi de 15,6 %. Cette situation est consécutive à la régularisation de certaines opérations enregistrées dans les postes «régularisations et emplois divers» et «débiteurs divers».

### 5.2.1.4 Immobilisations nettes

Les immobilisations se sont établies à USD 421 248 à fin 2013 contre USD 394 555 une année plus tôt, soit une hausse de 6,8 %.

Dans l'ensemble, le taux des immobilisations s'est situé à 13,3 %, supérieur à la norme maximale requise de 10,0 %.

## 5.2.2 Analyse du passif

L'examen du passif a indiqué un bon niveau de mobilisation de l'épargne, dont la part s'est fixée à 95,3 % du total du passif en 2013 contre 89,0 % en 2012.

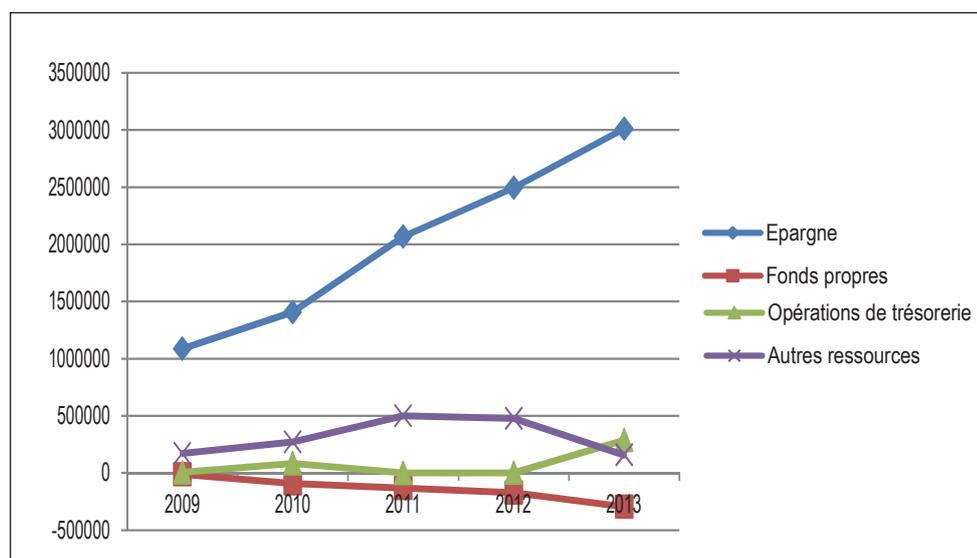
Tableau n° 43 : Ventilation des postes du passif

RUBRIQUES	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013		
	Montant	Montant	Montant	Montant @	Montant	Part %	Var %
Epargne	1 087 441	1 407 735	2 068 095	2 495 311	3 011 926	95,3	20,7
Fonds propres	-10 329	-91 782	-130 829	-170 905	-295 489	-9,3	72,9
Opérations de trésorerie	6 845	84 028	283	727	287 555	9,1	39 453,6
Autres ressources	170 539	271 864	500 739	477 285	157 070	5,0	-67,1
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 254 496</b>	<b>1 671 845</b>	<b>2 438 288</b>	<b>2 802 418</b>	<b>3 161 062</b>	<b>100,0</b>	<b>12,8</b>

Source : BCC

La forte variation des opérations de trésorerie a résulté de l'emprunt contracté par une des grandes institutions de la province en 2013.

Graphique n° 29 : Ventilation des postes du passif



L'analyse des postes du passif a dégagé les faits ci-après :

### 5.2.2.1 Epargne

Passant de USD 2 495 311 à fin 2012 pour atteindre USD 3 011 926 une année plus tard, le volume de l'épargne s'est accru de 20,7 %. Cette hausse a résulté principalement de la bonne mobilisation de l'épargne par deux institutions mutualistes de la Province.

### 5.2.2.2 Fonds propres

Toute en demeurant négatif, les fonds propres de l'ensemble des institutions de la Province en 2013 se sont érodés davantage par rapport à l'année précédente, s'établissant à USD 295 489 en 2013 contre USD - 170 905 une année plus tôt, soit une détérioration 72,9 %. Cette contreperformance a résulté des cumuls des pertes enregistrées par 9 institutions sur les 14 opérationnelles.

Cette évolution a induit la dégradation du taux de capitalisation qui a été ramené à -9,4 % en 2013 contre -6,1 % une année auparavant, largement en deçà du plancher de 15,0 %.

### 5.2.2.3 Autres ressources

Les autres ressources ont connu une diminution de 67,1%, s'élevant à USD 157 070 en 2013 contre USD 477 285 en 2012, suite à la régularisation de certaines opérations.

## 5.2.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

Les deux premiers agrégats se sont comportés de la même manière, enregistrant des accroissements à des proportions différentes. Cette évolution favorable contraste avec la baisse des fonds propres. Ceci serait expliqué notamment par la mauvaise qualité du portefeuille de crédit et la non maîtrise des charges par les ISFD de la Province.

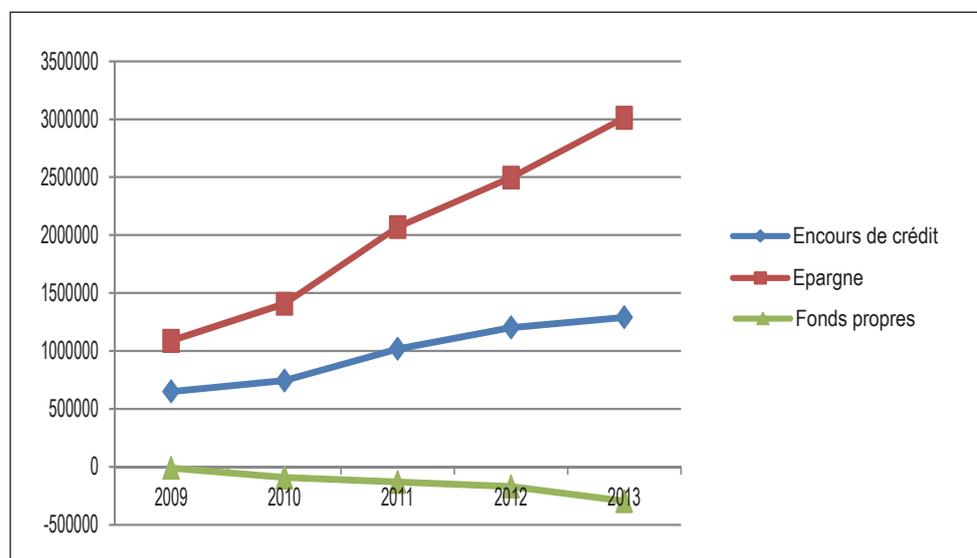
Tableau n° 44 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

RUBRIQUES	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Var %
Encours de crédit	649 289	745 037	1 017 634	1 201 085	1 290 256	7,4
Epargne	1 087 441	1 407 735	2 068 095	2 495 311	3 011 926	20,7
Fonds propres	-10 329	-91 782	-130 829	-170 905	-295 489	72,9

Source : BCC

Il a été observé un accroissement du portefeuille de crédit moins proportionnel à la croissance continue de l'épargne mobilisée, tout en notant l'effritement des fonds propres.

Graphique n° 30 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres



## 5.2.4 Analyse du compte d'exploitation

Au terme de l'exercice 2013, le résultat d'exploitation des ISFD de la Province s'est soldé par une perte de USD 261 077 contre celle de USD 123 551 enregistrée en 2012.

La persistance des pertes est consécutive principalement à la mauvaise qualité du portefeuille de crédit attestée par le niveau élevé des dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables.

### 5.2.4.1 Analyse des produits

Les produits réalisés par les ISFD de la Province du Bas-Congo se sont accrus de 31,6 %, se chiffrant à USD 2 170 518 contre USD 1 649 371 une année auparavant. Cette hausse a été impulsée principalement par les reprises sur provisions et pertes sur créances irrécouvrables, intervenant pour 50,5 %.

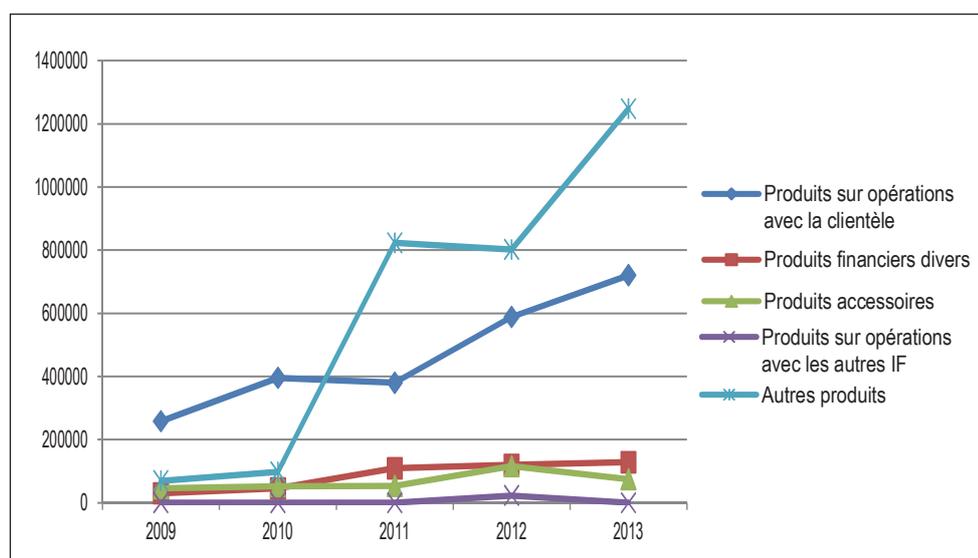
Tableau n° 45 : Ventilation des produits

RUBRIQUES	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Produits sur opérations avec la clientèle	258 143	395 325	380 069	588 064	720 297	33,2	22,5
Produits financiers divers	30 103	45 459	109 232	120 675	128 359	5,9	6,4
Produits accessoires	45 991	52 627	53 761	115 639	74 191	3,4	-35,8
Produits sur opérations avec les autres IF	355	397	96	23 058	78	-	-99,7
Autres produits	69 636	97 699	823 360	801 936	1 247 593	57,5	55,6
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>404 228</b>	<b>591 506</b>	<b>1 366 518</b>	<b>1 649 372</b>	<b>2 170 518</b>	<b>100,0</b>	<b>31,6</b>

Source : BCC

La structure des produits d'exploitation est demeurée la même qu'en 2012 et dominée par les autres produits suivis des opérations avec la clientèle. Ils ont représenté respectivement 57,5 % et 33,2 % du total des produits à fin 2013.

Graphique n° 31 : Ventilation des produits



### 5.2.4.2 Analyse des charges

D'une année à l'autre, les charges ont progressé de 37,2 %, s'affichant à USD 2 431 595 en 2013 contre USD 1 772 923 en 2012.

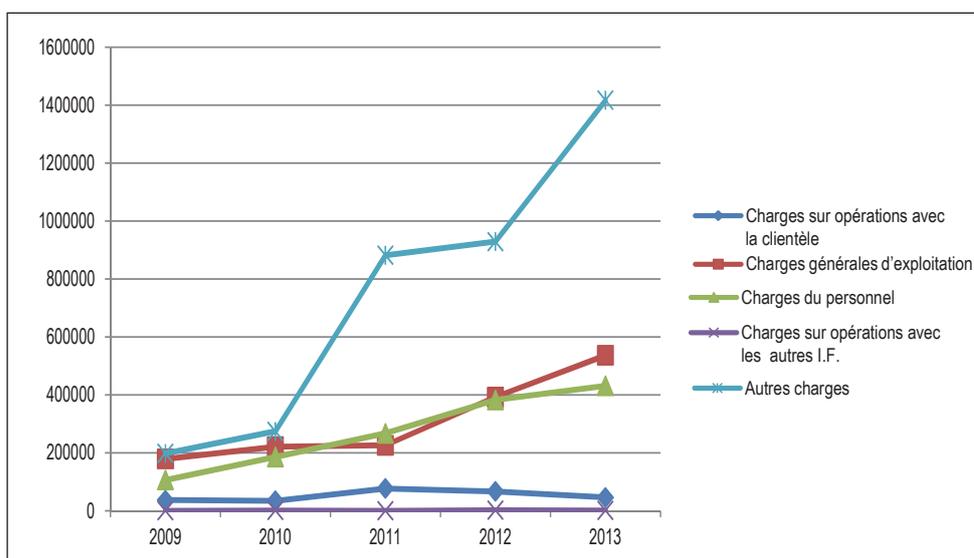
Tableau n° 46 : Ventilation des charges

RUBRIQUES	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Charges sur opérations avec la clientèle	37 159	34 274	76 510	66 858	46 200	1,9	-30,9
Charges générales d'exploitation	178 233	221 377	225 604	392 518	536 268	22,1	36,6
Charges du personnel	106 222	185 687	267 412	382 450	431 493	17,7	12,8
Charges sur opérations avec les autres IF	-	594	139	2 239	1 013	0,0	-54,8
Autres charges	198 164	274 023	881 623	928 858	1 416 621	58,3	52,5
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>519 778</b>	<b>715 955</b>	<b>1 451 288</b>	<b>1 772 923</b>	<b>2 431 595</b>	<b>100,0</b>	<b>37,2</b>

Source : BCC

L'accroissement des charges au terme de l'année sous examen a été influencé essentiellement par la hausse des autres charges (52,5 %) et celle des charges générales d'exploitation (36,6 %).

Graphique n° 32 : Ventilation des charges



### 5.2.4.3 Analyse du résultat net

Le résultat net d'exploitation de l'ensemble des institutions de la Province a affiché une perte de USD 261 078 et ce, malgré la réalisation d'un résultat positif par 5 ISFD.

Tableau n° 47 : Ventilation du résultat net

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Produits	404 228	591 506	1 366 518	1 649 372	2 170 518
Charges	519 778	715 954	1 451 288	1 772 923	2 431 595
<b>Résultat net</b>	<b>-115 550</b>	<b>-124 448</b>	<b>-84 770</b>	<b>-123 551</b>	<b>-261 077</b>

Source : BCC

L'autosuffisance opérationnelle s'est établie à 83,7 %, largement inférieure à la norme minimale de 119,4 %.

### 5.3. PROVINCE DE L'EQUATEUR



La Province de l'Equateur est bornée à l'Ouest par la République du Congo, au Nord par la République Centrafricaine, à l'Est par la Province Orientale et au Sud par les Provinces du Kasai-Oriental, du Kasai-Occidental et du Bandundu.

Couverte par des formations végétales boisées qui constituent l'essentiel des écosystèmes de la cuvette centrale, la Province de l'Equateur regorge des ressources agricoles forestières, halieutiques, hydrographiques et minérales.

En ce qui concerne la microfinance, il y a lieu de relever que l'Equateur constitue l'une des provinces les moins desservies par les ISFD. Aux termes de l'année sous étude, l'IMF MAMAN TOMBWAMA est demeurée l'unique institution de microfinance de cette partie du pays.

Au 31 décembre 2013, l'analyse des performances de l'unique Institution du Système Financier Décentralisé de cette province a indiqué une baisse de 14,0 % du niveau d'activités. En effet, son total bilantaire est passé de USD 38 541 à USD 33 129 d'une année à l'autre.

Tableau n° 48 : Part du marché de l'ISFD de la province dans le total du secteur

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Total bilantaire	99 119 029	151 790 816	176 343 291	191 000 251	228 593 968
ISFD Equateur	-	-	-	38 541	33 129
Part %	-	-	-	0,02	0,01

Source : BCC

La contribution de cette institution dans l'ensemble n'a représenté que 0,01 %.

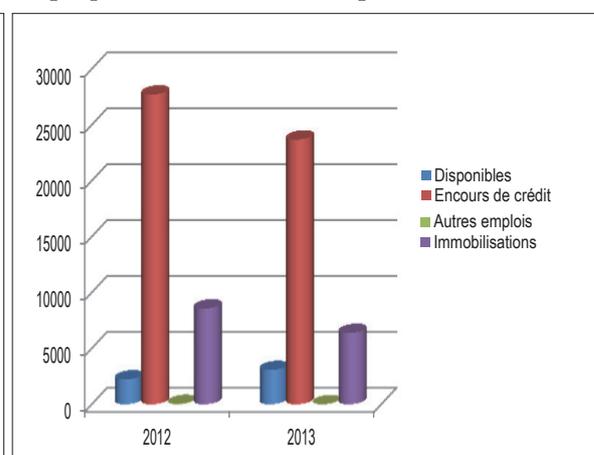
### 5.3.1 Analyse de l'actif

L'examen des postes de l'actif a renseigné que le portefeuille de crédit a constitué l'essentiel des emplois, représentant une part de 71,5 %. Comparée à la situation de 2012, cette rubrique s'est contractée de 14,5 % en raison de l'insuffisance des ressources.

Tableau n° 49 : Ventilation des postes de l'actif

RUBRIQUES	2012		2013	
	Montant	Montant	Part %	Var %
Disponibles	2 226	3 061	9,2	37,5
Encours de crédit	27 716	23 684	71,5	-14,5
Autres emplois	30	-	-	-100,0
Immobilisations	8 569	6 384	19,3	-25,5
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>38 541</b>	<b>33 129</b>	<b>100</b>	<b>-14,0</b>

Graphique n° 33 : Ventilation des postes de l'actif



Source : BCC

Les postes de l'actif se sont présentés comme suit :

### 5.3.1.1 Disponibles

Les disponibles ont connu un accroissement de 37,5 %, passant de USD 2 226 en 2012 à USD 3 061 une année plus tard. Cependant, ils n'ont représenté que 9,2 % du total des actifs à la clôture de l'exercice 2013.

### 5.3.1.2 Encours de crédit

L'encours de crédit, qui s'était élevé à USD 27 716 en 2012, a connu une dégradation pour se situer à USD 23 684 en 2013.

Le PAR<sub>30</sub> s'est établi à 10,2 %, largement supérieur à la norme de 5,0 %.

### 5.3.1.3 Immobilisations nettes

Les immobilisations nettes ont chuté à USD 6 384 au 31 décembre 2013 après s'être chiffrées à USD 8 569 l'année précédente, soit une contraction de 25,5 %. Toutefois, elles ont représenté 19,3 % du total actif, demeurant au-delà de la norme maximale de 10,0 %.

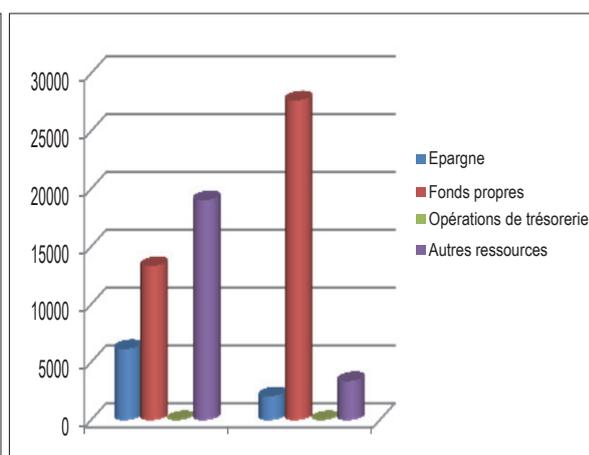
## 5.3.2 Analyse du passif

De manière générale, les postes du passif ont renseigné que les fonds propres ont constitué la principale ressource de l'IMF.

Tableau n° 50 : Ventilation des postes du passif

RUBRIQUES	2012		2013	
	Montant	Montant	Part %	Var %
Epargne	6 159	2 067	6,2	-66,4
Fonds propres	13 342	27 680	83,6	107,5
Opérations de trésorerie	-	-	-	-
Autres ressources	19 040	3 382	10,2	-82,2
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>38 541</b>	<b>33 129</b>	<b>100,0</b>	<b>-14,0</b>

Graphique n° 34 : Ventilation des postes du passif



Source : BCC

Ces postes ont indiqué ce qui suit :

### 5.3.2.1 Epargne

L'épargne obligatoire constituée s'est contractée de 66,4 %, s'établissant à USD 2 067 contre USD 6 159 d'une année à l'autre. Cette évolution a été induite notamment par la baisse du niveau de l'encours de crédit.

### 5.3.2.2 Fonds propres

Bien qu'on ait noté un accroissement de 107,5 % des fonds propres en 2013, son niveau est demeuré en deçà du capital minimum.

### 5.3.2.3 Autres ressources

A fin 2013, les autres ressources ont connu une forte baisse de 82,2 %, passant de USD 19 040 en 2012 à USD 3 382. Cette rubrique a contribué à hauteur de 10,2 % du total passif.

### 5.3.3 Analyse du compte d'exploitation

Le compte d'exploitation s'est soldé par une perte de USD 9 045 à fin 2013.

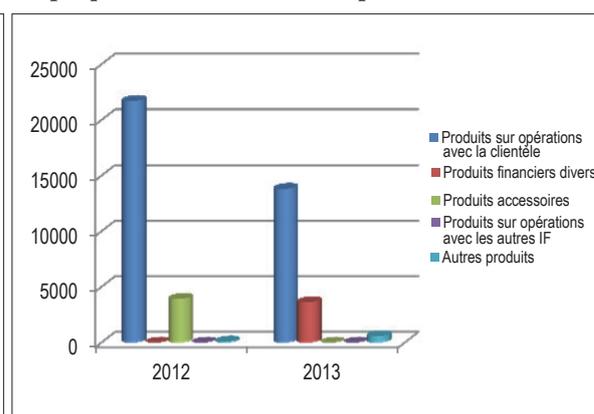
#### 5.3.3.1 Analyse des produits

Au 31 décembre 2013, l'IMF a réalisé moins de produits par rapport à 2012. Ils sont passés de USD 25 773 à USD 18 051.

Tableau n° 51 : Ventilation des produits

RUBRIQUES	2012		2013	
	Montant	Part %	Montant	Var %
Produits sur opérations avec la clientèle	21 727	84,3	13 826	-36,4
Produits financiers divers	-	-	3 636	100,0
Produits accessoires	3 938	15,3	-	-100
Produits sur opérations avec les autres IF	-	-	-	-
Autres produits	108	0,4	589	445,4
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>25 773</b>	<b>100,0</b>	<b>18 051</b>	<b>-30,0</b>

Graphique n° 35 : Ventilation des produits



Source : BCC

Les produits sur opérations avec la clientèle sont restés dominants, représentant 76,6 % de l'ensemble des produits générés par l'institution en 2013 contre 84,3 % à fin décembre 2012.

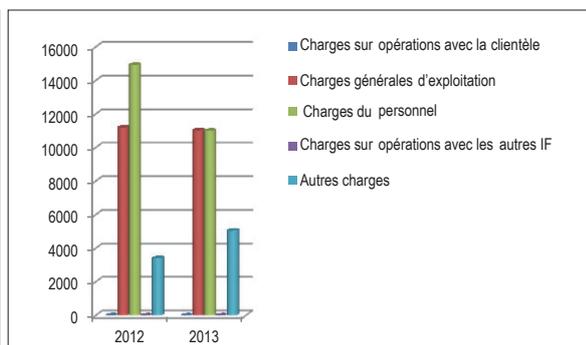
#### 5.3.3.2 Analyse des charges

Au terme de l'exercice sous revue, les charges de l'unique ISFD de la Province se sont situées à USD 27 096 contre USD 29 547 en 2012, soit une diminution de 8,3 %.

Tableau n° 52 : Ventilation des charges

RUBRIQUES	2012		2013	
	Montant	Montant	Part %	Var %
Charges sur opérations avec la clientèle	5	-	-	-100,0
Charges générales d'exploitation	11 197	11 032	40,7	-1,5
Charges du personnel	14 931	11 005	40,6	-26,3
Charges sur opérations avec les autres IF	-	-	-	-
Autres charges	3 414	5 059	18,7	48,2
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>29 547</b>	<b>27 096</b>	<b>100,0</b>	<b>-8,3</b>

Graphique n° 36 : Ventilation des charges



Source : BCC

Les charges générales d'exploitation et celles du personnel ont représenté 81,3 % du total des charges.

### 5.3.3.3 Analyse du résultat net

A la clôture de la période considérée, le compte d'exploitation de l'IMF s'est soldé par un déficit de USD 9 045, découlant des produits de USD 18 051 et des charges de USD 27 096.

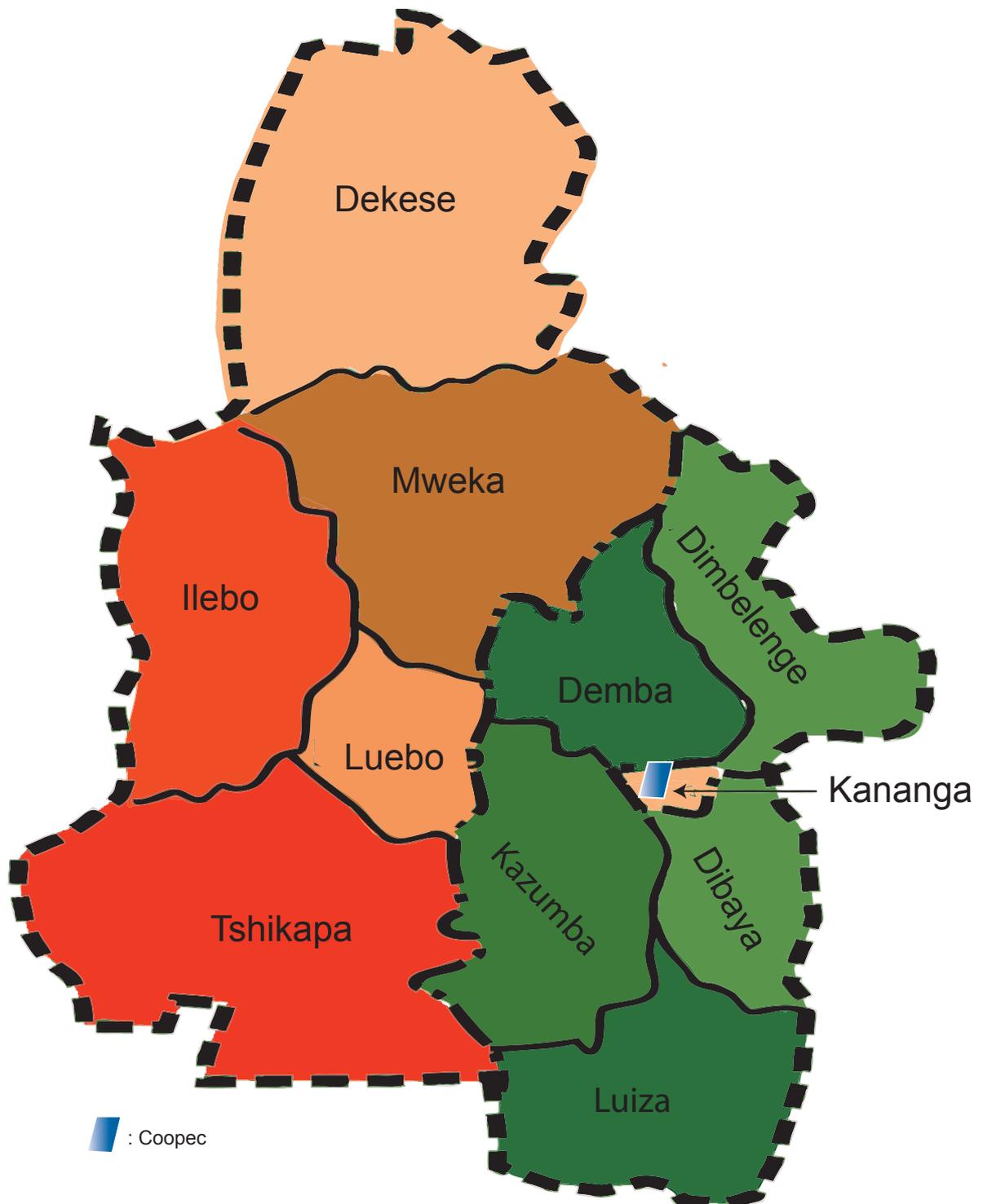
Tableau n° 53 : Analyse du résultat net

Rubriques	2012 ®	2013	Var %
Produits	25 773	18 051	-30,0
Charges	29 547	27 096	-8,3
<b>Résultat net</b>	<b>-3 774</b>	<b>-9 045</b>	<b>139,7</b>

Source : BCC

L'autosuffisance opérationnelle s'est établie à 66,1 %, inférieure à la norme de 119,4 %.

#### 5.4 PROVINCE DU KASAI OCCIDENTAL



La Province du Kasai Occidental est bornée à l'Ouest par la Province du Bandundu, au Nord par l'Equateur, à l'Est par le Kasai Oriental et au Sud-Est par le Katanga. Par ailleurs, elle a des frontières avec l'Angola au Sud.

Elle est réputée pour son diamant de joaillerie concentré en grande partie dans la région de Tshikapa. L'économie du Kasai Occidental repose essentiellement sur le commerce.

A l'instar de l'année précédente, la Province du Kasai Occidental n'a disposé que d'une seule institution.

Le total bilantaire de cette structure financière de proximité s'est fixé à USD 41 042 à fin décembre 2013 contre USD 68 494 une année plus tôt, soit une baisse de 40,1 %.

Tableau n° 54 : Part du marché des ISFD de la province dans le total du secteur

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Total bilantaire	99 119 029	151 790 816	176 343 291	191 000 251	228 593 968
ISFD Kasai Occidental	101 325	107 636	68 814	68 494	41 042
<b>Part %</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

Source : BCC

Comparée au total bilantaire de l'ensemble des ISFD du pays, l'unique institution de cette Province a détenu une part de marché de 0,02 % en 2013.

#### 5.4.1 Analyse de l'actif

L'analyse des postes de l'actif a renseigné ce qui suit :

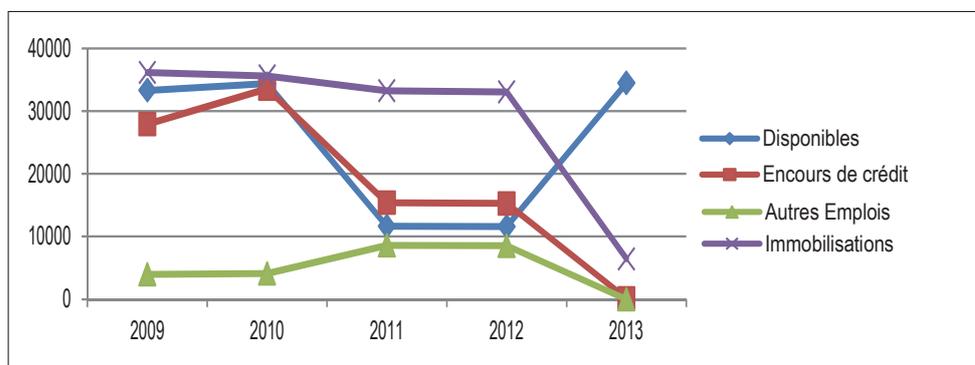
Tableau n° 55 : Ventilation des postes de l'actif

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Disponibles	33 293	34 393	11 634	11 580	34 466	84,0	197,6
Encours de crédit	27 931	33 556	15 370	15 299	136	0,3	-99,1
Autres emplois	3 958	4 110	8 577	8 538	-	-	-100,0
Immobilisations	36 143	35 577	33 233	33 077	6 440	15,7	-80,5
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>101 325</b>	<b>107 636</b>	<b>68 814</b>	<b>68 494</b>	<b>41 042</b>	<b>100,0</b>	<b>-40,1</b>

Source : BCC

Les postes de l'actif ont diminué de 40,1 %, s'établissant à USD 41 042 en 2013 contre USD 68 494 une année plus tôt.

Graphique n° 37 : Ventilation des postes de l'actif



Il ressort de ce graphique que seuls les disponibles ont évolué.

#### 5.4.1.1 Disponibles

Les disponibles de l'unique institution mutualiste de la Province se sont établis à USD 34 466 à fin 2013 contre USD 11 580 en 2012, soit une hausse de 197,6 %.

#### 5.4.1.2 Encours de crédit

A fin de l'exercice sous revue, l'encours de crédit s'est situé à USD 136 contre USD 15 299 une année plus tôt, soit une contraction de 99,1 %, résultant de l'arrêt d'octroi des crédits par cette institution.

Par ailleurs, la qualité du portefeuille de crédit est très médiocre avec un  $PAR_{30}$  ayant atteint 100,0 % contre la norme de 5,0 %.

#### 5.4.1.3 Immobilisations nettes

Les immobilisations nettes ont été de USD 6 440 au 31 décembre 2013 contre USD 33 077 l'année précédente, soit une baisse de 80,5 %.

Le taux des immobilisations nettes a atteint 15,7 %, supérieur à la norme maximale de 10,0 %.

### 5.4.2 Analyse du passif

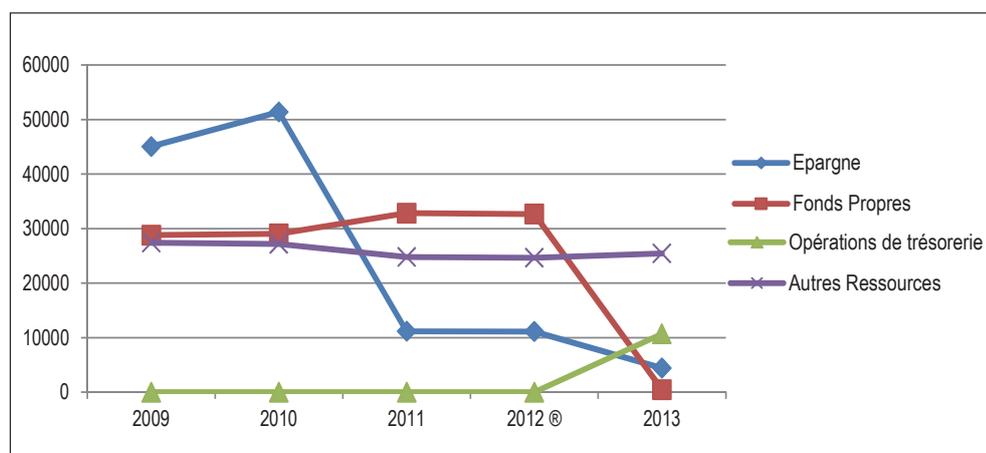
L'analyse des postes du passif a indiqué ce qui suit :

Tableau n° 56 : Ventilation des postes du passif

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012 ®	2013	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part % / Var %
Epargne	45 062	51 391	11 187	11 135	4 413	10,8 / -60,4
Fonds Propres	28 819	29 069	32 836	32 683	483	1,2 / -98,5
Opérations de trésorerie	10	10	-	-	10 703	26,1 / 100,0
Autres Ressources	27 434	27 167	24 791	24 676	25 443	62,0 / 3,1
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>101 325</b>	<b>107 637</b>	<b>68 814</b>	<b>68 494</b>	<b>41 042</b>	<b>100,0 / -40,1</b>

Source : BCC

Graphique n° 38 : Ventilation des postes du passif



#### 5.4.2.1 Epargne

A la clôture de l'année sous examen, l'ISFD de la Province a enregistré une baisse de 60,4 % de l'épargne qui s'est fixée à USD 4 413 contre USD 11 135 une année plus tôt.

#### 5.4.2.2 Fonds propres

Les fonds propres sont passés de USD 32 683 à USD 483 une année plus tard, soit une contraction de 98,5 %.

Le taux de capitalisation est tombé à 1,2 % en 2013 contre 47,7 % une année plus tôt et largement en deçà de la norme minimale de 15,0 %.

#### 5.4.2.3 Autres ressources

Les autres ressources ont connu une augmentation de 3,1 %, passant de USD 24 676 en 2012 à USD 25 443 une année plus tard.

### 5.4.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

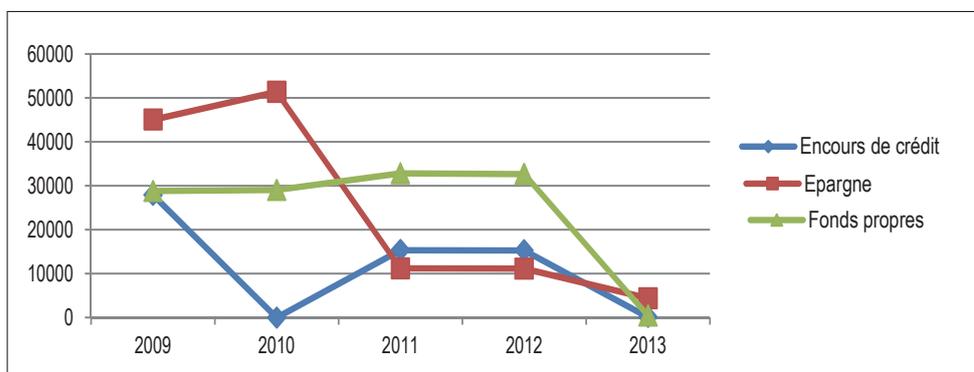
Tous les agrégats ont enregistré des tendances baissières expliquées par le ralentissement inquiétant des activités de cette institution.

Tableau n° 57 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Var %
Encours de crédit	27 931	33 556	15 370	15 299	136	-99,1
Epargne	45 062	51 391	11 187	11 135	4 413	-60,4
Fonds propres	28 819	29 069	32 836	32 683	483	-98,5

Source : BCC

Graphique n° 39 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres



#### 5.4.4 Analyse du compte d'exploitation

Le compte de résultat de l'institution mutualiste de la province a dégagé une perte de USD 10 068 à la clôture de l'exercice 2013.

##### 5.4.4.1 Analyse des produits

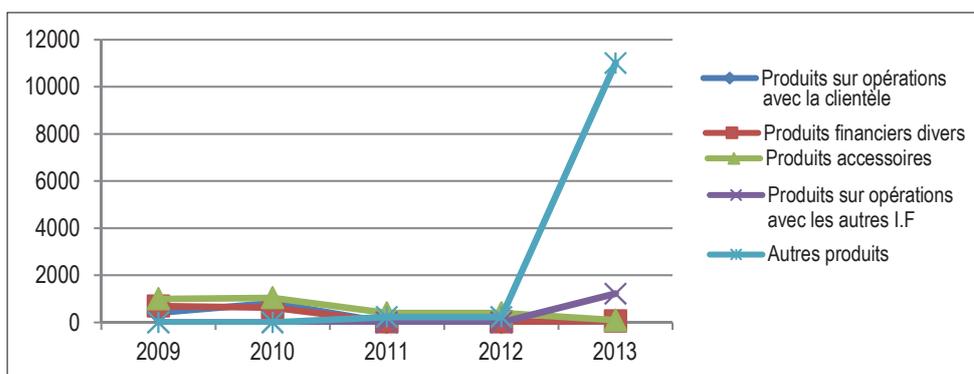
Au cours de l'exercice sous examen, la COOPEC a réalisé les produits de USD 12 434, enregistrant ainsi une hausse de 1 778,2 % par rapport à la situation de 2012.

Tableau n° 58 : Ventilation des produits

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Produits sur opérations avec la clientèle	409	826	-	0	57	0,5	100,0
Produits financiers divers	686	626	34	34	57	0,5	67,6
Produits accessoires	992	1 043	404	402	93	0,7	-76,9
Produits sur opérations avec les autres I.F	-	-	-	0	1 221	9,8	100,0
Autres produits	-	-	227	226	11 006	88,5	4 769,9
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>2087</b>	<b>2495</b>	<b>665</b>	<b>662</b>	<b>12434</b>	<b>100,0</b>	<b>1 778,2</b>

Source : BCC

Graphique n° 40 : Ventilation des produits



### 5.4.4.2 Analyse des charges

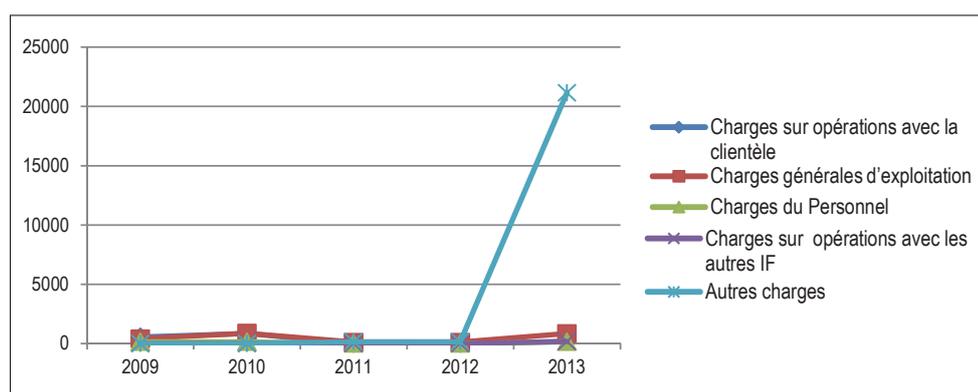
Au cours de l'exercice sous examen, la COOPEC a supporté les charges d'un montant de USD 22 502, représentant ainsi une progression de 8 082,5 % par rapport à la situation de l'exercice 2012.

Tableau n° 59 : Ventilation des charges

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Charges sur opérations avec la clientèle	550	844	-	-	182	0,8	100,0
Charges générales d'exploitation	415	869	127	127	857	3,8	574,8
Charges du Personnel	149	148	-	-	147	0,7	100,0
Charges sur opérations avec les autres IF	-	-	-	-	165	0,7	100,0
Autres charges	-	-	148	148	21 151	94,0	14 191,2
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>1 114</b>	<b>1 861</b>	<b>275</b>	<b>275</b>	<b>22 502</b>	<b>100,0</b>	<b>8 082,5</b>

Source : BCC

Graphique n° 41 : Ventilation des charges



### 5.4.4.3 Analyse du net

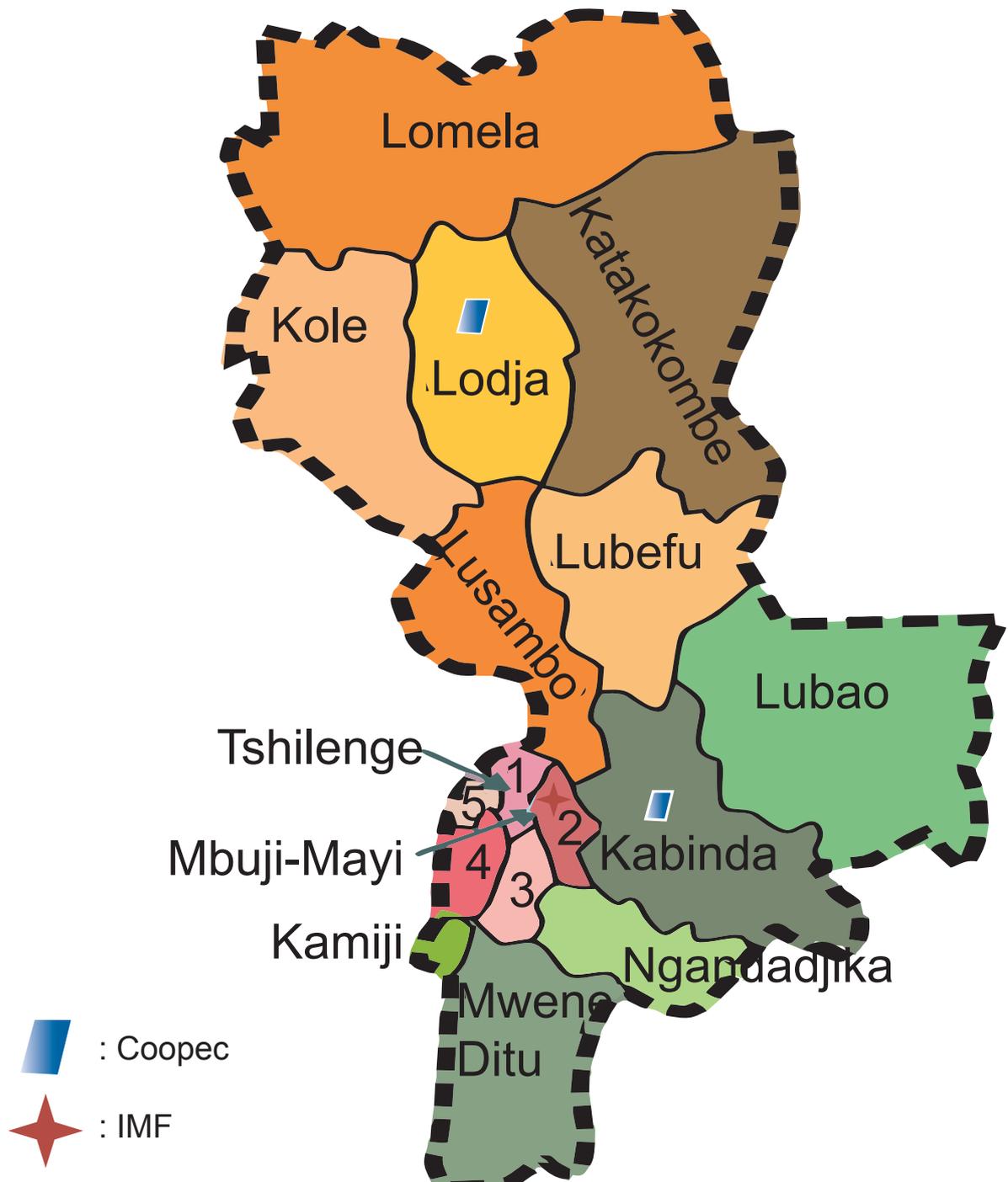
Le résultat de l'institution est passé de USD 387 en 2012 à USD – 10 068 à fin 2013.

Tableau n° 60 : Ventilation du résultat net

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Produits	2 168	2495	666	662	12 434
Charges	1 114	1861	276	275	22 502
<b>Résultat net</b>	<b>1 054</b>	<b>634</b>	<b>390</b>	<b>387</b>	<b>-10 068</b>

Source : BCC

## 5.5 PROVINCE DU KASAI ORIENTAL



La Province du Kasai Oriental est située au centre de la République Démocratique du Congo. Elle est bornée à l'Ouest par le Kasai Occidental, au Nord par l'Equateur, au Nord-Est par la Province Orientale, à l'Est par le Maniema et au Sud par le Katanga.

L'économie de cette partie du pays est tirée de ses richesses minières, dont principalement le diamant industriel. Par ailleurs, la Province est une région agropastorale disposant de vastes étendues de terres arables.

En ce qui concerne la microfinance, la Province du Kasai Oriental a compté trois institutions financières de proximité à fin 2013, dont une (1) IMF et deux (2) Coopératives d'Epargne et de Crédit.

Tableau n° 61 : Répartition des ISFD de la province par catégorie

CATEGORIES	2009	2010	2011	2012	2013
COOPEC	-	1	2	2	2
IMF	1	1	1	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

Source : BCC

La répartition géographique de ces institutions s'est présentée comme suit :

Tableau n° 62 : Répartition géographique des ISFD dans la province

VILLES	2009		2010		2011		2012		2013	
	Nbre ISFD	Part %								
Kabinda	-	-	1	50,0	1	33,3	1	33,3	1	33,3
Lodja	-	-	-	-	1	33,3	1	33,3	1	33,3
Mbuji Mayi	1	100,0	1	50,0	1	33,3	1	33,3	1	33,3
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>100,0</b>	<b>2</b>	<b>100,0</b>	<b>3</b>	<b>100,0</b>	<b>3</b>	<b>100,0</b>	<b>3</b>	<b>100,0</b>

Source : BCC

A l'instar de 2012, aucune institution n'a été agréée dans cette Province au cours de l'exercice sous revue.

S'agissant de la performance des ISFD de cette Province, il a été observé une augmentation des activités, traduite par l'accroissement du total bilantaire qui est passé de USD 336 885 en 2012 à USD 486 720 en 2013, soit une hausse de 44,5 %.

Comparé au total bilantaire du secteur, la part du marché des institutions du Kasai Oriental est restée à 0,2 %.

Tableau n° 63 : Part du marché des ISFD de la province dans le total du secteur

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Total bilantaire	99 119 029	151 790 816	176 343 291	191 000 251	228 593 968
ISFD Kasai Oriental	249 091	299 266	127 106	336 885	486 720
<b>Part %</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>

Source : BCC

### 5.5.1 Analyse de l'actif

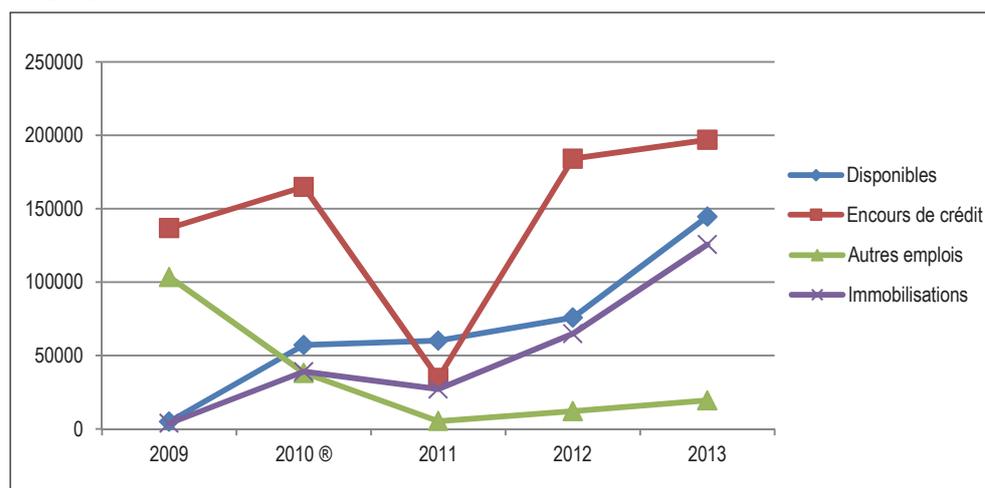
A la clôture de l'exercice 2013, l'analyse de l'actif du bilan des ISFD de la Province a renseigné la prédominance de l'encours de crédit et des disponibles, soit 70,2 %. Par rapport à l'année 2012, la part de ces deux agrégats dégage une baisse de 7,0 %.

Tableau n° 64 : Ventilation des postes de l'actif

RUBRIQUES	2009	2010 <sup>®</sup>	2011	2012	2013	Part %	Var %
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant		
Disponibles	4 953	57 128	60 116	75 864	144 674	29,7	90,7
Encours de crédit	136 792	164 913	34 591	184 132	196 987	40,5	7,0
Autres emplois	103 547	38 202	5 253	12 085	19 430	4,0	60,8
Immobilisations	3 799	39 023	27 146	64 804	125 629	25,8	93,9
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>249 091</b>	<b>299 266</b>	<b>127 106</b>	<b>336 885</b>	<b>486 720</b>	<b>100,0</b>	<b>44,5</b>

Source : BCC

Graphique n° 42 : Ventilation des postes de l'actif



L'examen des postes de l'actif a renseigné ce qui suit :

#### 5.5.1.1 Disponibles

Les disponibles des institutions de microfinance de la Province du Kasai Oriental ont atteint USD 144 674 au 31 décembre 2013 contre USD 75 864 à fin 2012, soit un accroissement de 90,7 %.

Le ratio de liquidité immédiate s'est établi à 62,1 % contre la norme minimale de 20,0 %. Quant au taux d'encaisses oisives global, il s'est fixé à 29,7 %, au-dessus du plafond de 20,0 %.

#### 5.5.1.2 Encours de crédit

L'encours net de crédit est passé de USD 184 132 en 2012 à USD 196 987 une année plus tard, dégageant une augmentation de 7,0 %. Cette hausse a été tirée par la plus grande institution.

Dans l'ensemble, les ISFD de la Province ont détenu une mauvaise qualité du portefeuille de crédit, attestée par un  $PAR_{30}$  de 61,0 % contre la norme de 5 %. Cette situation a découlé du niveau élevé des créances litigieuses enregistré par la seule IMF.

### 5.5.1.3 Autres emplois

Cette rubrique a affiché un montant de USD 19 430 à fin décembre 2013 contre USD 12 085 en 2012, soit une hausse de 60,8 %.

### 5.5.1.4 Immobilisations nettes

Les immobilisations nettes ont enregistré une hausse de 93,9 % en 2013, dégagant ainsi un taux des immobilisations de 25,8 %, supérieur au plafond de 10,0 %. Ceci est expliqué par la construction du siège d'une des institutions mutualistes.

## 5.5.2 Analyse du passif

Les autres ressources et l'épargne ont constitué les postes les plus importants du passif des ISFD de la Province.

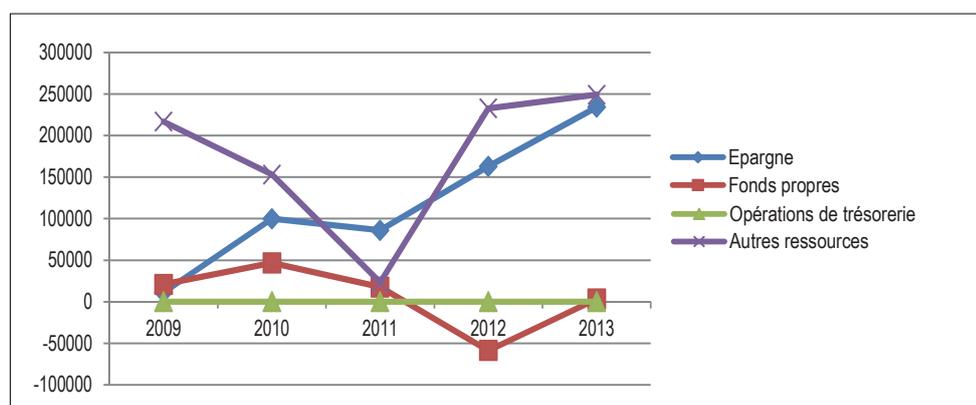
Tableau n° 65 : Ventilation des postes du passif

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Epargne	11 333	99 952	86 019	163 015	234 192	48,1	43,7
Fonds propres	20 928	46 858	17 692	- 58 702	3 388	0,7	-105,8
Opérations de trésorerie	-	-	-	-	-	0,0	0,0
Autres ressources	216 830	153 056	23 395	232 572	249 140	51,2	7,1
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>249 091</b>	<b>299 866</b>	<b>127 106</b>	<b>336 885</b>	<b>486 720</b>	<b>100,0</b>	<b>44,5</b>

Source : BCC

Il convient, par ailleurs, de signaler un accroissement des fonds propres de 105,8 %, attribuable au bénéfice réalisé au cours de l'exercice ainsi qu'aux réserves des années précédentes de la Coopérative d'Epargne et de Crédit du District de Kabinda.

Graphique n° 43 : Ventilation des postes du passif



L'analyse par poste du passif du bilan a indiqué ce qui suit :

#### 5.5.2.1 Epargne

L'épargne mobilisée en 2013 s'est établie à USD 234 192 contre USD 163 015 une année plus tôt, soit un accroissement de 43,7 %, consécutif à une bonne sensibilisation des membres de l'institution du District de Kabinda.

#### 5.5.2.2 Fonds propres

A fin 2013, les fonds propres sont passés d'un montant négatif de USD 58 702 à USD 3 388 d'une année à l'autre, soit une hausse de 105,8 %.

Bien que le taux de capitalisation se soit amélioré, il est demeuré néanmoins en deçà de la norme minimale de 15 %. Il est passé de -17,5 % à fin 2012 pour s'établir à 0,7 % une année plus tard.

#### 5.5.2.3 Opérations de trésorerie

Les trois institutions de la Province n'ont pas contracté des engagements à court terme avec les autres intermédiaires financiers durant la période sous examen à l'instar de 2012.

#### 5.5.2.4 Autres ressources

Cette rubrique a enregistré une variation positive de 7,1 %, passant de USD 232 572 en 2012 à USD 249 140 en 2013, due à la mise à disposition des fonds à l'IMF par les partenaires au développement.

### 5.5.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

Tous les agrégats ont enregistré des tendances haussières mais à des proportions totalement différentes. La bonne mobilisation de l'épargne a eu un faible impact sur l'encours de crédit en raison principalement de l'affectation d'une partie dans les disponibles.

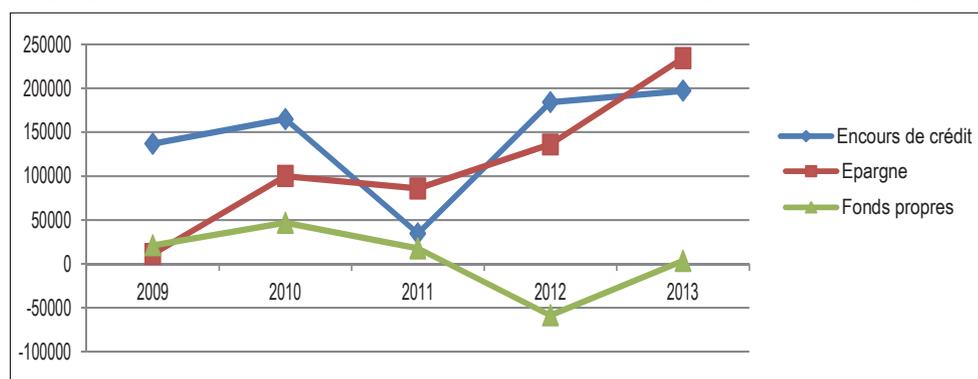
Tableau n° 66 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var %
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	
Encours de crédit	136 792	164 913	34 591	184 132	196 987	7,0
Epargne	11 333	99 952	86 019	136 015	234 192	72,2
Fonds propres	20 928	46 858	17 692	-58 702	3 388	-105,8

Source : BCC

L'examen de ces trois agrégats a indiqué une faible augmentation de l'encours de crédit, une mobilisation accrue de l'épargne et une hausse importante des fonds propres découlant de l'absorption des pertes.

Graphique n° 44 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres



### 5.5.4 Analyse du compte d'exploitation

Le compte d'exploitation de l'ensemble des ISFD de la Province s'est soldé par un bénéfice de USD 10 464 en 2013 contre une perte de USD 17 235 une année plus tôt. Cette situation est consécutive à la bonne performance réalisée par une institution mutualiste.

#### 5.5.4.1 Analyse des produits

Les produits générés par les ISFD de la Province du Kasai Oriental ont connu un accroissement de 4,23 %, s'établissant respectivement à USD 50 047 en 2012 et USD 52 164 au cours de l'exercice sous revue. Cette évolution est essentiellement tributaire des produits sur opérations avec la clientèle.

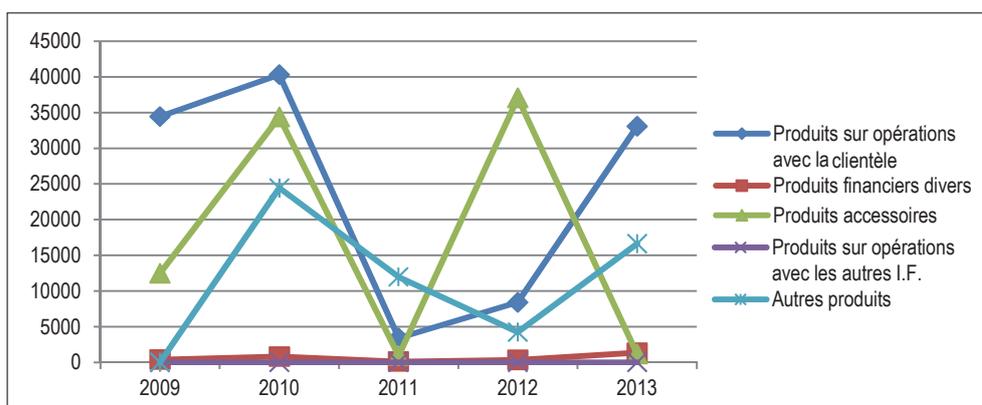
Tableau n° 67 : Ventilation des produits

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Produits sur opérations avec la clientèle	34 451	40 293	3 420	8 411	33 059	63,4	293,0
Produits financiers divers	383	827	110	350	1 348	2,6	285,1
Produits accessoires	12 457	34 367	924	37 058	1 149	2,2	-96,9
Produits sur opérations avec les autres IF	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits	-	24 421	11 961	4 228	16 608	31,8	292,8
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>47 291</b>	<b>99 908</b>	<b>16 415</b>	<b>50 047</b>	<b>52 164</b>	<b>100,0</b>	<b>4,2</b>

Source : BCC

Les produits sur opérations avec la clientèle ont représenté 63,4 % en 2013 contre 16,8 % une année auparavant. Cette situation est expliquée notamment par l'amélioration du niveau des crédits octroyés.

Graphique n° 45 : Ventilation des produits



### 5.5.4.2 Analyse des charges

A fin 2013, les charges ont régressé de 38,0 %, s'établissant à USD 41 700 contre USD 67 283 une année plus tôt.

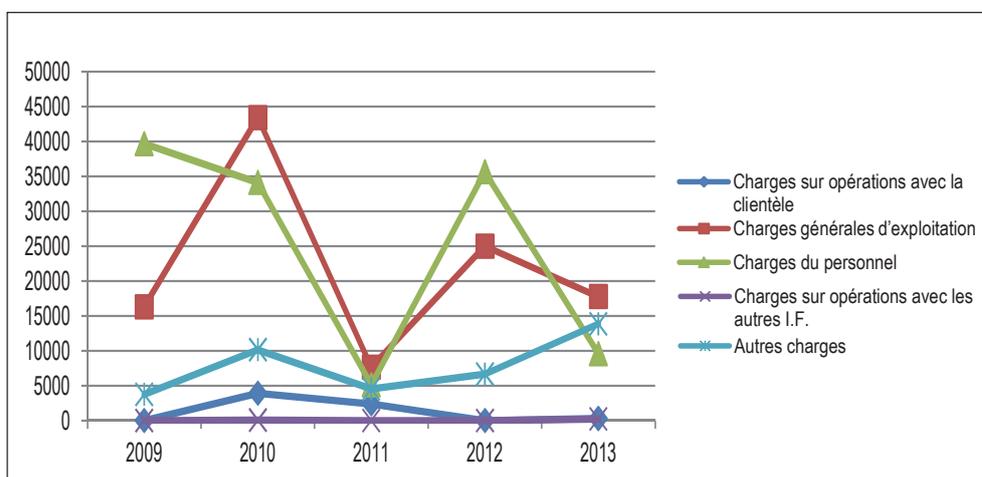
Tableau n° 68 : Ventilation des charges

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Charges sur opérations avec la clientèle	-	3 930	2 362	-	291	0,7	100,0
Charges générales d'exploitation	16308	43415	7630	24983	17 750	42,6	-29,0
Charges du personnel	39 698	34 096	5118	35 649	9 605	23,0	-73,1
Charges sur opérations avec les autres IF	-	67	-	-	192	0,5	100,0
Autres charges	3722	10 142	4 558	6 651	13 862	33,2	108,4
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>59 728</b>	<b>91 650</b>	<b>19 668</b>	<b>67 283</b>	<b>41 700</b>	<b>100,0</b>	<b>-38,0</b>

Source : BCC

Hormis, les charges générales d'exploitation et celles relatives au personnel qui ont connu une baisse, les autres les autres charges se sont accrues.

Graphique n° 46 : Ventilation des charges



### 5.5.4.3 Analyse du résultat net

Le résultat net s'est soldé par un bénéfice de USD 10 464 à fin décembre 2013, soit une amélioration de 160,7 % par rapport à l'année précédente, suite à la maîtrise des charges.

Tableau n° 69 : Ventilation du des résultat net

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Produits	47 292	99 909	16 554	50 047	52 164
Charges	59 729	91 652	19 667	67 283	41 700
<b>Résultat net</b>	<b>-12 437</b>	<b>8 257</b>	<b>-3 113</b>	<b>-17 236</b>	<b>10 464</b>

Source : BCC

Quant à l'autosuffisance opérationnelle des ISFD de la Province, elle s'est améliorée et fixée à 125,1 %, conforme à la norme minimale requise de 119,4 %.

### 5.6 PROVINCE DU KATANGA



Au-delà de ses ressources minières, dont principalement le cobalt et le cuivre, la Province du Katanga renferme également des potentialités agricoles, contribuant ainsi significativement à la création des richesses du pays.

Elle est limitée au Nord par le Maniema, au Nord-est par le Sud Kivu et au Nord-ouest par les deux Kasai. Par ailleurs, elle partage avec trois pays la frontière de la RDC, à savoir l'Angola au Sud-ouest, la Zambie au Sud et au Sud-ouest et enfin la Tanzanie à l'Est.

En ce qui concerne le secteur de la microfinance, cette Province a compté 4 Institutions du Système Financier Décentralisé, dont 2 Coopératives d'Épargne et de Crédit et 2 Institutions de Micro Finance. En dehors de l'IMF HOPE RDC qui s'est délocalisée de Kinshasa pour s'installer au Katanga, aucun agrément n'a été accordé au courant de l'exercice sous revue.

S'agissant de la répartition géographique des ISFD de la Province, elle s'est présentée comme suit :

Tableau n° 70 : Répartition géographique des ISFD dans la province

VILLES	2009		2010		2011		2012		2013	
	Nbre ISFD	Part. %	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part. %
Lubumbashi	1	100,0	2,0	100,0	2	66,6	1	33,4	2	50,0
Kasumbalesa	-	-	-	-	1	33,3	1	33,3	1	25,0
Likasi	-	-	-	-	-	-	1	33,3	1	25,0
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>100,0</b>	<b>2,0</b>	<b>100,0</b>	<b>3</b>	<b>100,0</b>	<b>3</b>	<b>100,0</b>	<b>4</b>	<b>100,0</b>

Source: BCC

Le niveau d'activités des institutions de la Province a atteint USD 7 528 345 en 2013 contre USD 6 062 119 l'année précédente, soit une hausse de 24,2 %.

Tableau n° 71 : Part de marché des ISFD de la province dans le total du secteur

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Total bilantaire	99 119 029	151 790 816	176 343 291	191 000 251	228 593 968
ISFD Katanga	78 476	3 981 020	5 273 752	6 062 119	7 528 345
<b>Part %</b>	<b>0,1</b>	<b>2,6</b>	<b>2,9</b>	<b>3,2</b>	<b>3,3</b>

Source : BCC

La part de marché des institutions du Katanga dans le secteur de la microfinance est demeurée quasi stationnaire, se situant à 3,3 % en 2013 contre 3,2 % une année auparavant.

Tableau n° 72 : Part du total bilantaire des ISFD de la province par catégorie

INSTITUTIONS	2010		2011		2012		2013	
	Montant	Part %	Montant	Part %	Montant	Part %	Montant	Part %
COOPEC	-	-	500 654	9,5	648 594	10,7	892 358	11,9
IMF	3 981 020	100,0	4 773 098	90,5	5 413 525	89,3	6 635 987	88,1
<b>TOTAL</b>	<b>3981020</b>	<b>100,0</b>	<b>5 273 752</b>	<b>100,0</b>	<b>6 062 119</b>	<b>100,0</b>	<b>7 528 345</b>	<b>100,0</b>

Source : BCC

L'analyse par catégorie d'ISFD a démontré que les IMF ont détenu à fin 2013, 88,1 % de la part de marché au détriment des COOPEC qui ont affiché 11,9 % du total bilantaire de l'ensemble de la Province.

### 5.6.1 Analyse de l'actif

L'examen des rubriques de l'actif a renseigné la prédominance des disponibles sur les autres postes.

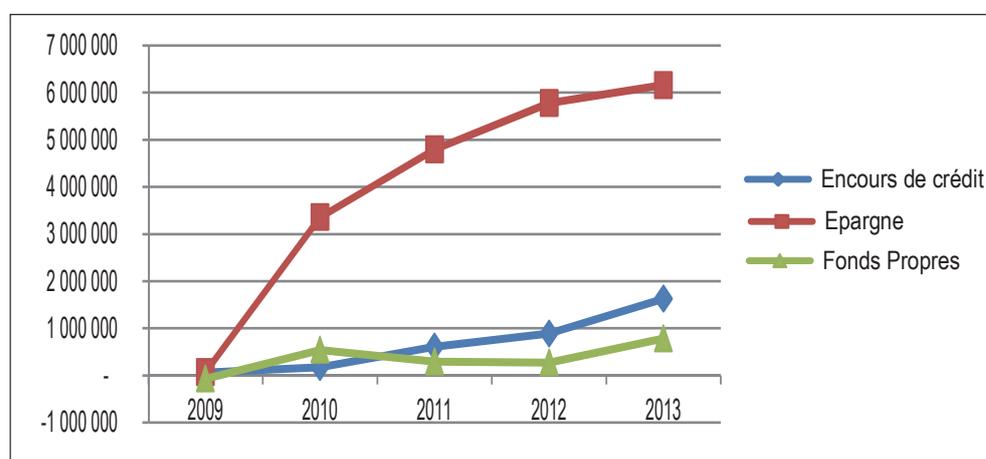
Par ailleurs, bien qu'on ait noté une tendance haussière de l'encours de crédit d'une année à l'autre, son niveau est resté bien faible par rapport à l'accroissement des disponibles.

Tableau n° 73 : Ventilation des postes de l'actif

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Disponibles	3 711	2 373 258	3 097 402	4 026 410	3 886 103	51,6	-3,5
Encours de crédit	62 584	171 167	612 295	888 967	1 627 713	21,6	83,1
Autres emplois	7 964	421 934	569 345	372 399	157 493	2,1	-57,7
Immobilisations	4 414	1 014 660	994 709	774 343	1 857 036	24,7	139,8
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>78 673</b>	<b>3 981 019</b>	<b>5 273 751</b>	<b>6 062 119</b>	<b>7 528 345</b>	<b>100,0</b>	<b>24,2</b>

Source : BCC

Graphique n° 47 : Ventilation des postes de l'actif



#### 5.6.1.1 Disponibles

Les disponibles des ISFD de la Province se sont chiffrés à USD 3 886 103 à fin décembre 2013 contre USD 4 026 410 une année plutôt, dégageant ainsi une baisse de 3,5 %.

Quant au ratio de liquidité immédiate, il s'est fixé à 23,4 % conforme à la norme minimale requise de 20,0 % tandis que le taux d'encaisses oisives s'est situé à 51,6 % au-delà de la norme maximale de 20,0 %.

### 5.6.1.2 Encours de crédit

A fin 2013, le portefeuille de crédit a enregistré une augmentation de 83,1 %, passant de USD 888 967 en 2012 à USD 1 627 713 une année plus tard.

Malgré cet accroissement, le taux d'encours de crédit n'a représenté que 21,6 % du total bilantaire, largement inférieur au plancher réglementaire de 70,0 %.

Le PAR<sub>30</sub> s'est fixé à 4,1 % pour l'ensemble des ISFD de la Province. Ce bon niveau est attribuable aux performances réalisées par l'une des institutions non mutualistes.

### 5.6.1.3 Autres emplois

Les postes des autres emplois se sont établis à USD 157 036 en 2013 après s'être fixés à USD 372 399 en 2012, dégageant ainsi une régression de 57,7 %.

### 5.6.1.4 Immobilisations nettes

A la clôture de la période sous revue, les immobilisations nettes des ISFD de la Province ont atteint un montant de USD 1 857 036 contre USD 774 343 en 2012, soit une augmentation de 139,8 %.

S'agissant du taux des immobilisations nettes, il s'est établi à 24,7 %, largement supérieur au plafond réglementaire de 10,0 %.

## 5.6.2 Analyse du passif

Avec une contribution de 81,8 % du total bilantaire, l'épargne a constitué la principale ressource des institutions de microfinance du Katanga.

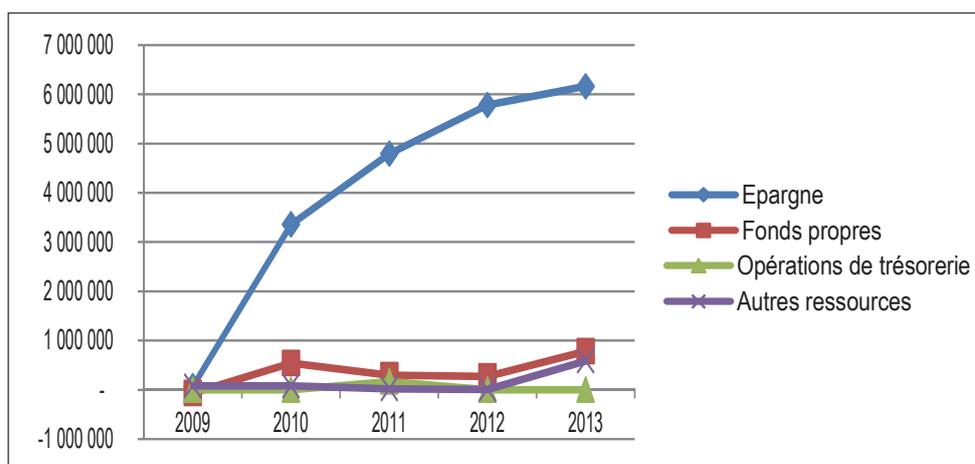
Par ailleurs, les autres ressources ont été la seule rubrique ayant largement variée au cours de l'année en étude atteignant ainsi USD 584 667.

Tableau n° 74 : Ventilation des postes du passif

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Epargne	68 377	3 357 464	4 791 464	5 780 039	6 160 903	81,8	6,6
Fonds propres	- 68 681	542 710	294 797	273 386	782 775	10,4	186,3
Opérations de trésorerie	-	-	170 386	-	-	-	-
Autres ressources	78 781	80 846	17 105	8 694	584 667	7,8	6624,9
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>78 477</b>	<b>3 981 020</b>	<b>5 273 752</b>	<b>6 062 119</b>	<b>7 528 345</b>	<b>100,0</b>	<b>24,2</b>

Source : BCC

Graphique n° 48 : Ventilation des postes du passif



L'analyse des postes du passif a indiqué ce qui suit :

#### 5.6.2.1 Epargne

Au terme de l'exercice 2013, le volume de l'épargne s'est établi à USD 6 160 903 contre USD 5 780 039 l'année précédente, soit un accroissement de 6,6 %.

#### 5.6.2.2 Fonds Propres

Les fonds propres de l'ensemble des ISFD de la Province se sont chiffrés à USD 782 775, représentant ainsi un accroissement de 186,3 % à fin décembre 2013 par rapport à fin décembre 2012.

Pour ce qui est du taux de capitalisation, il s'est établi à 10,4 %, inférieur à la norme de 15,0 %.

#### 5.6.2.3 Opérations de trésorerie

A l'instar de l'année précédente, les opérations de trésorerie ont accusé un solde nul.

#### 5.6.2.4 Autres ressources

Les autres ressources se sont situées à USD 584 667 contre USD 8 694 l'année précédente, soit une augmentation importante de 6 624,9 %, induite essentiellement par les emprunts et dettes à moyen et long termes ainsi que par les fonds de financement de garantie reçus par l'une des IMF. Ces deux comptes ont représenté 63,3 % de la rubrique.

### 5.6.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

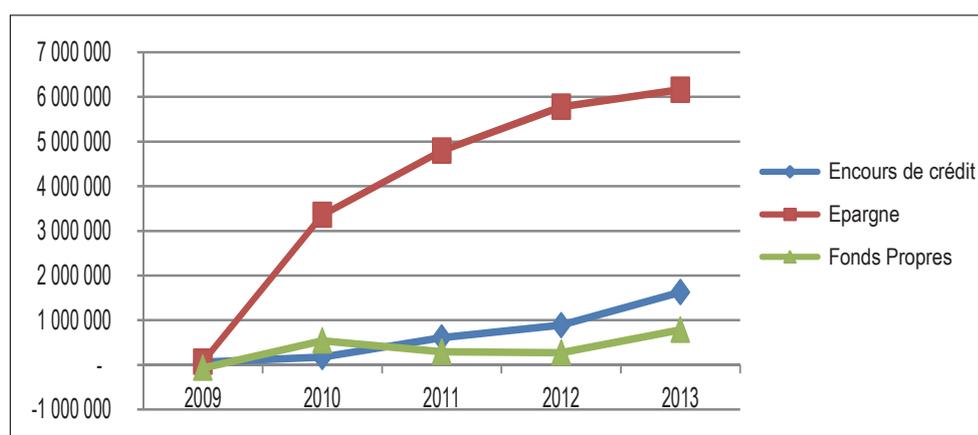
La tendance haussière a été observée au niveau de tous les agrégats, démontrant ainsi une corrélation entre les trois à fin 2013.

Tableau n° 75 : Evolution comparée de l'encours, de l'épargne et des fonds propres

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Var %
Encours de crédit	62 584	171 167	612 295	888 967	1 627 713	83,1
Epargne	68 377	3 357 464	4 794 644	5 780 039	6 160 903	6,6
Fonds Propres	- 8 681	542 710	294 797	273 385	782 775	186,3

Source : BCC

Graphique n° 49 : Evolution comparée de l'encours, de l'épargne et des fonds propres



L'évolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres a renseigné une forte augmentation de l'encours de crédit. Cependant, la transformation de l'épargne en crédit reste encore insignifiante, justifiant ainsi le niveau élevé du ratio des encaisses oisives.

Par ailleurs, bien que les fonds propres aient connu un accroissement sensible, le taux de capitalisation demeure encore faible.

#### 5.6.4 Analyse du compte d'exploitation

Le compte d'exploitation des ISFD de la Province a dégagé un résultat positif de USD 27 987 en 2013 contre USD 13 922 l'année précédente.

##### 5.6.4.1 Analyse des produits

Les produits réalisés par les institutions de la Province se sont accrus de 87,4 %, passant de USD 1 251 796 en 2012 à USD 2 346 292 une année plus tard.

Tableau n° 76 : Ventilation des produits

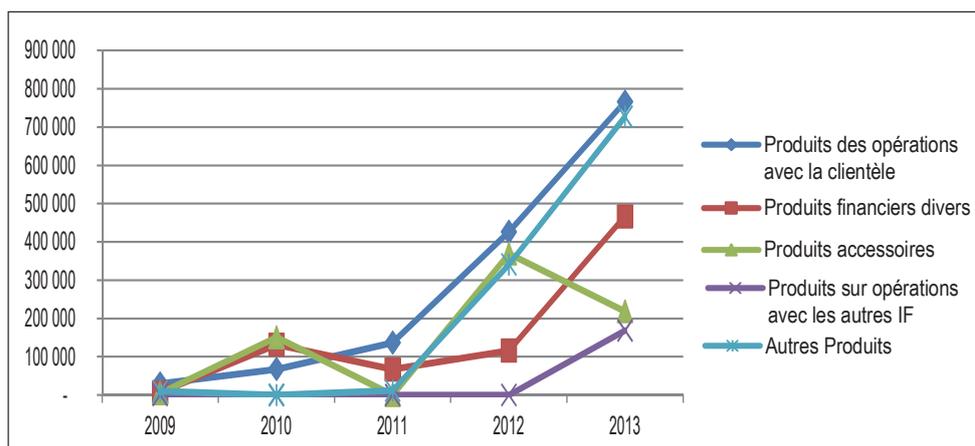
RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Produits des opérations avec la clientèle	30 020	67 544	136 346	425 903	765 865	32,6	79,8
Produits financiers divers	7 232	132 152	66 834	115 999	466 622	19,9	302,3
Produits accessoires	4 831	150 312	1 313 049	369 010	218 401	9,3	- 40,8
Produits sur opérations avec les autres IF	-	-	-	-	168 578	7,2	100,0
Autres Produits	9 808	-	11 763	340 884	726 826	31,0	113,2
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>51 891</b>	<b>350 008</b>	<b>214 943</b>	<b>1 251 796</b>	<b>2 346 292</b>	<b>100,0</b>	<b>87,4</b>

Source : BCC

Les produits des opérations avec la clientèle se sont chiffrés à USD 765 865 à fin décembre 2013 contre USD 425 903 une année plus tôt, soit une hausse de 79,8 %.

Quant aux autres produits, ils ont atteint USD 726 826 contre USD 340 884 en 2012, soit un accroissement de 113,2 %.

Graphique n° 50 : Ventilation des produits



En outre, il convient de relever un début de synergie entre les institutions de la Province et les autres intermédiaires financiers en 2013, attesté par la réalisation des produits évalués à USD 168 578.

#### 5.6.4.2 Analyse des charges

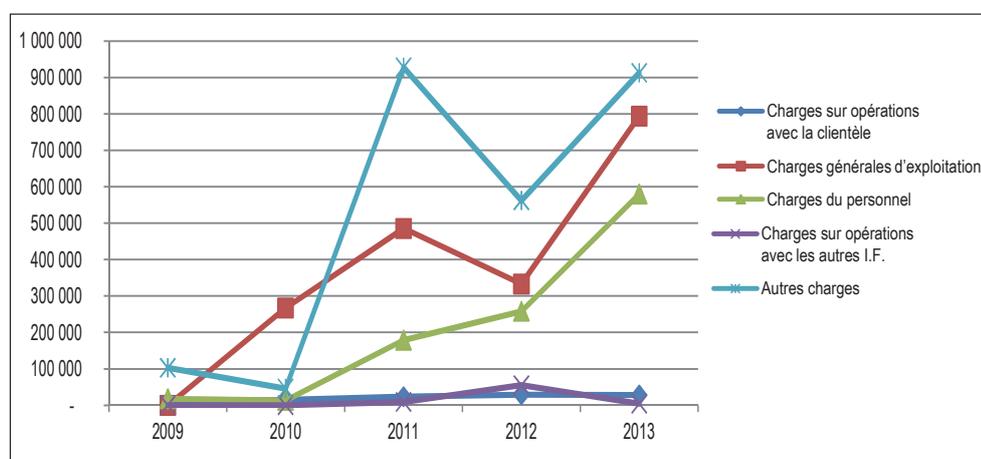
Le total des charges de l'année sous revue s'est situé à USD 2 318 305, accusant ainsi une hausse de 87,3 % par rapport à l'année précédente.

Tableau n° 77 : Ventilation des charges

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Charges sur opérations avec la clientèle	6 977	15 202	23 576	29 334	27 776	1,2	- 5,3
Charges générales d'exploitation	-	267 076	485 792	332 958	793 382	34,2	138,3
Charges du personnel	17 535	13 024	178 609	258 201	579 651	25,0	124,5
Charges sur opérations avec les autres IF	-	-	8 786	55 177	4 828	0,2	- 91,2
Autres charges	102 603	45 858	927 561	562 204	912 668	39,4	62,3
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>127 115</b>	<b>341 160</b>	<b>1 624 324</b>	<b>1 237 874</b>	<b>2 318 305</b>	<b>100,0</b>	<b>87,3</b>

Source : BCC

Graphique n° 51 : Ventilation des charges



Comme en 2012, les charges des ISFD de la province ont été constituées essentiellement par les charges générales d'exploitation, celles du personnel et les autres charges.

#### 5.6.4.3 Analyse du résultat net

En 2013, les institutions financières de la province ont réalisé un résultat net positif de USD 27 987 contre USD 13 922 en 2012, soit une progression de 101,0 %.

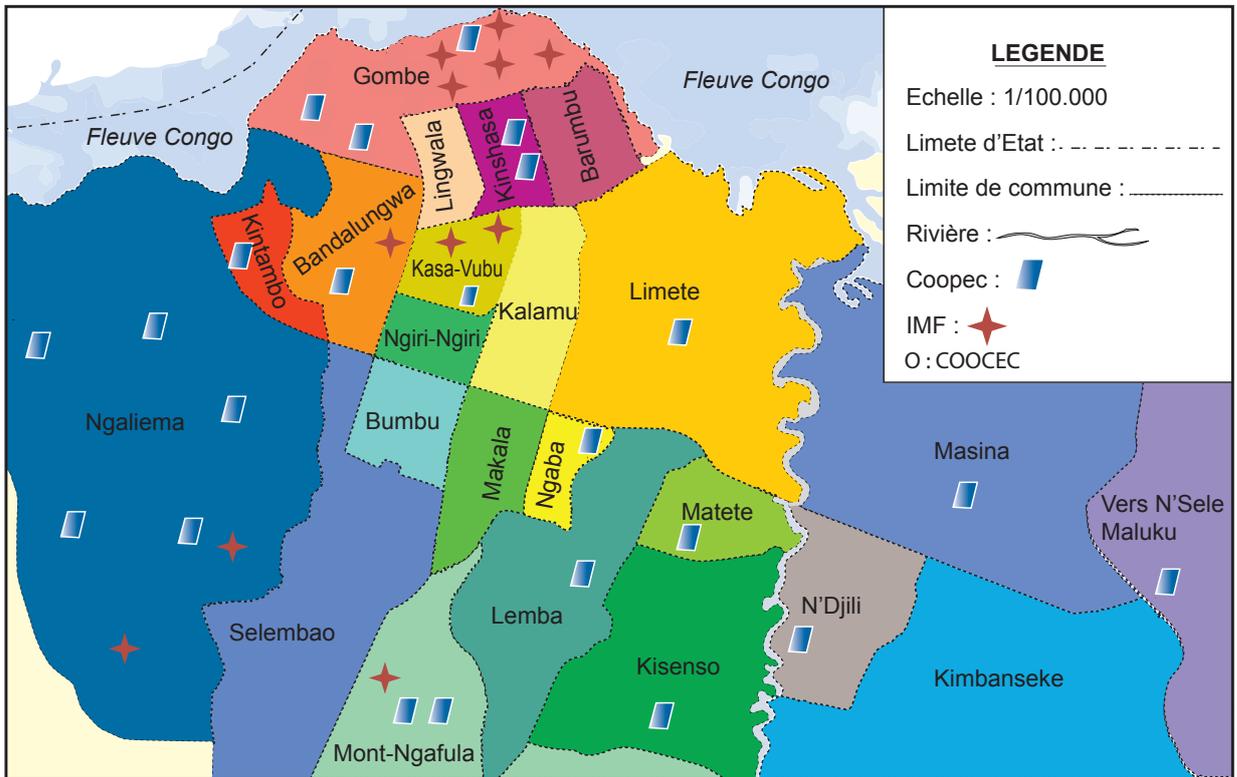
Tableau n° 78 : Ventilation du résultat net

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Produits	51 891	350 008	1 527 992	1 251 796	2 346 292
Charges	127 115	341 161	1 624 324	1 237 874	2 318 305
<b>Résultat net</b>	<b>- 75 224</b>	<b>8 847</b>	<b>- 96 332</b>	<b>13 922</b>	<b>27 987</b>

Source : BCC

L'autosuffisance opérationnelle globale s'est située à 79,1 % contre la norme admise de 119,4 %, indiquant que l'ensemble des ISFD n'ont pas totalement couvert leurs charges par les produits.

### 5.7 VILLE PROVINCE DE KINSHASA



Capitale de la République Démocratique du Congo, la Ville Province de Kinshasa bénéficie notamment de son rôle de centre administratif, économique et culturel.

Elle est limitée au Nord et à l'Est par la Province de Bandundu ainsi qu'au Sud et à l'Ouest par le Bas Congo. Par ailleurs, elle est séparée de la République du Congo par le Fleuve Congo.

S'agissant particulièrement du secteur de la microfinance, il y a lieu de relever que le nombre d'institutions est passé de 37 en 2012 à 34 à la clôture de l'exercice sous revue, soit une diminution de 8,1 %. Cette évolution négative a résulté essentiellement du retrait d'agrément de 2 institutions, de l'absorption d'une COOPEC par une autre et de la délocalisation du siège social d'une IMF de Kinshasa à Lubumbashi.

Les ISFD de la Ville Province de Kinshasa sont concentrées dans la Commune de la Gombe et ce, en raison principalement de sa position de centre des affaires. En ce qui concerne les autres communes, la répartition des institutions s'est présentée comme suit :

**Tableau n° 79 : Répartition géographique des ISFD dans la Capitale**

VILLES	2010 ©		2011 ©		2012		2013	
	Nbre ISFD	Part %						
Bandalungwa	1	2,6	1	2,4	3	8,1	2	5,9
Gombe	11	28,2	14	33,3	10	27,0	8	23,5
Kasa-Vubu	2	5,1	2	4,8	3	8,1	3	8,8
Kimbaseke	1	2,6	1	2,4	-	-	0	0,0
Kinshasa	3	7,7	3	7,1	3	8,1	2	5,9
Kisenso	-	0,0	-	0,0	0	-	1	2,9
Kintambo	2	5,1	2	4,8	2	5,4	1	2,9
Lemba	1	2,6	1	2,4	1	3	1	2,9
Limete	1	2,6	1	2,4	1	3	1	2,9
Maluku	-	-	1	2,4	1	3	1	2,9
Masina	2	5,1	2	4,8	1	3	1	2,9
Matete	2	5,1	2	4,8	1	3	1	2,9
Mont Ngafula	3	7,7	3	7,1	2	5	3	8,8
Ngaba	1	2,6	1	2,4	1	3	1	2,9
Ndjili	3	7,7	2	4,8	1	3	1	2,9
Ngaliema	5	12,8	5	11,9	6	16	7	20,6
NgiriNgiri	-	-	-	-	-	-	-	-
Selembao	1	2,6	1	2,4	-	-	-	-
Kalamu	-	-	-	-	1	3	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>39</b>	<b>100,0</b>	<b>42</b>	<b>100,0</b>	<b>37</b>	<b>100,0</b>	<b>34</b>	<b>100,0</b>

Source : BCC

A l'instar des autres provinces, la Ville Province de Kinshasa est restée caractérisée par la prédominance des institutions mutualistes sur les non mutualistes.

Tableau n° 80 : Répartition des ISFD de la province par catégorie

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
IMF	7	9	11	14	12
COOPEC	26	30	31	23	22
<b>TOTAL</b>	<b>33</b>	<b>39</b>	<b>42</b>	<b>37</b>	<b>34</b>

Source : BCC

Les IMF ont encore détenu une part de marché plus importante que les institutions mutualistes. Cette part s'est accrue de 6,3 %, passant de 64,8 % à fin décembre 2012 à 71,1 % à la clôture de 2013. Par ailleurs, Kinshasa est demeurée le principal pôle d'attraction des institutions non mutualistes.

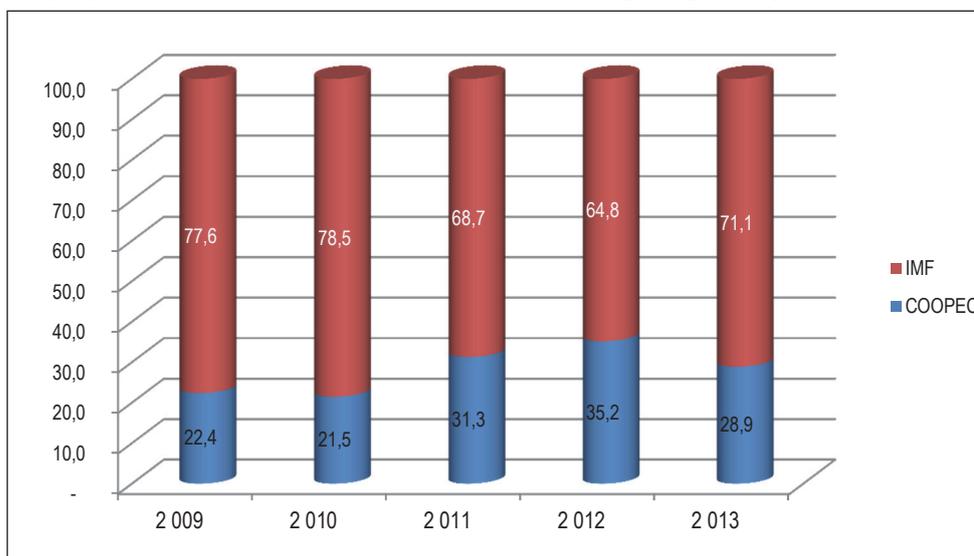
Tableau n° 81 : Part du total bilantaire des ISFD de la Capitale par catégorie

INSTITUTIONS	2009		2010		2011		2012		2013	
	Montant	Part %								
COOPEC	5 739 397	22,4	8 572 317	21,5	18 875 964	31,3	20 308 376	35,2	25 959 490	28,9
IMF	19 866 176	77,6	31 390 195	78,5	41 348 523	68,7	37 445 454	64,8	63 917 621	71,1
<b>TOTAL</b>	<b>25 605 573</b>	<b>100,0</b>	<b>39 962 512</b>	<b>100,0</b>	<b>60 224 487</b>	<b>100,0</b>	<b>57 753 830</b>	<b>100,0</b>	<b>89 877 111</b>	<b>100,0</b>

Source : BCC

Après une progression continue de la part de marché des institutions mutualistes, il a été observé une régression au terme de l'année 2013. L'analyse de la part des COOPEC a fait ressortir que les MECRE de Kinshasa ont détenu une part de marché de 73,9 % du total des COOPEC de la Province contre 68,2 % une année auparavant.

Graphique n° 52 : Part du total bilantaire des ISFD de la Capitale par catégorie



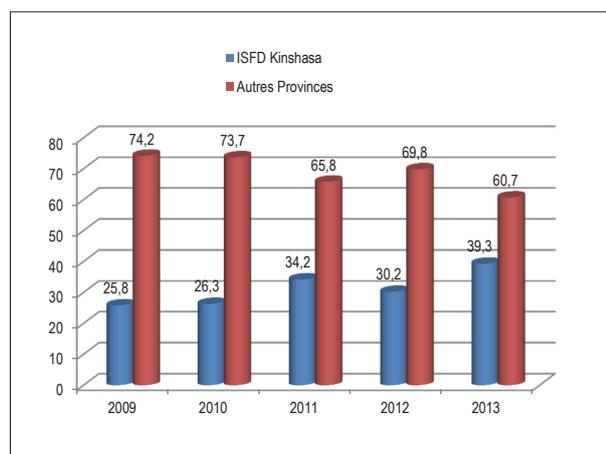
Par rapport au total bilantaire du secteur, les institutions de microfinance de Kinshasa ont détenu une part de marché de 39,3 %, nettement supérieure à celle de 2012 qui s'était située à 30,2 %.

Tableau n° 82 : Part du marché des ISFD de la Capitale dans le total du secteur

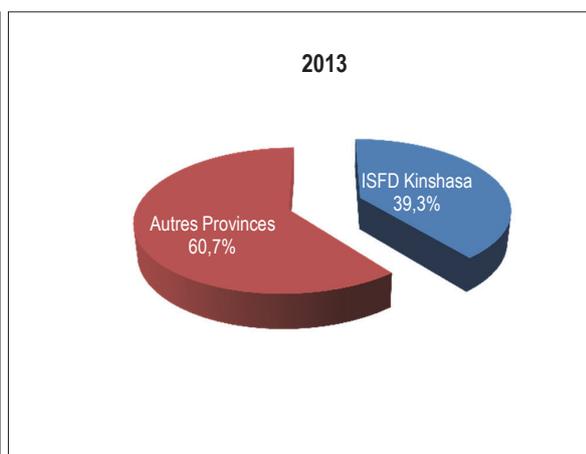
RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Total bilantaire	99 119 029	151 790 816	176 343 291	191 000 251	228 593 968
ISFD Kinshasa	25 605 573	39 962 513	60 224 487	57 753 830	89 877 111
<b>Part %</b>	<b>25,8</b>	<b>26,3</b>	<b>34,2</b>	<b>30,2</b>	<b>39,3</b>

Source : BCC

Graphique n° 53 : Evolution de la part du marché des ISFD de la Capitale dans le total du secteur



Graphique n° 54 : Part du marché des ISFD de la Capitale dans le total du secteur



En outre, sept institutions ont représenté 92,0 % du total bilantaire des ISFD de la Province et 36,2 % du total du secteur.

### 5.7.1 Analyse de l'actif

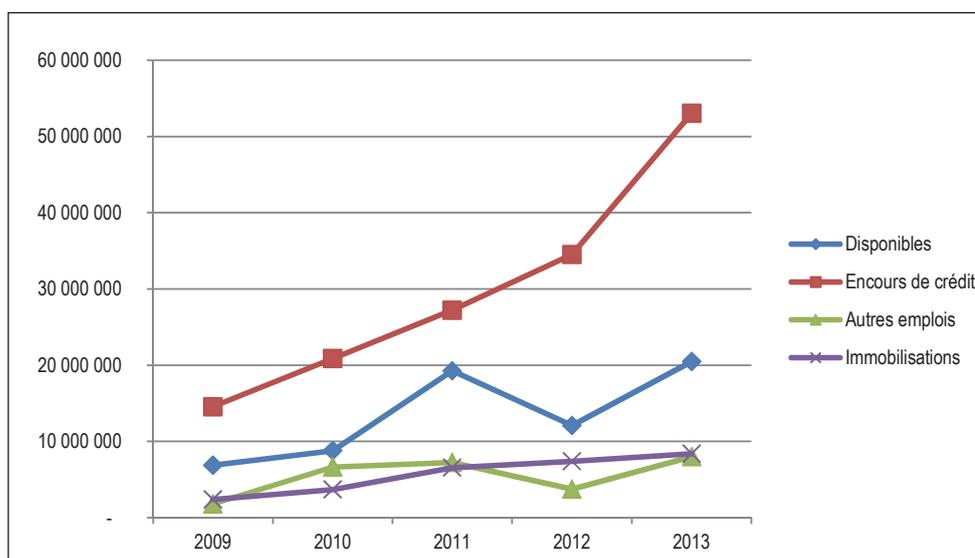
A la clôture de l'exercice sous revue, les postes de l'actif ont renseigné une prédominance de l'encours de crédit (59,0 %) suivi des disponibles (22,8 %) sur le total des emplois.

Tableau n° 83 : Ventilation des postes de l'actif

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012 ©	2013	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part % / Var %
Disponibles	6 873 720	8 785 830	19 251 439	12 091 783	20 461 131	22,8 / 69,2
Encours de crédit	14 561 226	20 870 872	27 212 918	34 531 745	53 048 204	59,0 / 53,6
Autres emplois	1 797 928	6 623 523	7 222 443	3 731 442	7 974 934	8,9 / 113,7
Immobilisations	2 378 699	3 682 288	6 537 689	7 398 860	8 392 842	9,3 / 13,4
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>25 611 573</b>	<b>39 962 513</b>	<b>60 224 489</b>	<b>57 753 830</b>	<b>89 877 111</b>	<b>100,0 / 55,6</b>

Source : BCC

Graphique n° 55 : Ventilation des postes de l'actif



Les postes de l'actif du bilan ont renseigné ce qui suit :

#### 5.7.1.1 Disponibles

Comparé à l'année précédente, les disponibles ont enregistré une hausse de 69,2 % en 2013, passant de USD 12 091 783 à fin 2012 à USD 20 461 131. Cette situation est expliquée notamment par l'augmentation de l'épargne et des fonds propres de certaines institutions.

La liquidité immédiate s'est située à 66,1 %, bien au-delà du plancher réglementaire de 20,0 %. Le taux d'encaisses oisives a été de 22,8 %, légèrement au-dessus du plafond de 20,0 %.

#### 5.7.1.2 Encours de crédit

Au terme de l'exercice 2013, l'encours de crédit s'est établi à USD 53 048 204 contre USD 34 531 745 une année plus tôt, soit une augmentation de 53,6 %. Cette situation est tributaire notamment de l'élargissement des réseaux d'exploitation de quelques institutions.

Le taux d'encours de crédit n'a été que de 59,0 % par rapport à la norme de 70,0 %. S'agissant de la qualité du portefeuille de crédit, le PAR30 s'est fixé à 4,7 %, conforme à la norme de 5,0 %.

#### 5.7.1.3 Autres emplois

Cette rubrique a renseigné un montant de USD 7 974 934 à fin décembre 2013 contre USD 3 731 442 une année auparavant, soit un accroissement de 113,7 %. Cette hausse a été induite particulièrement par les opérations en attente de régularisation qui ont représenté 46,5 % du total de cette rubrique.

### 5.7.1.4 Immobilisations nettes

Les immobilisations nettes ont connu au cours de l'exercice sous revue une augmentation de 13,4 %, s'établissant à USD 8 392 842 en 2013 contre USD 7 398 860 une année auparavant.

S'agissant du taux des immobilisations, dont la norme maximale est fixée à 10,0 %, il a atteint 9,3 % en 2013 contre 6,5 % une année plus tôt.

### 5.7.2 Analyse du passif

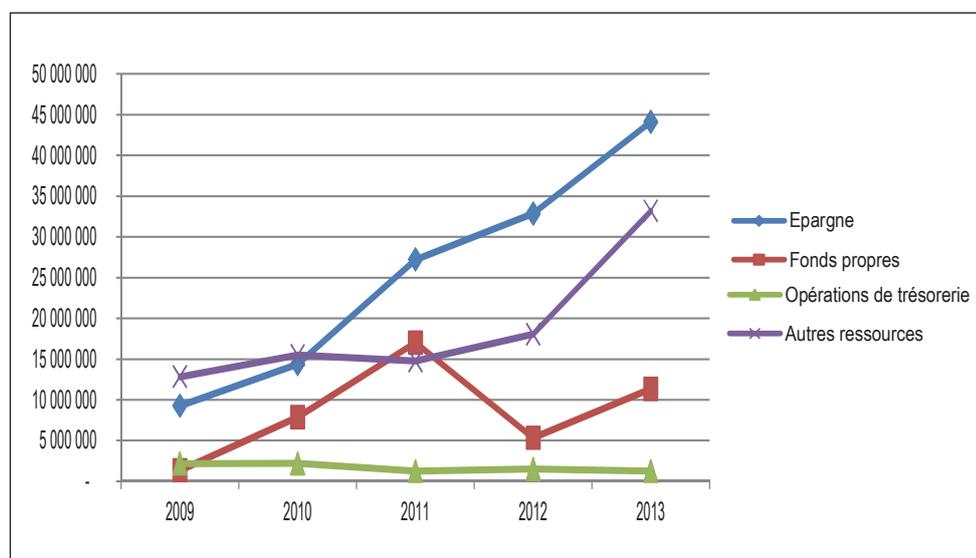
L'épargne et les autres ressources sont demeurées les principales sources de financement avec chacune une part respective de 49,1 % et 36,9 % en 2013.

Tableau n° 84 : Ventilation des postes du passif

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012 <sup>®</sup>	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Epargne	9 254 085	14 387 913	27 208 533	32 864 170	44 107 405	49,1	34,2
Fonds propres	1 358 931	7 884 683	17 025 871	5 327 778	11 355 180	12,6	113,1
Opérations de trésorerie	2 177 587	2 209 804	1 247 377	1 511 696	1 251 813	1,4	-17,2
Autres ressources	12 814 970	15 480 113	14 742 706	18 050 186	33 162 713	36,9	83,7
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>25 605 573</b>	<b>39 962 513</b>	<b>60 224 487</b>	<b>57 753 830</b>	<b>89 877 111</b>	<b>100,0</b>	<b>55,6</b>

Source : BCC

Graphique n° 56 : Ventilation des postes du passif



L'analyse des postes du passif du bilan a indiqué ce qui suit :

### 5.7.2.1 Epargne

Le volume de l'épargne a atteint USD 44 107 405 en 2013 contre USD 32 864 170 une année plus tôt, soit une hausse de 34,2 %. Cette situation est consécutive à la mise en place des stratégies de collecte de l'épargne, dont notamment les effets de la campagne de sensibilisation à l'épargne ainsi qu'à l'utilisation des agents bancaires par une institution non mutualiste.

### 5.7.2.2 Fonds propres

Les fonds propres de l'ensemble des institutions de microfinance de la Province se sont accrus de 113,1 %, passant de USD 5 327 774 en 2012 à USD 11 355 180, à la suite principalement de nouveaux apports reçus par quelques institutions de la capitale.

Bien que le ratio de capitalisation se soit amélioré, passant de 9,2 % en 2012 à 12,6 %, il demeure encore inférieur au plancher de 15,0 %.

### 5.7.2.3 Opérations de trésorerie

Les opérations de trésorerie ont enregistré une baisse de 17,2 %, s'établissant à USD 1 251 813 à fin 2013 contre USD 1 511 696 une année plus tôt.

### 5.7.2.4 Autres ressources

Les autres ressources ont représenté 36,9 % du total bilantaire, se chiffrant à USD 33 162 713 après s'être établies à USD 18 050 185 une année plus tôt, soit une augmentation de 83,7 %. Cette progression a résulté principalement des emprunts et dettes à moyen et long termes qui ont représenté 73,7 % du total des ressources.

## 5.7.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

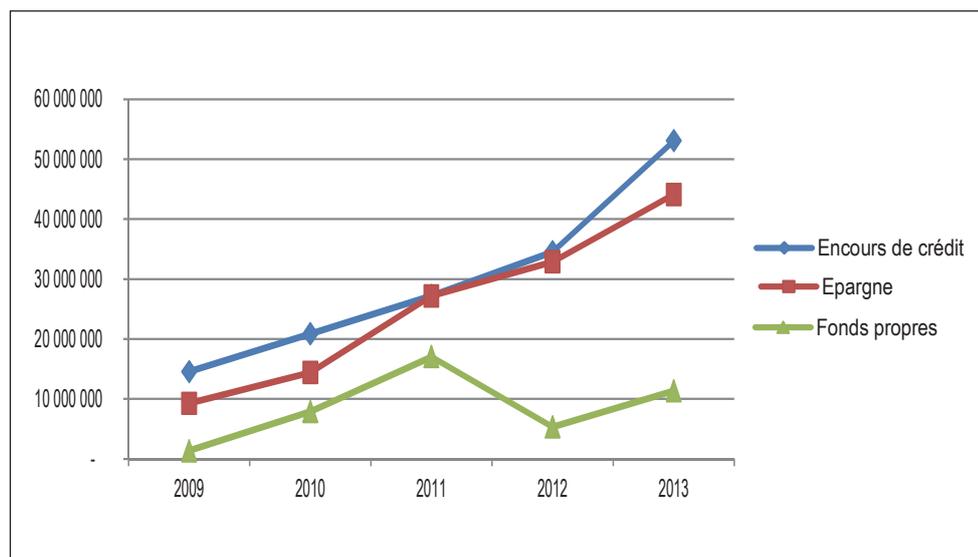
Tous les agrégats ont connu des tendances à la hausse bien qu'à des proportions différentes. Par ailleurs, cette tendance est observée au niveau de l'épargne et de l'encours de crédit et ce, depuis 2009. En outre, l'accroissement plus que proportionnel de l'encours net de crédit a découlé, en sus de la bonne mobilisation de l'épargne, des autres éléments du passif exigible détenus par les IMF.

Tableau n° 85 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Var %
Encours de crédit	14 561 226	20 870 872	27 212 918	34 531 745	53 048 204	53,6
Epargne	9 254 085	14 387 913	27 208 533	32 864 170	44 107 405	34,2
Fonds propres	1 358 931	7 884 683	17 025 871	5 327 778	11 355 180	113,1

Source : BCC

Graphique n° 57 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres



#### 5.7.4 Analyse du compte d'exploitation

Le résultat déficitaire des ISFD de Kinshasa a été réduit sensiblement d'une année à l'autre, passant de USD 1 604 977 en 2012 à USD 153 385 une année plus tard.

##### 5.7.4.1 Analyse des produits

A la clôture de l'exercice sous revue, les institutions de microfinance de la Ville Province de Kinshasa ont généré des produits de USD 33 403 945, accusant ainsi un accroissement de 41,8 %.

La ventilation des produits a ressorti ce qui suit :

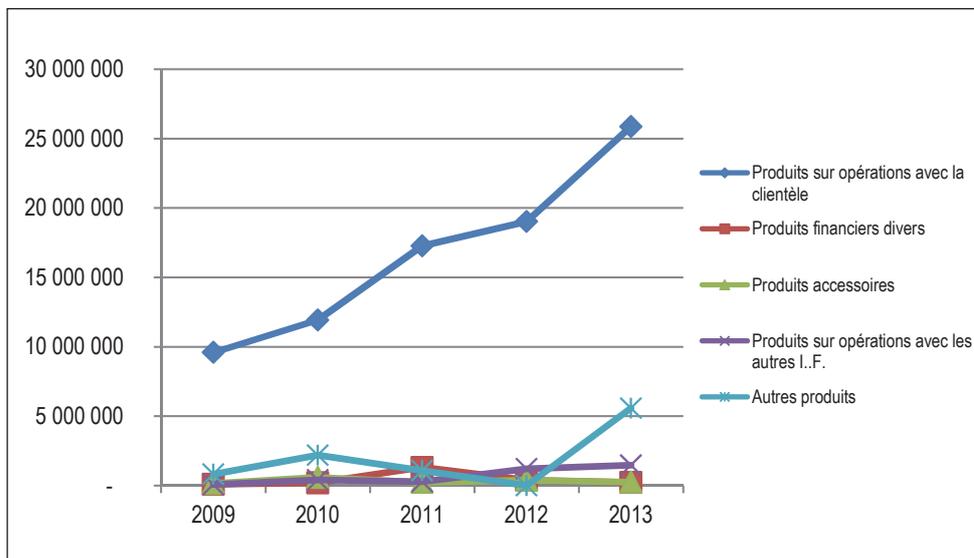
Tableau n° 86 : Ventilation des produits

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012 ®	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Produits sur opérations avec la clientèle	9 591 807	11 938 564	17 272 528	19 021 766	25 871 459	77,5	36,0
Produits financiers divers	87 950	204 033	1 317 291	399 711	231 833	0,7	- 42,0
Produits accessoires	149 265	594 080	227 340	388 309	245 515	0,7	- 36,8
Produits sur opérations avec les autres IF	68 900	419 519	273 175	1 218 444	1 477 960	4,4	21,3
Autres produits	813 962	2 194 305	1 078 627	2 532 434	5 577 178	16,7	120,2
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>10 711 884</b>	<b>15 350 501</b>	<b>20 168 961</b>	<b>21 028 230</b>	<b>33 403 945</b>	<b>100,0</b>	<b>41,8</b>

Source : BCC

Les produits des opérations avec la clientèle ont constitué l'essentiel des revenus des ISFD avec une part de 77,5 %.

Graphique n° 58 : Ventilation des produits



Quant aux autres produits, ils se sont accrus de 120,2 % d'une année à l'autre, s'établissant à USD 5 577 179 à fin 2013 contre USD 2 532 435 à fin 2012. Cette situation a été induite principalement par les reprises des provisions et récupérations sur créances irrécouvrables.

#### 5.7.4.2 Analyse des charges

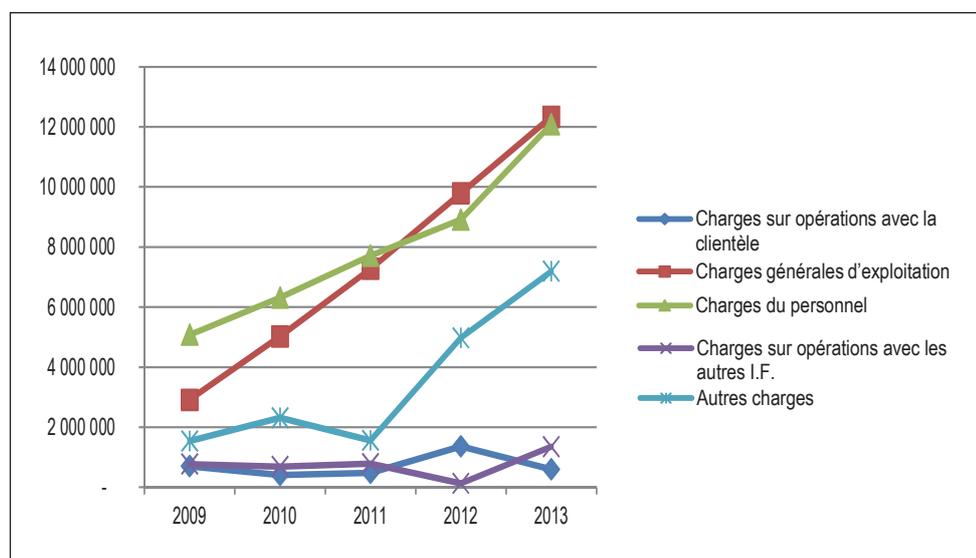
A fin 2013, les charges d'exploitation de l'ensemble des ISFD de Kinshasa se sont chiffrées à USD 33 557 330, soit une augmentation sensible de 33,3 % par rapport à 2012.

Tableau n° 87 : Ventilation des charges

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	MONTANT	Part %	Var %
Charges sur opérations avec la clientèle	699 142	407 892	477 681	1 360 194	597 866	1,8	- 56,0
Charges générales d'exploitation	2 914 659	5 019 906	7 271 417	9 790 780	12 334 416	36,8	26,0
Charges du personnel	5 079 058	6 313 464	7 711 947	8 913 338	12 086 389	36,0	35,6
Charges sur opérations avec les autres I.F.	770 936	688 681	785 952	128 278	1 349 172	4,0	951,8
Autres charges	1 537 328	2 315 016	1 562 589	4 973 051	7 189 487	21,4	44,6
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>11 001 123</b>	<b>14 744 959</b>	<b>17 809 586</b>	<b>25 165 641</b>	<b>33 557 330</b>	<b>100,0</b>	<b>33,3</b>

Source : BCC

Graphique n° 59 : Ventilation des charges



Le poids des charges générales d'exploitation et celles du personnel mises ensemble a représenté 72,8 % du total des charges.

#### 5.7.4.3. Analyse du résultat net

Globalement, les activités des ISFD de la Ville Province de Kinshasa se sont soldées par un résultat net négatif moins important qu'en 2012. Cette situation est consécutive au progrès observé au niveau de la qualité du portefeuille crédit et à la maîtrise des charges dans le chef de quelques institutions.

Tableau n° 88 : Ventilation du résultat net

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Produits	10 711 884	15 350 501	20 168 961	23 560 664	33 403 945
Charges	11 001 123	14 744 959	17 809 586	25 165 641	33 557 330
<b>Résultat net</b>	<b>- 289 239</b>	<b>605 542</b>	<b>2 359 375</b>	<b>- 1 604 977</b>	<b>- 153 385</b>

Source BCC

L'autosuffisance opérationnelle globale s'est située à 93,2 % contre la norme de 119,4 %.

## 5.8 PROVINCE DU MANIEMA



Le Maniema est limité au Nord par la Province Orientale, à l'Est par les Nord et Sud Kivu, au Sud par le Katanga et à l'Ouest par le Kasai Oriental.

Province enclavée, le Maniema est essentiellement agricole et minier.

S'agissant des activités de la microfinance en 2013, cette Province n'a pas connu d'évolution en termes d'institutions agréées par la BCC. Le nombre est demeuré le même, soit trois (3) Coopératives d'Épargne et de Crédit, toutes localisées dans la Ville de Kindu.

**Tableau n° 89 : Répartition géographique des ISFD dans la Province**

VILLE	2011		2012		2013	
	Nbre ISFD	Var %	Nbre ISFD	Var %	Nbre ISFD	Var %
Kindu	4	100,0	3	100,0	3	100,0

Source : BCC

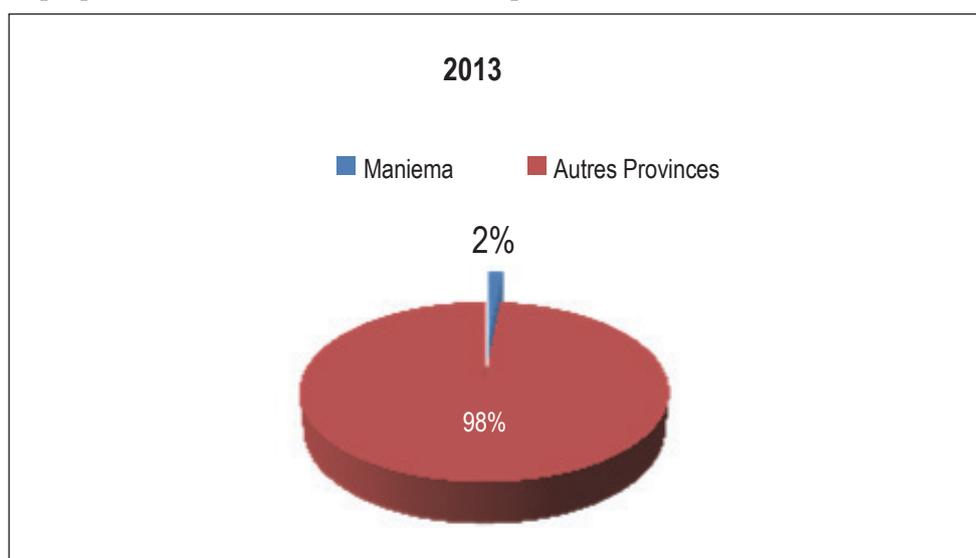
Le total bilantaire des institutions de la Province du Maniema est demeuré quasi stationnaire, s'établissant à USD 3 500 992 en 2013 contre USD 3 477 046 en 2012, soit une variation de 0,7 %.

**Tableau n° 90 : Part du marché des ISFD de la province dans le total du secteur**

RUBRIQUE	2009	2010	2011	2012	2013
Total bilantaire	99 119 029	151 790 816	176 343 291	191 000 251	228 593 968
ISFD Maniema	509 074	2 883 268	2 685 906	3 477 046	3 500 992
Part en %	0,5	1,9	1,5	1,8	1,5

Source : BCC

**Graphique n° 60 : Part du marché des ISFD de la province dans le total du secteur**



Source : BCC

La part du marché des ISFD de cette Province a connu une légère baisse d'une année à l'autre, consécutive à une moindre performance par rapport aux institutions des autres coins du pays. Elle s'est établie à 1,5 % de l'ensemble du secteur après avoir atteint 1,8 % en 2012.

### 5.8.1 Analyse de l'actif

L'analyse de l'actif des ISFD de la Province a renseigné que la part de l'encours de crédit a représenté plus de la moitié du total actif, soit 58,7 %.

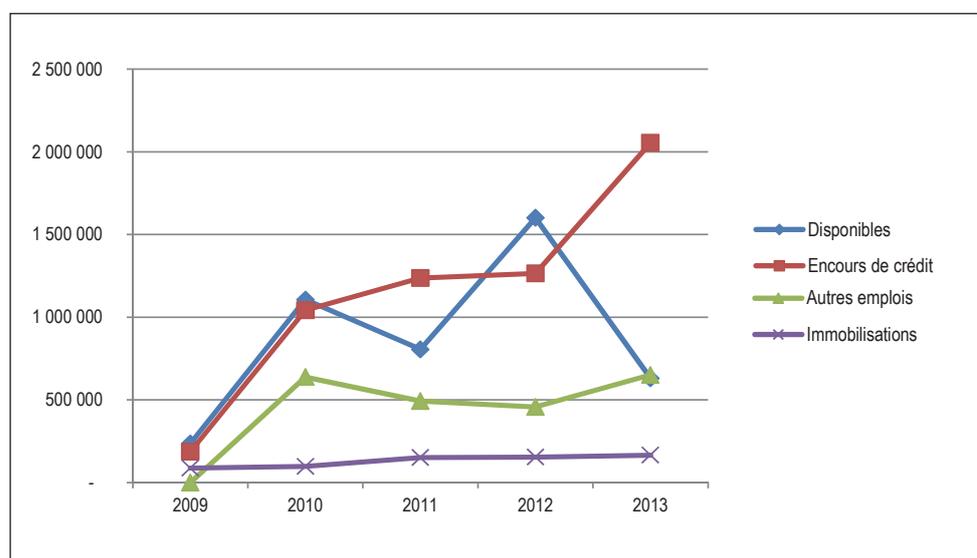
Par ailleurs, il a été noté un accroissement sensible de l'encours de crédit, dénotant une amélioration de l'activité d'octroi de crédit dans cette partie du pays.

Tableau n° 91 : Ventilation des postes de l'actif

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Disponibles	235 526	1 106 265	805 297	1 601 389	629 995	18,0	-60,7
Encours de crédit	186 543	1 041 497	1 237 201	1 265 237	2 055 141	58,7	62,4
Autres emplois	-	638 172	492 063	456 481	650 396	18,6	42,5
Immobilisations	87 005	97 334	151 345	153 939	165 460	4,7	7,5
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>509 074</b>	<b>2 883 268</b>	<b>2 685 906</b>	<b>3 477 046</b>	<b>3 500 992</b>	<b>100,0</b>	<b>0,7</b>

Source : BCC

Graphique n° 61 : Ventilation des postes de l'actif



L'analyse de chaque poste de l'actif du bilan a renseigné ce qui suit :

#### 5.8.1.1 Disponibles

Les valeurs disponibles se sont établies à USD 629 995 à fin 2013 contre USD 1 601 389 une année plus tôt, soit une régression de 60,7 %.

La liquidité immédiate s'est fixée à 36,9 % contre le plancher réglementaire de 20,0 %. Le taux d'encaisses oisives s'est situé à 18,0 %, compatible avec la norme de 20,0 %. Cette

situation a dénoté que les ISFD de la Province ont amélioré le taux de l'encours de crédit par rapport à l'année précédente.

### 5.8.1.2 Encours de crédit

L'encours de crédit s'est accru de 62,4 %, se situant à USD 2 055 141 à fin 2013 contre USD 1 265 237 une année auparavant.

Le taux d'encours de crédit, bien qu'en deçà de la norme réglementaire de 70,0 %, s'est sensiblement amélioré, passant de 36,4 % en 2012 à 58,7 % en 2013.

Le PAR<sub>30</sub> s'est fixé à 71,6 % pour l'ensemble des ISFD de la Province, largement au-delà de la norme de 5,0 %. Ce niveau élevé des créances litigieuses a été induite par la plus grande institution de la Province.

### 5.8.1.3 Immobilisations nettes

Les immobilisations nettes se sont chiffrées à USD 165 460 à fin 2013 contre USD 153 939 une année plus tôt, enregistrant ainsi une hausse de 7,5 %.

Le taux des immobilisations s'est établi à 4,7 %, respectant la limite maximale de 10,0 %.

### 5.8.1.4 Autres emplois

Les autres emplois ont connu une augmentation de 42,5 %, s'établissant à USD 650 396 à fin 2013 contre USD 456 481 une année plus tôt.

## 5.8.2 Analyse du passif

A l'instar de l'année 2012, l'épargne est demeurée la principale ressource des ISFD de la province avec une part de 86,1 % du total passif.

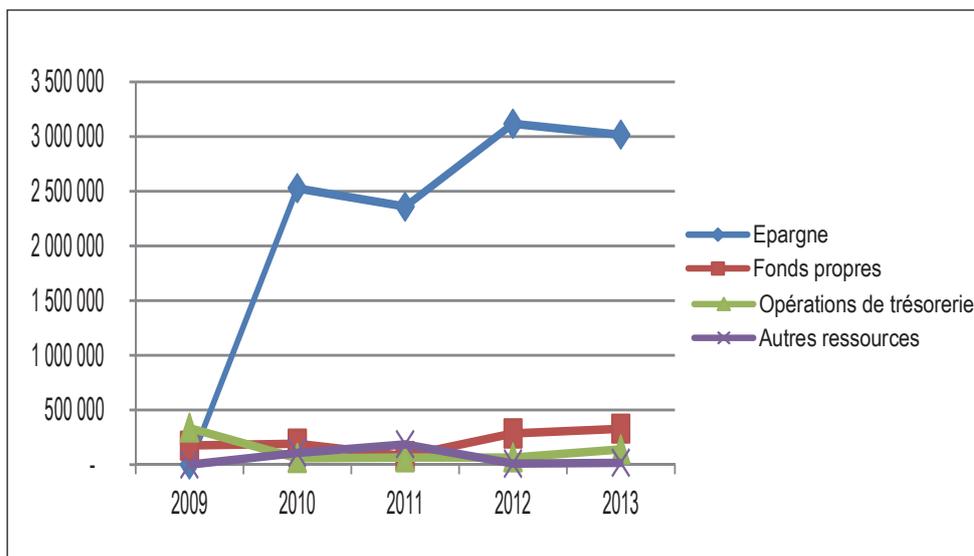
Tableau n° 92 : Ventilation des postes du passif

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Epargne	-	2 525 832	2 360 205	3 117 156	3 015 936	86,1	-3,2
Fonds propres	174 241	191 133	76 120	284 356	328 701	9,4	15,6
Opérations de trésorerie	334 833	58 534	65 364	65 534	139 121	4,0	112,3
Autres ressources	-	107 768	184 217	10 000	17 234	0,5	72,3
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>509 074</b>	<b>2 883 267</b>	<b>2 685 906</b>	<b>3 477 046</b>	<b>3 500 992</b>	<b>100,0</b>	<b>0,7</b>

Source : BCC

Le tableau ci-dessous démontre que tous les postes du passif ont enregistré des accroissements significatifs à l'exception de l'épargne.

Graphique n° 62 : Ventilation des postes du passif



L'analyse des postes du passif a indiqué ce qui suit :

#### 5.8.2.1 Epargne

Les épargnes se sont établies à USD 3 015 936 à la clôture de l'exercice sous revue contre USD 3 117 156 une année plus tôt, soit une légère diminution 3,2 %. Cette situation est induite principalement par la stagnation des activités de mobilisation de l'épargne par deux institutions de la Province.

#### 5.8.2.2 Fonds propres

A la clôture de l'exercice 2013, les fonds propres se sont situés à USD 328 701 contre USD 284 356 une année plus tôt, soit une augmentation de 15,6 %.

Le taux de capitalisation est demeuré inférieur à la norme de 15,0 %, soit 9,4 %.

#### 5.8.2.3 Opérations de trésorerie

Les opérations de trésorerie se sont accrues sensiblement de 112,3 %, passant de USD 65 534 à fin 2012 à USD 139 121 une année plus tard.

#### 5.8.2.4 Autres ressources

Les autres ressources ont enregistré une augmentation de 72,3 %, se chiffrant à USD 17 234 à fin 2013 contre USD 10 000 une année plus tôt.

### 5.8.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

Le tableau ci-dessous renseigne une divergence des tendances entre, d'une part, l'encours de crédit et les fonds propres qui augmentent et, d'autre part, les épargnes qui diminuent.

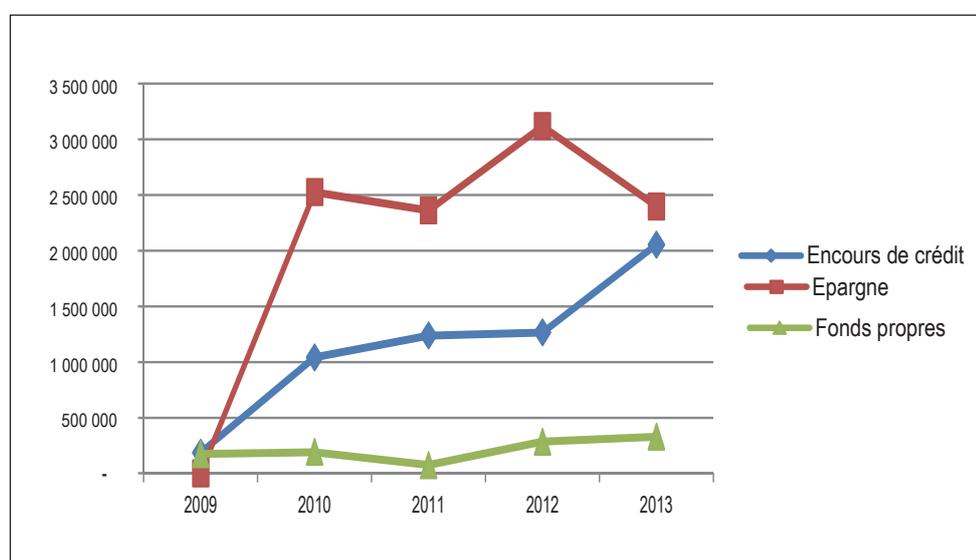
Tableau n° 93 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Var %
Encours de crédit	186 543	1 041 497	1 237 201	1 265 237	2 055 141	62,4
Epargne	-	2 525 832	2 360 205	3 117 156	2 397 089	-23,1
Fonds propres	174 241	191 133	76 120	284 356	328 701	15,6

Source : BCC

L'amélioration sensible des opérations de crédit n'a pas induit un accroissement substantiel des fonds propres et ce, en raison de la mauvaise qualité du portefeuille de crédit.

Graphique n° 63 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres



#### 5.8.4 Analyse du compte d'exploitation des ISFD

Le compte d'exploitation des ISFD de la Province du Maniema à fin 2013 a affiché un solde négatif de USD 49 605 contre une perte de USD 48 701 une année plus tôt, soit une détérioration du résultat de 1,9 %.

##### 5.8.4.1 Analyse des produits

Les institutions de microfinance de la Province ont généré des produits évalués à USD 371 087 à fin 2013 contre USD 358 236 une année plus tôt, dégageant ainsi une hausse de 3,6 %.

La ventilation des produits a ressorti ce qui suit :

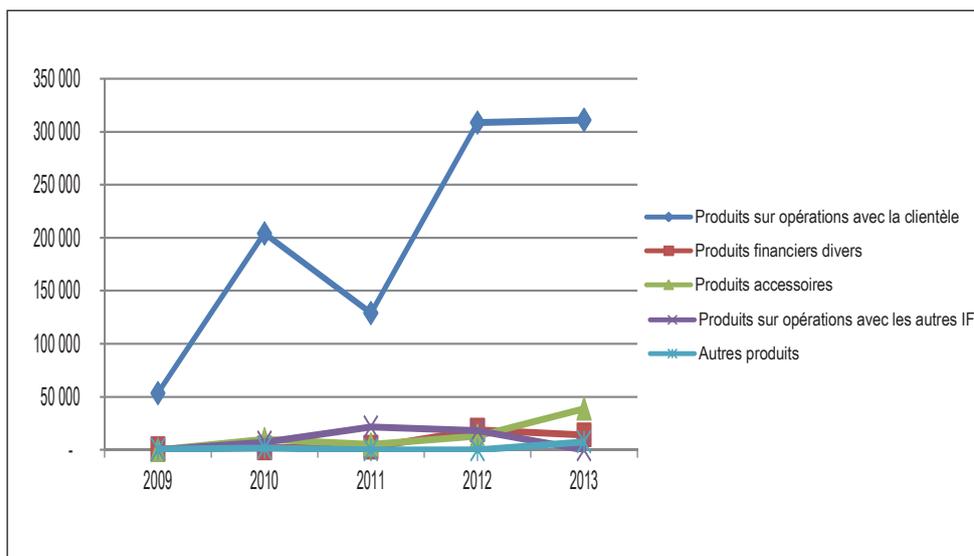
Tableau n° 94 : Ventilation des produits

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part % Var %
Produits sur opérations avec la clientèle	53 467	204 220	129 003	308 510	310 877	83,8 0,8
Produits financiers divers	1 029	1 802	2 301	18 626	13 991	3,8 - 24,9
Produits accessoires	-	10 005	5 153	13 100	38 823	10,5 196,4
Produits sur opérations avec les autres IF	-	7 200	21 600	18 000	-	- - 100,0
Autres produits	753	1 776	-	-	7 396	2,0 -
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>55 249</b>	<b>225 003</b>	<b>158 057</b>	<b>358 236</b>	<b>371 087</b>	<b>100,1 3,6</b>

Source : BCC

Hormis les produits financiers et ceux sur opérations avec les autres intermédiaires financiers qui ont connu des régressions respectives de 24,9 % et 100,0 %, toutes les autres rubriques des produits ont enregistré des augmentations.

Graphique n° 64 : Ventilation des produits



#### 5.8.4.2 Analyse des charges

Les charges d'exploitation de l'exercice sous revue ont connu un accroissement de 3,4 %, passant de USD 406 937 à fin 2012 à USD 420 692 une année plus tard.

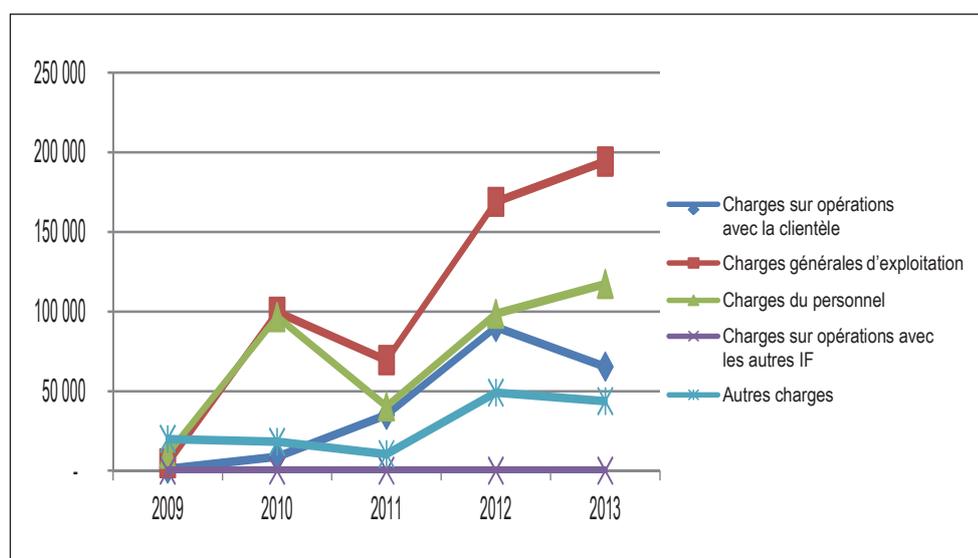
Tableau n° 95 : Ventilation des charges

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var. %
Charges sur opérations avec la clientèle	1 291	8 819	34 875	90 330	65 402	15,5	- 27,6
Charges générales d'exploitation	4 602	99 690	69 388	168 907	194 334	46,2	15,1
Charges du personnel	10 641	96 602	40 317	98 603	117 248	27,9	18,9
Charges sur opérations avec les autres IF	-	-	-	-	-	-	-
Autres charges	19 715	18 158	10 427	49 097	43 708	10,4	- 11,0
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>36 249</b>	<b>223 269</b>	<b>155 007</b>	<b>406 937</b>	<b>420 692</b>	<b>100,0</b>	<b>3,4</b>

Source : BCC

L'évolution croissante des charges des ISFD de la Province a été induite par les charges générales d'exploitation et celles du personnel avec des parts respectives de 46,2 % et 27,9 % du total des charges.

Graphique n° 65 : Ventilation des charges



### 5.8.4.3 Analyse du résultat net

A l'instar de l'exercice 2012, le résultat net consolidé de la province s'est soldé par une perte de USD 49 605 à fin 2013, induite par une augmentation plus que proportionnelle des charges par rapport à celle des produits.

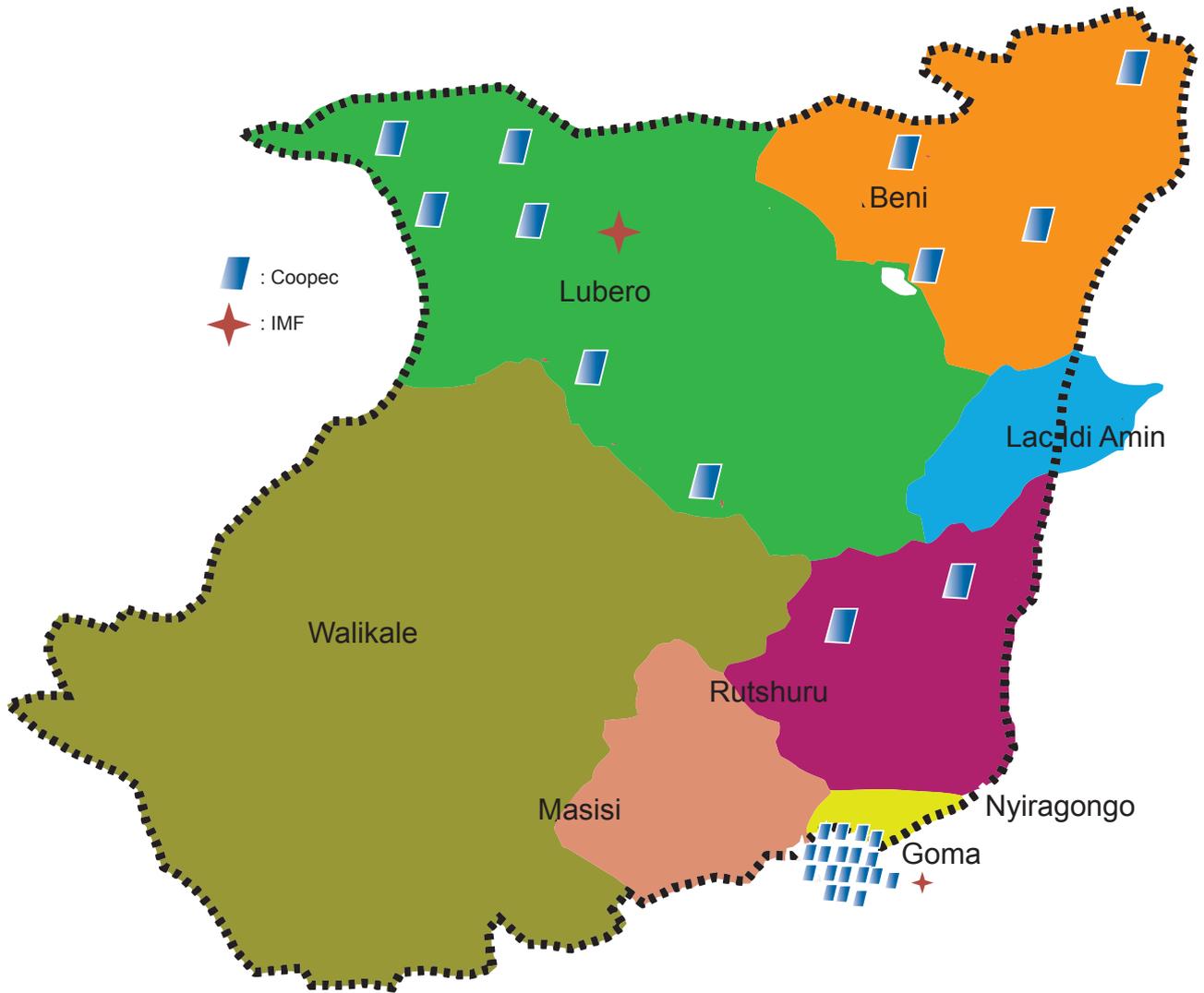
Tableau n° 97 : Ventilation du résultat net

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Produits	55 249	225 003	158 057	347 606	371 087
Charges	36 249	223 269	155 007	417 567	420 692
<b>Résultat net</b>	<b>19 000</b>	<b>1 734</b>	<b>3 050</b>	<b>- 69 961</b>	<b>- 49 605</b>

Source : BCC

L'autosuffisance opérationnelle de la Province est demeurée quasi-constante, soit 88,2 % en 2013 et ce, en deçà de la norme de 119,4 %.

### 5.9 PROVINCE DU NORD KIVU



Le Nord Kivu est borné au Nord par la Province Orientale, à l'Ouest par le Maniema et au Sud par le Sud Kivu. Cette Province partage des frontières avec l'Ouganda et le Rwanda à l'Est du pays.

Riche en minerais, la Province du Nord Kivu est également un foyer d'activités agropastorales.

Pour ce qui est du secteur de la microfinance en 2013, la Province du Nord-Kivu a vu le nombre de ses institutions diminuer en raison principalement du retrait d'agrément de 7 COOPEC aux équilibres fondamentaux rompus et ce, malgré l'agrément d'une nouvelle institution mutualiste.

Ainsi, leur nombre est passé de 38 en 2012 à 32 à la fin de l'exercice sous revue, indiquant ainsi une régression de 15,8 %.

Les Villes de GOMA et BUTEMBO ont été les principaux pôles d'attraction des institutions de microfinance dans cette partie du pays. A elles seules, ces villes ont représenté 71,9 % du nombre d'institutions agréées dans cette Province.

**Tableau n° 97 : Répartition géographique des ISFD dans la province**

VILLES	2010		2011		2012		2013	
	Nbre ISFD	Nbre ISFD	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %
GOMA	26	27	24	63,2	18	56,3	18	56,3
BUTEMBO	6	6	5	13,2	5	15,6	5	15,6
BENI	3	3	2	5,3	2	6,3	2	6,3
KIRUMBA	2	2	2	5,3	2	6,3	2	6,3
KIWANJA	2	2	-	-	-	-	-	-
KANYABAYONGA	1	1	-	-	-	-	-	-
LUBERO	1	1	1	2,6	1	3,1	1	3,1
NYAMILIMA	1	1	1	2,6	1	3,1	1	3,1
OICHA	1	1	1	2,6	1	3,1	1	3,1
RUTSHURU	1	1	-	-	-	0,0	-	-
VITSHUMBIRI	1	1	1	2,6	1	3,1	1	3,1
BUTURANDE	-	-	1	2,6	1	3,1	1	3,1
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>46</b>	<b>38</b>	<b>100,0</b>	<b>32</b>	<b>100,0</b>	<b>32</b>	<b>100,0</b>

Source : BCC

L'analyse par catégorie d'institutions a relevé que les Coopératives d'Épargne et de Crédit ont constitué l'essentiel des ISFD de la Province. Les Institutions de Micro Finance n'ont représenté que 6,2 % du total d'institutions agréées.

**Tableau n° 98 : Répartition des ISFD de la province par catégorie**

CATEGORIE	2010	2011	2012	2013
COOPEC	40	44	36	30
IMF	5	2	2	2
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>46</b>	<b>38</b>	<b>32</b>

Source : BCC

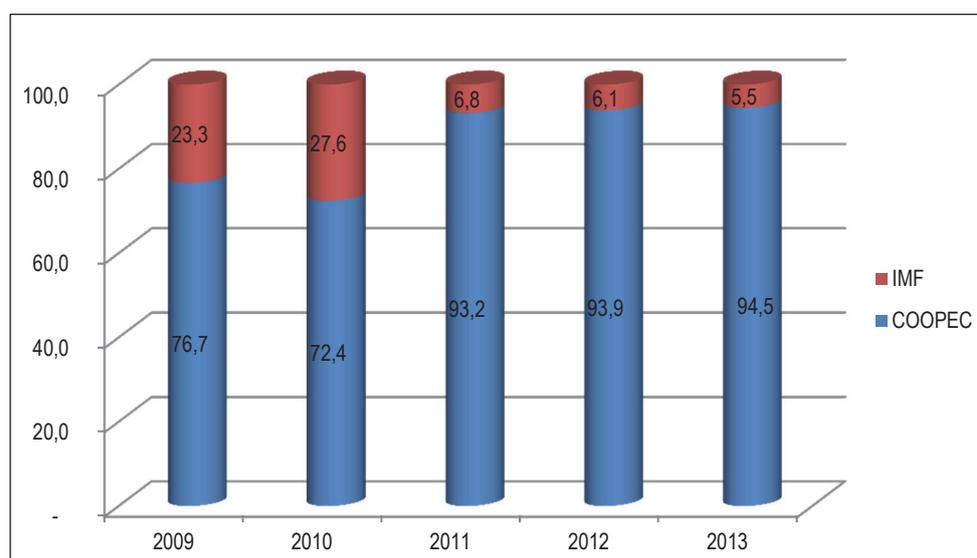
Il ressort du tableau ci-dessous que les institutions mutualistes se sont arrogé 94,5 % du total bilantaire des ISFD de la Province contre 93,9 % une année plus tôt. Par ailleurs, elles ont réalisé de meilleures performances par rapport aux IMF dont la variation de 2012 à 2013 a renseigné une baisse d'activités de 5,2 %.

Tableau n° 99 : Répartition du total bilantaire des ISFD de la Province par catégorie

RUBRIQUES	2009		2010		2011		2012		2013		Var %
	Montant	Part %									
COOPEC	33 301 337	76,7	42 583 376	72,4	47 417 388	93,2	55 246 193	93,9	58 803 520	94,5	6,4
IMF	10 129 736	23,3	16 193 887	27,6	3 446 494	6,8	3 605 633	6,1	3 417 571	5,5	-5,2
<b>TOTAL</b>	<b>43 431 073</b>	<b>100,0</b>	<b>58 777 263</b>	<b>100,0</b>	<b>50 863 882</b>	<b>100,0</b>	<b>58 851 826</b>	<b>100,0</b>	<b>62 221 091</b>	<b>100,0</b>	<b>5,7</b>

Source : BCC

Graphique n° 66 : Répartition du total bilantaire des ISFD de la province par catégorie



Par rapport au total bilantaire du secteur, le poids des ISFD de la Province du Nord Kivu est tombé à 27,2 % à fin décembre 2013 après avoir représenté 30,8 % l'année précédente. En effet, le total bilantaire de ces institutions s'est chiffré à USD 62 221 091 contre USD 58 851 826 en 2012.

Tableau n° 100 : Part du marché des ISFD de la province dans le total du secteur

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013
TOTAL BILANTAIRE	151 790 816	176 343 292	191 000 251	228 593 968
ISFD du Nord Kivu	58 777 263	50 863 882	58 851 826	62 221 091
<b>Part %</b>	<b>38,7</b>	<b>28,8</b>	<b>30,8</b>	<b>27,2</b>

Source : BCC

Aussi, à fin décembre 2013, ces institutions ont été moins performantes qu'en 2012.

### 5.9.1 Analyse de l'actif

Au terme de l'exercice 2013, l'actif du bilan consolidé des ISFD de la Province du Nord Kivu a été essentiellement constitué de l'encours de crédit et des disponibles, représentant 81,5 % du total bilantaire de la Province.

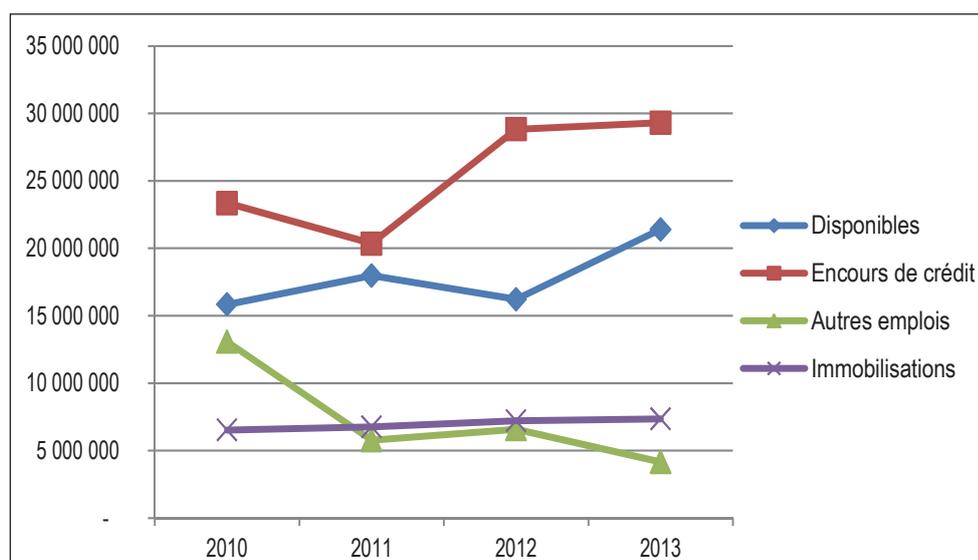
Tableau n° 101 : Ventilation des postes de l'actif

RUBRIQUES	2010	2011	2012			2013		
	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %	Montant	Part %	Var %
Disponibles	15 831 791	17 981 242	16 217 815	27,6	- 9,8	21 400 645	34,4	32,0
Encours de crédit	23 352 605	20 358 777	28 830 789	49,0	41,6	29 323 527	47,1	1,7
Autres emplois	13 068 378	5 765 746	6 583 341	11,2	14,2	4 151 558	6,7	-36,9
Immobilisations	6 524 489	6 758 117	7 219 881	12,3	6,8	7 345 361	11,8	1,7
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>58 777 263</b>	<b>50 863 882</b>	<b>58 851 826</b>	<b>100,0</b>	<b>15,7</b>	<b>62 221 091</b>	<b>100,0</b>	<b>5,7</b>

Source : BCC

Le graphique ci-dessous met en exergue la tendance haussière des disponibles d'une année à l'autre.

Graphique n° 67 : Ventilation des postes de l'actif



De l'analyse de l'actif du bilan, il ressort ce qui suit :

#### 5.9.1.1 Disponibles

Les disponibles détenus par les ISFD de la province ont connu une augmentation de 32,0 %, passant de USD 16 217 815 en 2012 à USD 21 400 645 une année plus tard. Cette situation est consécutive notamment aux besoins ressentis par la population de déposer leurs ressources dans les institutions financières et de la réticence à l'octroi des crédits à la suite de l'environnement d'insécurité ayant caractérisé cette partie du pays.

La liquidité immédiate s'est établie à 54,1%, conforme à la norme minimale de 20,0 %. S'agissant du taux d'encaisse oisive, il s'est fixé à 34,4 %, bien au-delà du plafond réglementaire de 20,0 %.

### 5.9.1.2 Encours de crédit

Comparé à 2012, l'encours de crédit a enregistré un accroissement de 1,7 %, s'établissant à USD 29 323 527 en 2013 contre USD 28 830 789.

Par ailleurs, le taux d'encours de crédit est demeuré en dessous de la norme minimale de 70,0 %, se situant à 47,1 %. Quant au PAR<sub>30</sub>, il est resté largement supérieur à la norme maximale de 5,0 %, soit 51,3 %, induite essentiellement par une des grandes institutions mutualistes de la Province.

### 5.9.1.3 Autres emplois

A la clôture de l'année sous revue, les autres emplois ont régressé de 36,9 %, passant de USD 6 583 341 à fin 2012 à USD 4 151 558, en raison principalement de la régularisation des opérations par certaines ISFD.

### 5.9.1.4 Immobilisations nettes

Les immobilisations nettes se sont légèrement accrues de 1,7 %, se fixant à USD 7 345 361 en 2013 contre USD 7 219 881 à fin 2012.

Quant au taux des immobilisations, il s'est établi à 11,8 %, supérieur à la limite réglementaire fixé à 10,0 %.

## 5.9.2 Analyse du passif

Le passif des ISFD de la Province a été constitué à 80,2 % des épargnes mobilisées.

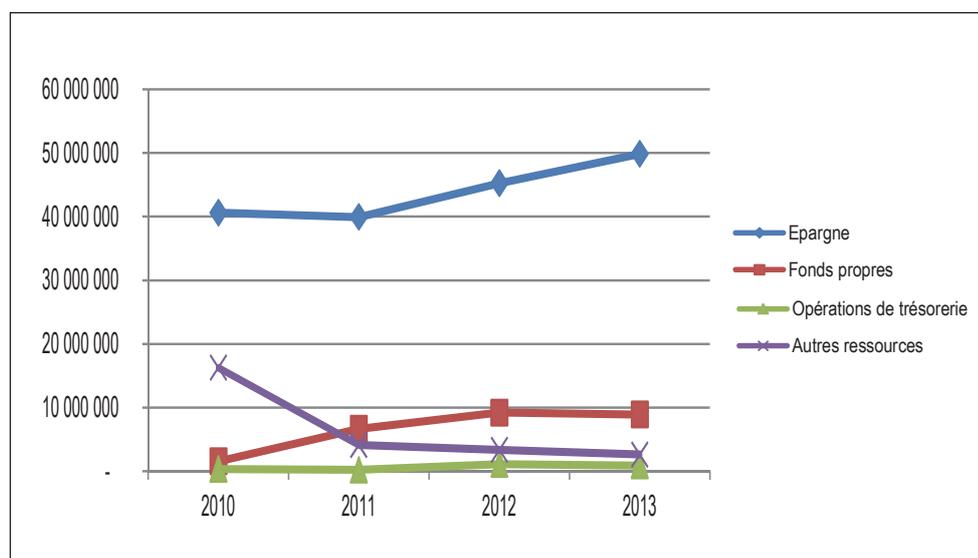
Tableau n° 102 : Ventilation des postes du passif

RUBRIQUES	2010		2011			2012			2013		
	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %	Montant	Part %	Var %	Montant	Part %	Var %
Epargne	40 629 605	39 933 856	45 257 123	76,9	13,3	49 875 329	80,2	10,2			
Fonds propres	1 552 614	6 625 589	9 196 927	15,6	38,8	8 880 986	14,2	-3,4			
Opérations de trésorerie	334 281	220 882	1 063 218	1,8	381,4	861 905	1,4	-18,9			
Autres ressources	16 260 163	4 083 555	3 334 558	5,7	-18,3	2 602 871	4,2	-21,9			
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>58 776 663</b>	<b>50 863 882</b>	<b>58 851 826</b>	<b>100,0</b>	<b>15,7</b>	<b>62 221 091</b>	<b>100,0</b>	<b>5,7</b>			

Source : BCC

Hormis l'épargne, tous les postes du passif ont décréu.

Graphique n° 68 : Ventilation des postes du passif



L'examen des postes du passif a indiqué ce qui suit :

#### 5.9.2.1 Epargne

Le volume de l'épargne mobilisée par les institutions de la Province du Nord Kivu a enregistré un accroissement de 10,2 %, passant de USD 45 257 123 en 2012 à USD 49 875 329 une année plus tard.

#### 5.9.2.2 Fonds propres

A fin 2013, les fonds propres se sont établis à USD 8 880 986 contre USD 9 196 927 en 2012, dégageant une baisse de 3,4 %. Cette situation est attribuable notamment à la détérioration du résultat net de quelques institutions.

Concernant le ratio de capitalisation, il s'est situé à 14,2 % en 2013, légèrement en deçà de la norme minimale de 15,0 %.

#### 5.9.2.3 Opérations de trésorerie

Comparé à l'année précédente, ce poste a connu une diminution de 18,9 % en 2013, s'établissant à USD 861 905 contre USD 1 063 218 en 2012.

#### 5.9.2.4 Autres ressources

Les autres ressources se sont élevées à USD 2 602 871 en 2013 contre USD 3 334 558 en 2012, soit une diminution de 21,9 %.

### 5.9.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

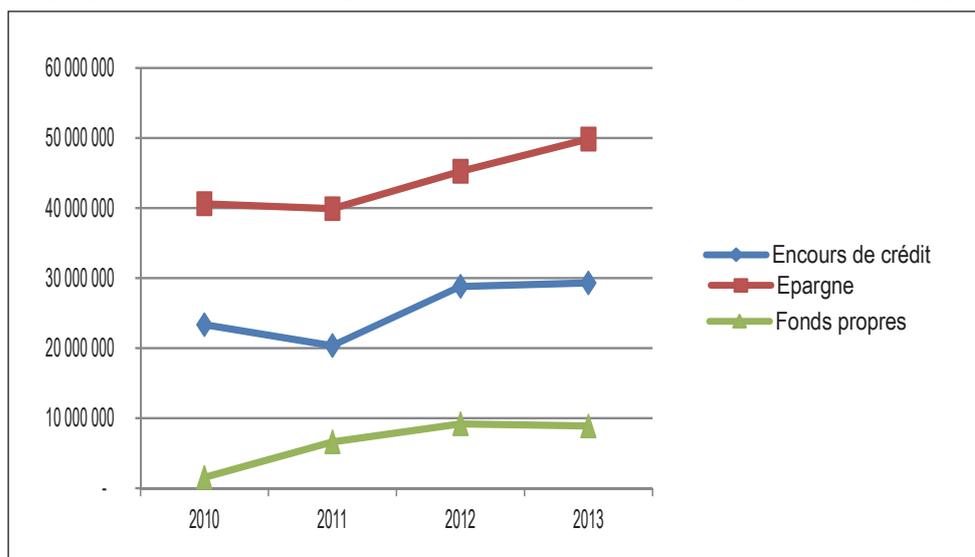
Le tableau ci-dessous renseigne une convergence des tendances haussières de deux premiers agrégats mais à des proportions différentes. Cependant, ces tendances contrastent avec la baisse des fonds propres. Cette situation est attribuable notamment à la mauvaise qualité du portefeuille de crédit observée au niveau de la plupart des ISFD.

Tableau n° 103 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	Var %
	Montant	Montant	Montant	Montant	
Encours de crédit	23 352 605	20 358 777	28 830 789	29 323 527	1,7
Epargne	40 629 605	39 933 856	45 257 123	49 875 329	10,2
Fonds propres	1 552 614	6 625 589	9 196 927	8 880 986	- 3,4

Source : BCC

Graphique n° 69 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propre



### 5.9.4 Analyse du compte d'exploitation

Le compte d'exploitation global des ISFD de cette Province s'est soldé par une perte de USD 759 555 en 2013.

Les produits et les charges se sont comportés de la manière suivante :

#### 5.9.4.1 Analyse des produits

Il a été observé une progression des produits de 104,9 % d'une année à l'autre, se situant à USD 8 042 119 en 2012 et USD 16 478 622 en 2013. Cette situation a été principalement induite par d'importantes reprises des provisions et récupérations sur les créances irrécouvrables de certaines institutions mutualistes.

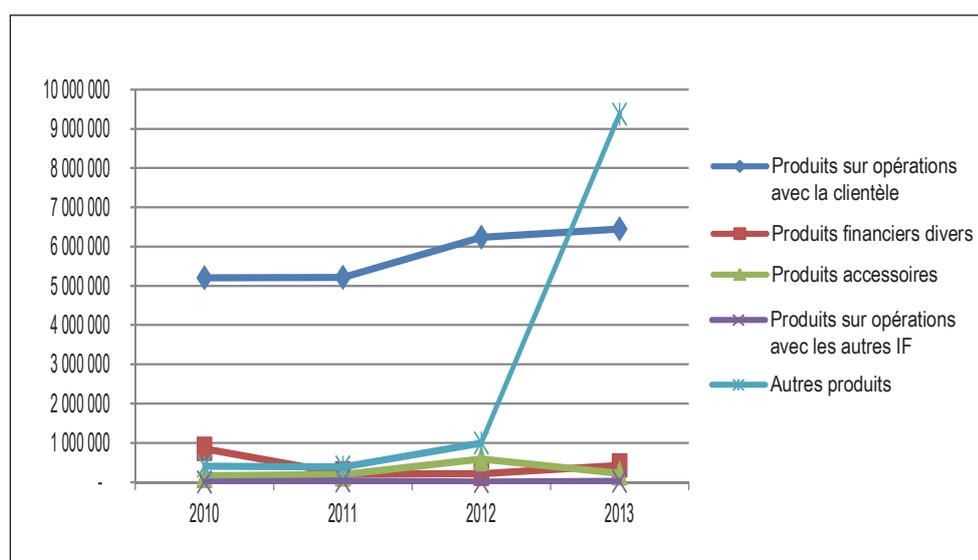
Tableau n° 104 : Ventilation des produits

RUBRIQUES	2010	2011	2012			2013		
	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %	Montant	Part %	Var %
Produits sur opérations avec la clientèle	5 199 572	5 215 840	6 238 617	77,6	19,6	6 445 075	39,1	3,3
Produits financiers divers	850 717	216 940	215 357	2,7	-0,7	422 629	2,6	96,2
Produits accessoires	159 282	195 596	592 508	7,4	202,9	221 444	1,3	-62,6
Produits sur opérations avec les autres IF.	1 046	25 838	4 525	0,1	-82,5	15 113	0,1	234,0
Autres produits	403 755	385 867	991 112	12,3	156,9	9 374 361	56,9	845,8
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>6 614 372</b>	<b>6 040 081</b>	<b>8 042 119</b>	<b>100,0</b>	<b>33,1</b>	<b>16 478 622</b>	<b>100,0</b>	<b>104,9</b>

Source : BCC

Les produits sur opérations avec la clientèle n'ont représenté que 39,1 % du total des produits des institutions de la Province. Cependant, de 56,9 % des autres produits, les reprises des provisions et récupération sur créances irrécouvrables ont compté pour 97,3 % et pour 55,3 % de l'ensemble des produits.

Graphique n° 70 : Ventilation des produits



### 5.9.4.2 Analyse des charges

Au terme de l'exercice en examen, les charges des ISFD ont été de USD 17 238 177 contre USD 7 542 655 en 2012, soit une augmentation de 128,5 %.

Tableau n° 105 : Ventilation des charges

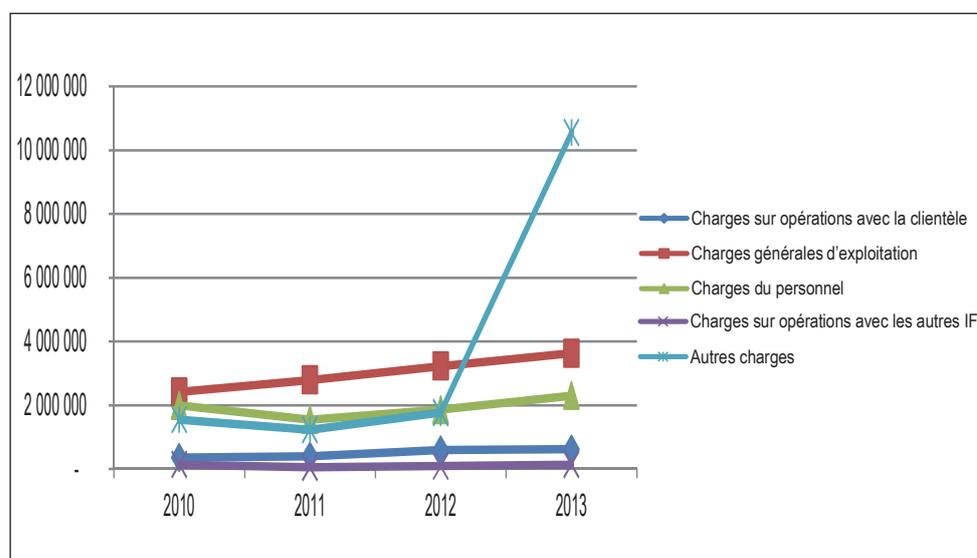
RUBRIQUES	2010		2011			2012			2013		
	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %	Montant	Part %	Var %	Montant	Part %	Var %
Charges sur opérations avec la clientèle	352 987	398 657	590 861	7,8	48,2	615 823	3,6	4,2			
Charges générales d'exploitation	2 412 718	2 792 242	3 228 494	42,8	15,6	3 632 793	21,0	12,5			
Charges du personnel	1 990 836	1 543 044	1 869 208	24,8	21,1	2 304 609	13,4	23,3			
Charges sur opérations avec les autres IF.	136 985	48 695	88 369	1,2	81,5	136 260	0,8	54,2			
Autres charges	1 543 135	1 229 549	1 765 723	23,4	43,6	10 548 692	61,2	497,4			
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>6 436 661</b>	<b>6 012 187</b>	<b>7 542 655</b>	<b>100,0</b>	<b>25,5</b>	<b>17 238 177</b>	<b>100,0</b>	<b>128,5</b>			

Source : BCC

Les charges générales d'exploitation et celles du personnel mises ensemble ont indiqué une part de 34,4 % du total des charges supportées par les ISFD au terme de l'exercice 2013.

La rubrique « autres charges » a été impulsée principalement par les dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables. Ces dernières ont contribué à hauteur de 92,3 % des autres charges et 57,0 % de l'ensemble des charges.

Graphique n° 71 : Ventilation des charges



#### 5.9.4.3 Analyse du résultat net

Les ISFD ont réalisé un résultat net d'exploitation négatif de USD 759 555 à fin 2013, enregistrant ainsi une régression de 252,1 % par rapport à l'année précédente.

Tableau n° 106 : Evolution du résultat

RUBRIQUES	2010 @	2011	2012	2013
Produits	6 614 372	6 040 081	8 042 119	16 478 622
Charges	6 436 661	6 012 187	7 542 656	17 238 177
<b>Résultat net</b>	<b>177 711</b>	<b>27 894</b>	<b>499 463</b>	<b>- 759 555</b>

Source : BCC

Quant au ratio de l'autosuffisance opérationnelle des institutions de la Province, il s'est située à 95,5 % contre la norme admise de 119,2 %.

### 5.10 PROVINCE ORIENTALE



Coopec : 

La Province Orientale est la plus grande province du Pays. Elle est bordée à l'Ouest par la Province de l'Equateur, au Sud par le Kasai Oriental, le Maniema et le Nord Kivu. Par ailleurs, elle partage des frontières avec l'Ouganda, le Soudan et la République Centre Africaine.

En sus d'être riche en ressources minières, la Province Orientale est également caractérisée par des activités forestières, agricoles et pastorales.

En ce qui concerne le secteur de la microfinance, la Province Orientale a compté deux Coopératives d'Epargne et de Crédit, membres du réseau MECRE, au courant de l'exercice sous examen.

Les deux structures financières de proximité de la Province sont localisées de la manière suivante :

**Tableau n° 107 : Répartition géographique des ISFD dans la Province**

VILLES	2012		2013	
	Nombre	Part %	Nombre	Part %
Bunia	1	50	1	50,0
Kisangani	1	50	1	50,0
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>100,0</b>	<b>2</b>	<b>100,0</b>

Source : BCC

Le total bilantaire des institutions de la Province s'est établi à USD 1 416 247 à fin 2013 contre USD 1 192 210 en 2012, soit un accroissement de 18,8 %.

**Tableau n° 108 : Part de marché des ISFD de la Province dans le total du secteur**

RUBRIQUES	2012	2013
Total bilantaire	191 000 251	228 593 968
ISFD Province Orientale	1 192 210	1 416 247
Part %	0,6	0,6

Source : BCC

Les ISFD de la Province ont détenu la même part du marché en 2012 et 2013, à savoir 0,6 %.

### 5.10.1 Analyse de l'actif

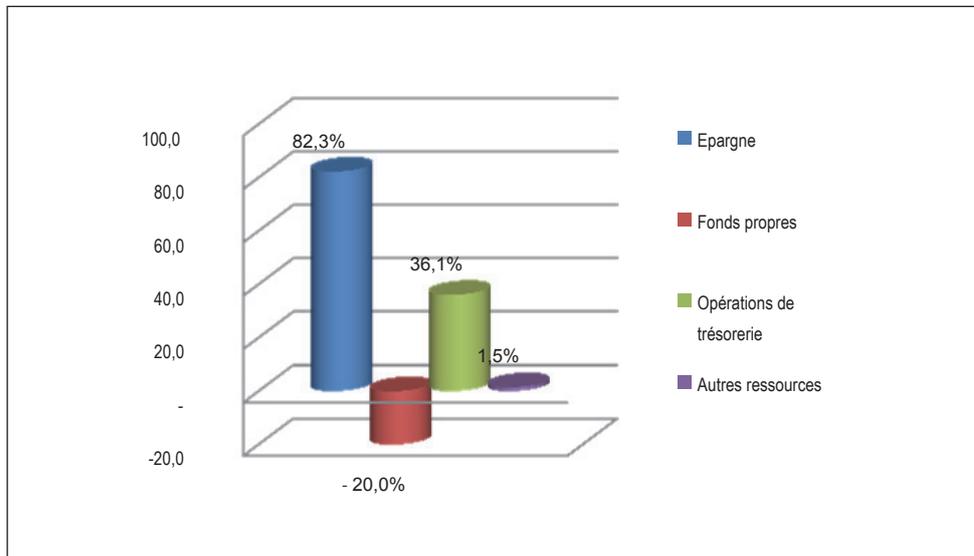
L'examen des postes de l'actif a renseigné ce qui suit :

**Tableau n° 109 : Ventilation des postes de l'actif**

RUBRIQUES	2012		2013		
	Montant	Part %	Montant	Part %	Var %
Disponibles	267 389	22,4	423 333	32,3	58,3
Encours de crédit	635 382	53,3	644 308	49,2	1,4
Autres emplois	192 014	16,1	242 554	18,5	26,3
Immobilisations	97 425	8,2	106 052	8,1	8,9
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 192 210</b>	<b>100,0</b>	<b>1 310 195</b>	<b>100,0</b>	<b>9,9</b>

Source : BCC

Graphique n° 72 : Ventilation des postes de l'actif



L'encours de crédit n'a représenté que près de la moitié des emplois et n'a évolué que de 1,4 % d'une année à l'autre.

#### 5.10.1.1 Disponibles

A fin 2013, les disponibles ont atteint un montant de USD 423 333 contre USD 267 389 en 2012, soit une hausse de 58,3 %.

La liquidité immédiate s'est située à 52,2 %, supérieure au plancher de 20,0 % et le taux d'encaisse oisive à 29,9 %, légèrement au-delà du plafond de 20,0 %.

#### 5.10.1.2 Encours de crédit

L'encours de crédit a connu une augmentation de 1,4 %, s'établissant à USD 644 308 en 2013 contre USD 635 382 en 2012. Sa part a représenté 45,5 % du total de l'actif et ce, en deçà de la norme minimale de 70,0 %.

Le PAR30 s'est fixé à 17,2 % pour l'ensemble des ISFD de la Province, de loin supérieur au plafond réglementaire de 5,0 %.

#### 5.10.1.3 Autres emplois

Les autres emplois se sont fixés respectivement à USD 192 014 et USD 242 554 d'une année à l'autre, accusant ainsi un accroissement de 26,3 %.

#### 5.10.1.4 Immobilisations nettes

Les immobilisations se sont établies à USD 106 052 à fin 2013 contre USD 97 425 une année plus tôt, soit un accroissement de 8,9 %.

Le taux des immobilisations à fin décembre 2013 s'est situé à 7,5 % conformément à la norme maximale de 10,0 %.

### 5.10.2 Analyse du passif

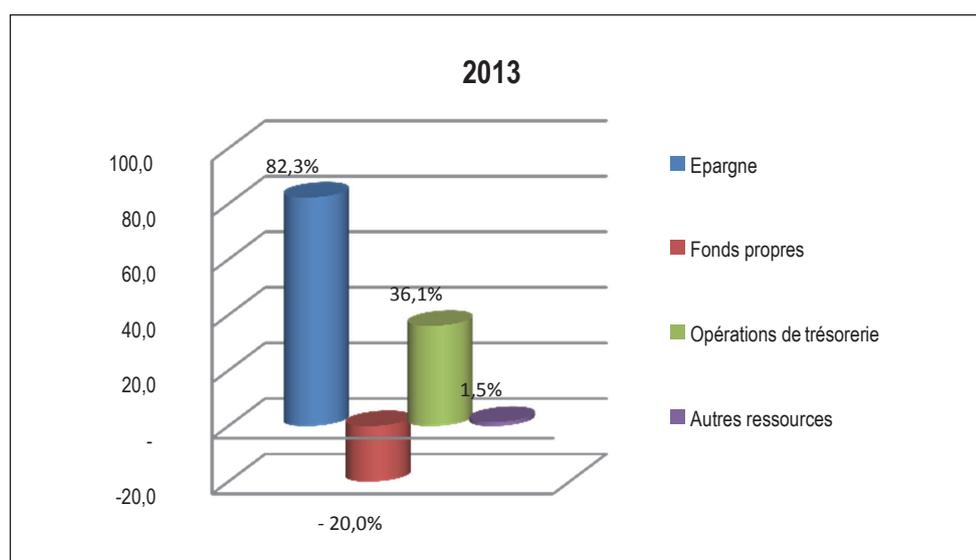
L'analyse des postes du passif a relevé ce qui suit :

Tableau n° 110 : Ventilation des postes du passif

RUBRIQUES	2012		2013		
	Montant	Part %	Montant	Part %	Var. %
Epargne	854 364	71,7	1 166 120	82,3	36,5
Fonds propres	- 19 888	- 1,7	- 283 360	- 20,0	-1 324,8
Opérations de trésorerie	338 340	28,4	511 856	36,1	51,3
Autres ressources	19 394	1,6	21 631	1,5	11,5
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 192 210</b>	<b>100,0</b>	<b>1 416 247</b>	<b>100,0</b>	<b>18,8</b>

Source : BCC

Graphique n° 73 : Ventilation des postes du passif



Source : BCC

#### 5.10.2.1 Epargne

L'épargne mobilisée par les deux institutions de la Province a atteint USD 1 166 120 en 2013, soit un accroissement de 36,5 % par rapport à son niveau de 2012.

#### 5.10.2.2 Fonds propres

Les fonds propres se sont amenuisés davantage, se chiffrant à USD - 283 360 en 2013 contre USD - 19 888 une année plus tôt.

S'agissant du taux de capitalisation, il s'est fixé à - 20,0 % contre la norme minimale de 15,0 %.

### 5.10.2.3 Opérations de trésorerie

S'établissant à USD 338 340 en 2012, les opérations de trésorerie ont atteint USD 511 856 en 2013, enregistrant une hausse de 51,3 %, induite notamment par les emprunts obtenus de l'organe faitier de ces deux institutions.

### 5.10.2.4 Autres ressources

Les autres ressources se sont accrues de 11,5 % en 2013, atteignant USD 21 631 contre USD 19 394 en 2012.

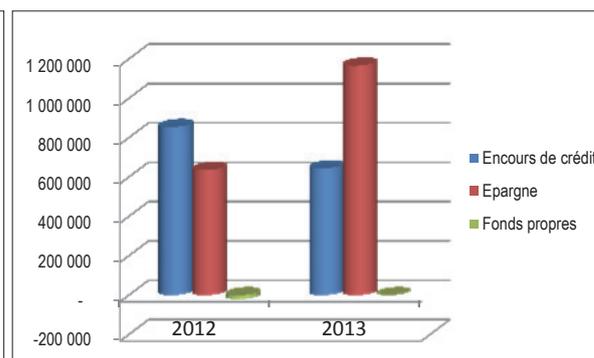
### 5.10.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

L'encours de crédit et l'épargne ont enregistré des tendances haussières à des proportions très différentes. Par contre, les fonds propres se sont davantage détériorés à la suite principalement de la faible transformation de l'épargne en actifs productifs.

Tableau n°111 : Evolution comparée de l'encours de crédits, de l'épargne et des fonds propres

RUBRIQUES	2012		2013	
	Montant	Montant	Montant	Var %
Encours de crédit	854 364	644 308		
Epargne	635 382	1 166 120		83,5
Fonds propres	- 19 888	-283 360		-1 324,8

Graphique n° 74 : Evolution comparée de l'encours de crédits, de l'épargne et des fonds propres



Source : BCC

### 5.10.4 Analyse du compte d'exploitation

Les ISFD de cette Province ont réalisé en 2013 une perte de USD 166 916, résultant des produits de USD 966 494 et des charges de USD 1 133 410.

#### 5.10.4.1 Analyse des produits

L'analyse du compte d'exploitation a renseigné que les autres produits ont représenté l'essentiel des produits d'exploitation, se fixant à 74,3 %.

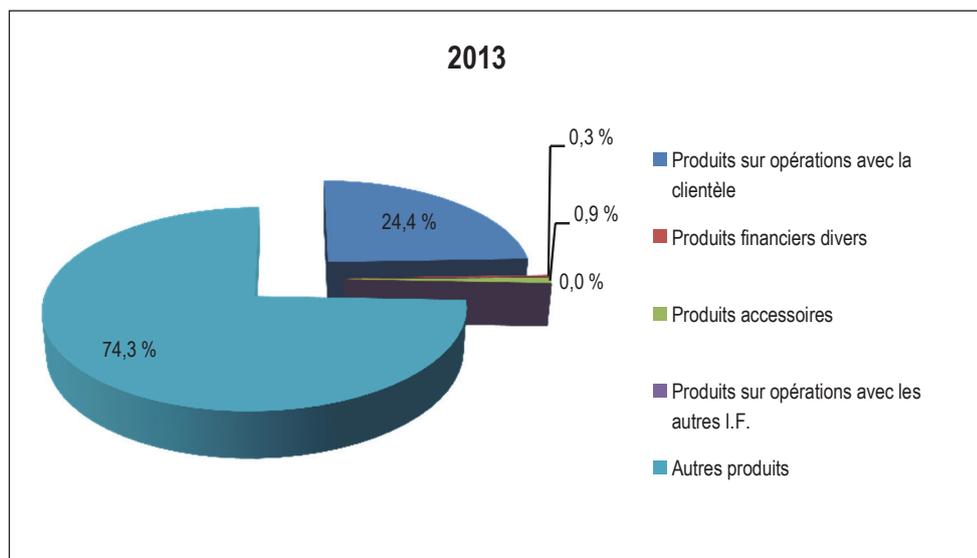
Tableau n° 112 : Ventilation des produits

RUBRIQUES	2012		2013		
	Montant	Part %	Montant	Part %	Var %
Produits sur opérations avec la clientèle	223 071	64,5	236 156	24,4	5,9
Produits financiers divers	17 372	5,0	3 181	0,3	-81,7
Produits accessoires	12 532	3,6	8 782	0,9	-29,9
Produits sur opérations avec les autres I.F.	-	0,0	-	-	-
Autres produits	92 645	26,8	718 375	74,3	675,4
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>345 620</b>	<b>100,0</b>	<b>966 494</b>	<b>100,0</b>	<b>179,6</b>

Source : BCC

Ces autres produits ont été constitués à 96,7 % des reprises des provisions et récupérations sur créances irrécouvrables.

Graphique n° 75 : Ventilation des produits



#### 5.10.4.2. Analyse des charges

Les charges des ISFD de la province ont été dominées par les charges générales d'exploitation, les charges du personnel ainsi que celles de la rubrique « autres charges ». Ces charges se sont situées respectivement à 93,8 % en 2012 et à 96,4 % à fin décembre 2013.

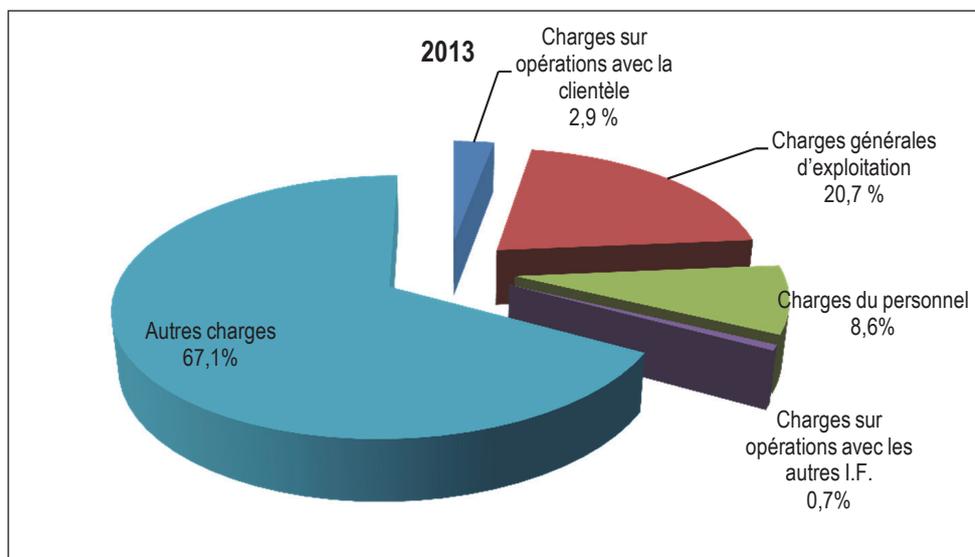
Tableau n° 113 : Ventilation des charges

RUBRIQUES	2012		2013		Var %
	Montant	Part %	Montant	Part %	
Charges sur opérations avec la clientèle	22 570	5,7	33 103	2,9	46,7
Charges générales d'exploitation	207 551	52,0	234 796	20,7	13,1
Charges du personnel	102 359	25,6	96 941	8,6	-5,3
Charges sur opérations avec les autres I.F.	2 024	0,5	8 262	1	308,2
Autres charges	64 588	16,2	760 308	67,1	1077,2
<b>Total des charges</b>	<b>399 092</b>	<b>94</b>	<b>1 133 410</b>	<b>100,0</b>	<b>184,0</b>

Source : BCC

Cette dernière rubrique a été impulsée par les dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables qui ont représenté 90,4 %.

Graphique n° 76 : Ventilation des charges



#### 5.10.4.3 Analyse du résultat net

D'une année à l'autre, le résultat net d'exploitation s'est fortement détérioré, passant de USD - 53 472 à USD -166 916.

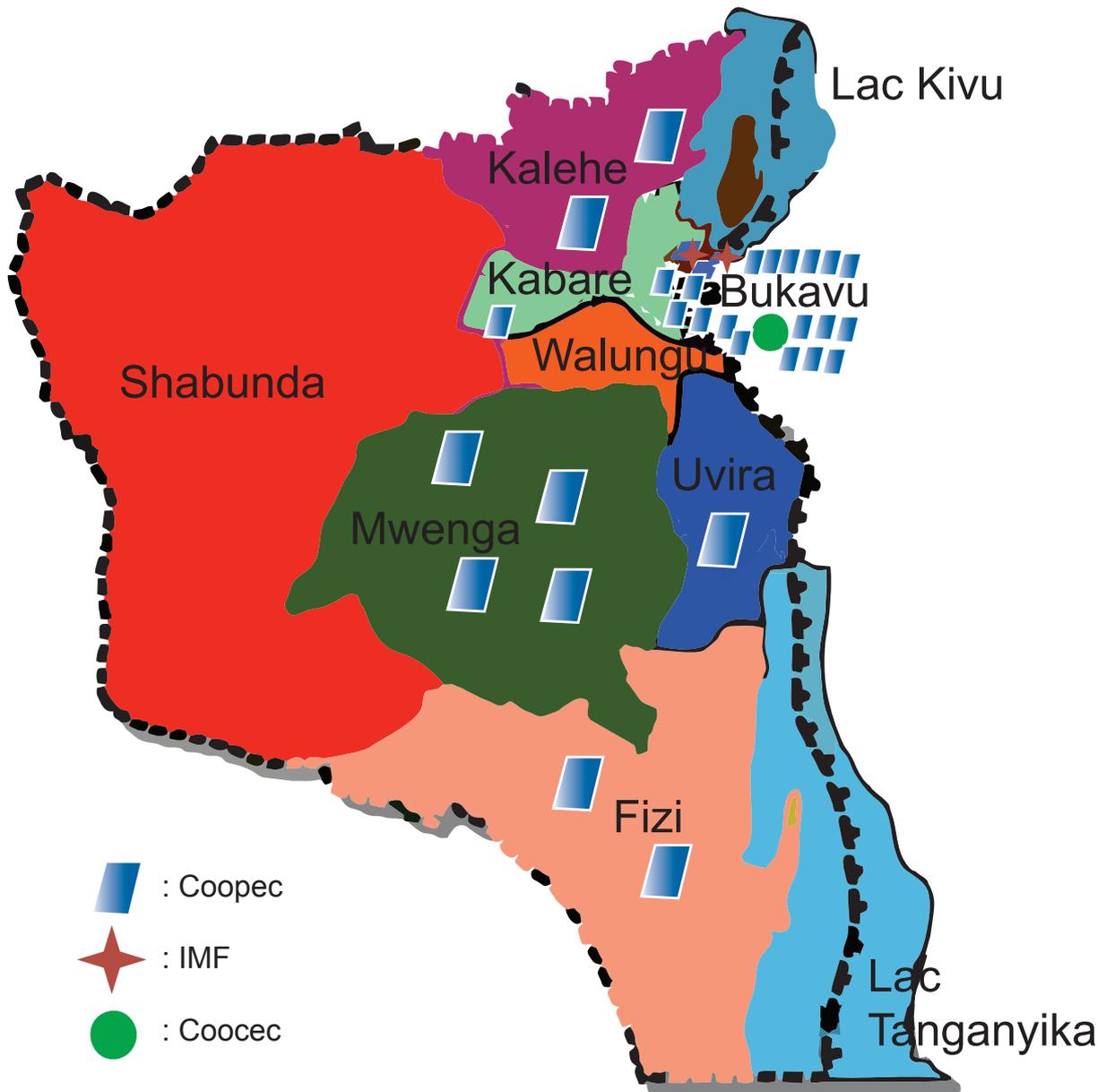
Tableau n° 113 : Ventilation du résultat

RUBRIQUES	2012	2013
Produits	345 620	966 494
Charges	399 092	1 133 410
<b>Résultat net</b>	<b>- 53 472</b>	<b>- 166 916</b>

Source : BCC

L'autosuffisance opérationnelle s'est établie à 84,7 % contre la norme de 119,4 %.

### 5.11 PROVINCE DU SUD KIVU



Le Sud Kivu est bordé au Nord par la Province du Nord Kivu, à l'Ouest par le Maniema et au Sud par le Katanga. En outre, il partage des frontières avec le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie.

Cette Province est reconnue pour l'élevage, l'agriculture et le commerce. En sus, elle regorge d'importantes ressources minières.

Quant au secteur de la microfinance, il est resté dynamique avec 33 institutions financières de proximité agréées en 2013 contre 32 une année plus tôt, soit une hausse de 3,1 %. Cette progression est due à la dissolution d'une institution mutualiste couplée à l'agrément de 2 autres.

La Ville de Bukavu, à l'instar des autres années, est restée le centre de concentration des ISFD de cette partie du pays.

Tableau n° 115 : Répartition géographique des ISFD dans la province

VILLES	2009		2010		2011 <sup>®</sup>		2012		2013	
	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %
Bukavu	14	60,9	21	65,6	25	65,8	21	65,6	21	63,6
Uvira	4	17,4	4	12,5	4	10,5	2	6,3	2	6,1
Minova	1	4,3	1	3,1	1	2,6	-	-	-	-
Fizi	2	8,7	3	9,4	3	7,9	3	9,4	3	9,1
Kabare	1	4,3	1	3,1	3	7,9	3	9,4	3	9,1
Mwenga	1	4,3	1	3,1	1	2,6	1	3,1	1	3,0
Walungu	-	-	1	3,1	1	2,6	1	3,1	1	3,0
Kalehe	-	-	-	-	-	-	1	3,1	1	3,0
Idjwi	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3,0
<b>TOTAL</b>	<b>23</b>	<b>100,0</b>	<b>32</b>	<b>100,0</b>	<b>38</b>	<b>100,0</b>	<b>32</b>	<b>100,0</b>	<b>33</b>	<b>100,0</b>

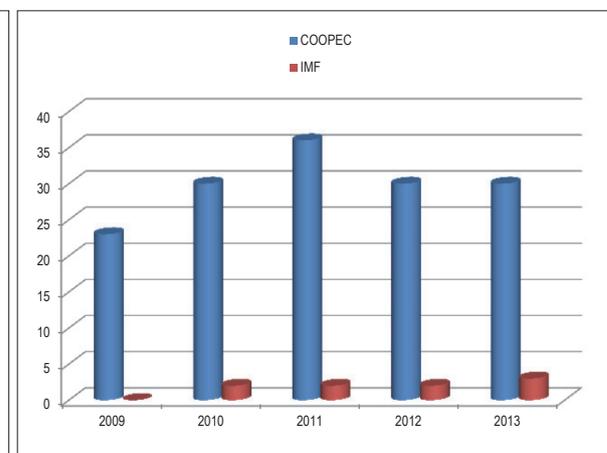
Source : BCC

La répartition par catégorie d'institutions a renseigné 30 Coopératives d'Epargne et de Crédit et 3 Institutions de Micro Finance au terme de l'année sous examen.

Tableau n° 116 : Répartition des ISFD de la province par catégorie

CATEGORIES	2009	2010	2011	2012	2013
COOPEC	23	30	36	30	30
IMF	-	2	2	2	3
<b>TOTAL</b>	<b>23</b>	<b>32</b>	<b>38</b>	<b>32</b>	<b>33</b>

Graphique n° 77 : Répartition des ISFD de la province par catégorie



Source : BCC

A l'instar des années antérieures, l'analyse du total bilantaire par catégorie d'institutions a renseigné la prédominance de la part des institutions mutualistes sur les non mutualistes.

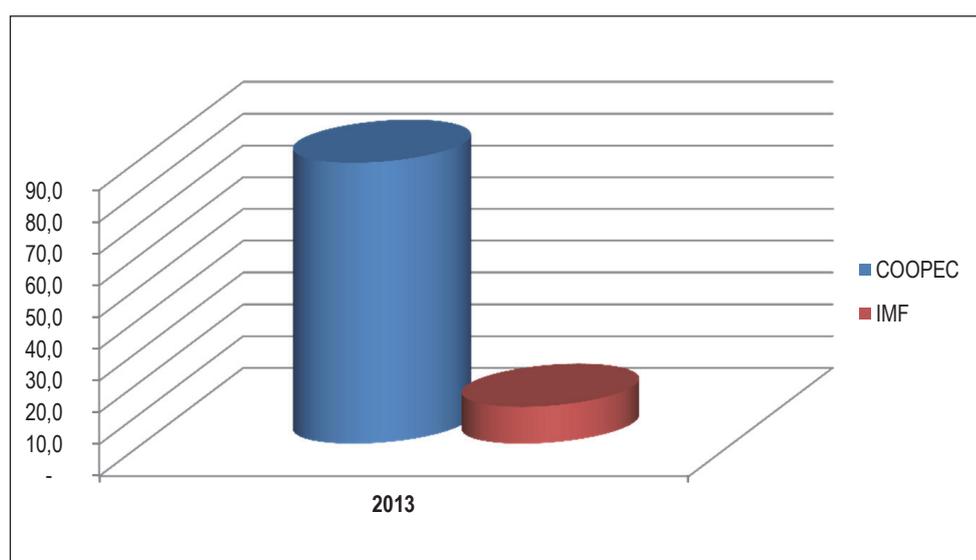
**Tableau n° 117 : Répartition du total bilantaire des ISFD de la Province par catégorie**

INSTITUTIONS	2009		2010		2011		2012		2013	
	Montant	Part %	Montant	Part %	Montant	Part %	Montant	Part %	Montant	Part %
COOPEC	27 721 217	100,0	42 446 173	96,9	51 509 137	96,2	56 169 946	95,7	51 900 577	88,4
IMF	-	-	1 337 839	3,1	2 052 691	3,8	2 551 933	4,3	6 829 664	11,6
<b>TOTAL</b>	<b>27 721 217</b>	<b>100,0</b>	<b>43 784 012</b>		<b>53 561 828</b>	<b>100,0</b>	<b>58 721 879</b>	<b>100,0</b>	<b>58 730 241</b>	<b>100,0</b>

Source : BCC

En effet, bien que disposant d'une part plus importante en terme du total bilantaire, soit 88,4 %, il a été observé une régression de 7,6 % de leur poids d'une année à l'autre. Par contre, les non mutualistes ont vu leur total bilantaire passer de USD 2 551 933 à USD 6 829 664 une année plus tard, établissant ainsi leur part à 11,6 % en 2013 contre 4,3 % en 2012.

**Graphique n° 78 : Répartition du total bilantaire des ISFD de la province par catégorie**



Quant à la part des ISFD de la Province du Sud Kivu dans le total bilantaire du secteur, elle a représenté 25,7 % de l'ensemble du secteur de la microfinance du pays.

Comparé à l'exercice précédent, le total bilantaire est resté quasiment stable. Il est passé de USD 58 721 879 à USD 58 730 241 en 2013.

**Tableau n° 118 : Part du marché des ISFD de la Province dans le total du secteur**

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Total bilantaire	99 119 029	151 790 816	176 343 291	191 000 251	228 593 969
ISFD Sud Kivu	27 721 217	43 784 012	53 561 828	58 624 555	58 730 241
Part %	28,0	28,8	30,4	30,7	25,7

Source : BCC

### 5.11.1 Analyse de l'actif

Au terme de l'exercice 2013, l'examen de l'actif du bilan des ISFD de cette Province a renseigné des parts importantes de l'encours de crédit et des disponibles.

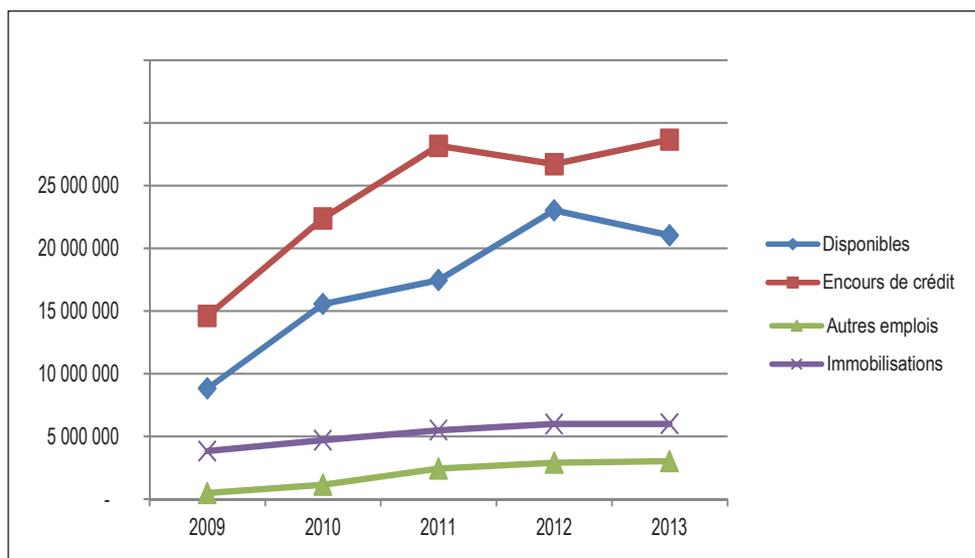
Tableau n° 119 : Ventilation des postes de l'actif

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Disponibles	8 818 052	15 555 056	17 465 869	23 019 201	21 044 921	35,8	-8,6
Encours de crédit	14 603 968	22 389 658	28 167 740	26 716 633	28 671 356	48,8	7,3
Autres emplois	478 974	1 139 897	2 436 608	2 906 055	3 024 300	5,1	4,1
Immobilisations	3 820 223	4 699 401	5 491 611	5 982 666	5 989 664	10,2	0,1
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>27 721 217</b>	<b>43 784 012</b>	<b>53 561 828</b>	<b>58 624 555</b>	<b>58 730 241</b>	<b>100,0</b>	<b>0,2</b>

Source : BCC

Toutes les rubriques de l'actif ont connu des augmentations, à l'exception des disponibles.

Graphique n° 79 : Evolution des postes de l'actif



L'analyse par poste de l'actif du bilan a renseigné ce qui suit :

#### 5.11.1.1 Disponibles

Ce poste s'est établi à USD 21 044 921 fin décembre 2013 contre USD 23 019 201 une année plus tôt, soit une régression de 8,6 %. Cette situation est expliquée notamment par les retraits des épargnes et l'affectation d'une partie au portefeuille de crédit.

S'agissant de la liquidité immédiate et du taux d'encaisses oisives des ISFD, ils se sont respectivement situés à 46,8 % conforme à la norme minimale de 20,0 % et à 35,8 % au-delà de la limite maximale de 20,0 %.

### 5.11.1.2 Encours de crédit

Le portefeuille de crédit s'est accru de 7,3 % en 2013, passant de USD 26 716 633 à fin 2012 à USD 28 671 356.

Quant au taux d'encours de crédit, il s'est fixé à 48,8 %, en deçà de la norme admise de 70,0 % minimum.

Le PAR<sub>30</sub> de l'ensemble des ISFD de la Province s'est fixé à 20,8 %, largement au-dessus de la norme de 5,0 %.

### 5.11.1.3 Autres Emplois

Ce poste a enregistré un accroissement de 4,1 %, se chiffrant à USD 3 024 300 en 2013 contre USD 2 906 055 en 2012.

### 5.11.1.4 Immobilisations

A fin 2013, les immobilisations sont restées quasiment stables.

Le taux des immobilisations global des ISFD de cette Province s'est situé à 10,2 % au terme de l'exercice 2013 contre la norme de 10,0 %.

## 5.11.2 Analyse du passif

A l'instar des exercices précédents, les ressources de l'ensemble des ISFD de la Province ont été essentiellement constituées de l'épargne, soit 91,6 %.

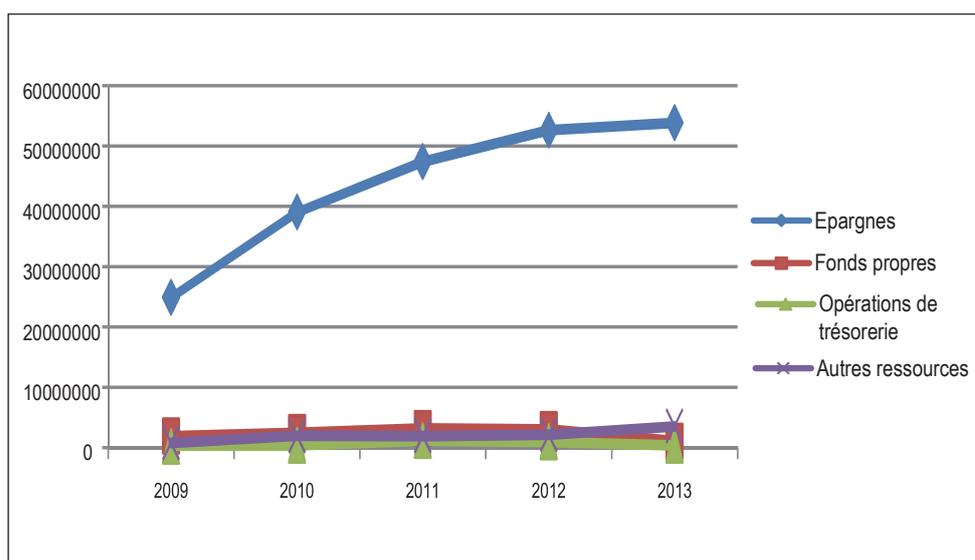
Tableau n° 120 : Ventilation des postes du passif

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Epargne	24 922 350	39 008 802	47 388 820	52 619 190	53 838 584	91,7	2,3
Fonds propres	1 907 308	2 456 051	3 142 405	2 991 114	1 042 073	1,8	-65,2
Opérations de trésorerie	174 135	366 025	1 130 908	906 105	349 900	0,6	-61,4
Autres ressources	717 424	1 953 134	1 899 695	2 108 146	3 499 684	6,0	66,0
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>27 721 217</b>	<b>43 784 012</b>	<b>53 561 828</b>	<b>58 624 555</b>	<b>58 730 241</b>	<b>100,0</b>	<b>0,2</b>

Source : BCC

Cependant, la croissance continue de l'épargne a contrasté avec la dégradation des fonds propres. Cette évolution a été entraînée notamment par la mauvaise qualité du portefeuille crédit et la non maîtrise des charges d'exploitation.

Graphique n° 80 : Ventilation des postes du passif



L'analyse des postes du passif du bilan a renseigné ce qui suit :

#### 5.11.2.1 Epargne

A fin décembre 2013, l'épargne mobilisée s'est élevée à USD 53 838 584 contre USD 52 619 190 l'année précédente, soit une augmentation de 2,3 %.

Sur les 33 institutions que compte la Province, 11 ISFD ont détenu à elles seules 91,6 % du volume global de l'épargne.

#### 5.11.2.2 Fonds propres

Les fonds propres de l'ensemble des ISFD de la Province ont enregistré une forte baisse de 65,2 % en 2013, suite aux importantes pertes cumulées de plus du tiers des institutions.

Quant au ratio de capitalisation, il a régressé, passant de 5,1 % en 2012 à 1,8 % une année plus tard contre la norme minimale de 15,0 %.

#### 5.11.2.3 Opérations de trésorerie

Ce poste est passé de USD 906 105 en 2012 à USD 349 900 une année plus tard, soit une diminution de 61,4 %. Cette variation est expliquée par la baisse des engagements à court terme contractés auprès d'autres intermédiaires financiers.

#### 5.11.2.4 Autres ressources

Les autres ressources ont connu un accroissement de 66,0 %, s'élevant à USD 3 499 684 en 2013 après avoir atteint USD 2 108 146 une année plus tôt. Cette situation est attribuable principalement aux emprunts et dettes à moyen et long termes, aux fonds de financement et à la garantie ainsi qu'aux subventions qui ont représenté 66,3 % du total de la rubrique « autres ressources ».

### 5.11.3 Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

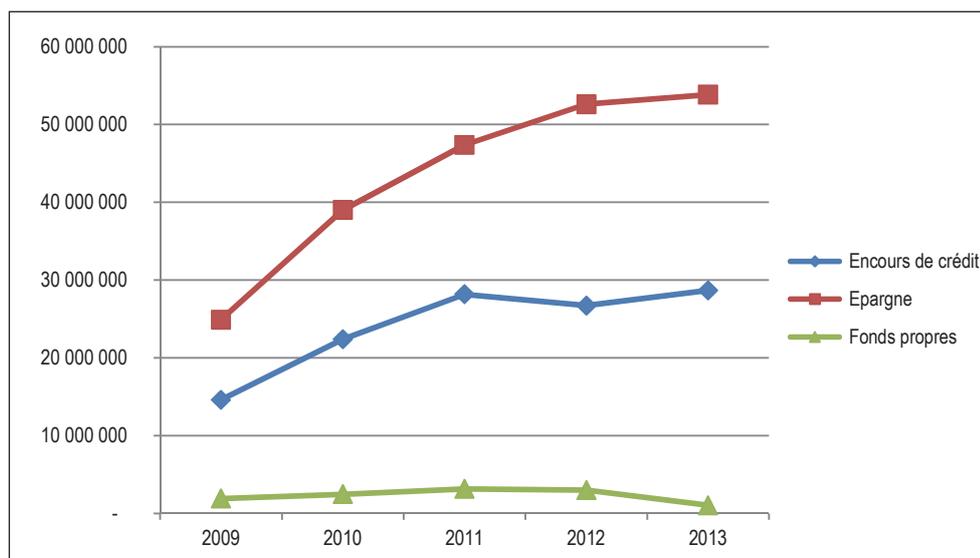
L'analyse de ces trois agrégats a renseigné un accroissement simultané de l'épargne et de l'encours de crédit. Cette évolution positive aurait dû propulser les fonds propres. Cependant, ce contraste est expliqué par la mauvaise qualité des actifs productifs couplée à la non maîtrise des charges.

Tableau n° 121 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Var %
Encours de crédit	14 603 968	22 389 658	28 167 740	26 716 633	28 671 356	0,7
Epargne	24 922 350	39 008 802	47 388 220	52 619 190	53 838 584	0,2
Fonds propres	1 907 308	2 456 051	3 142 405	2 991 114	1 042 073	- 6,5

Source : BCC

Graphique n° 81 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres



### 5.11.4 Analyse du compte d'exploitation

Le compte d'exploitation consolidé des ISFD de la Province a affiché un résultat déficitaire de USD 1 431 448 à la fin de l'exercice 2013 contre un excédent de USD 113 244 une année plus tôt, soit une détérioration de 1 364,0 %.

#### 5.11.4.1 Analyse des produits

Les produits se sont chiffrés à USD 15 259 998 à fin décembre 2013 contre USD 8 869 144 l'année précédente, soit une augmentation de 72,1 %.

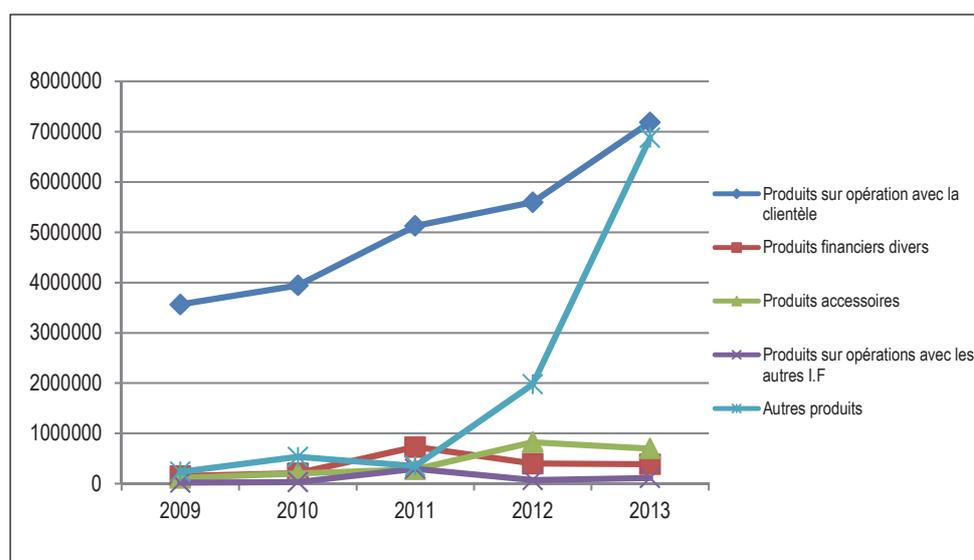
Tableau n° 122 : Ventilation des produits

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Produits sur opération avec la clientèle	3 565 082	3 944 516	5 126 027	5 596 482	7 187 149	47,1	28,4
Produits financiers divers	153 336	207 440	730 503	400 736	388 086	2,5	- 3,2
Produits accessoires	113 468	206 898	285 374	826 584	698 679	4,6	- 15,5
Produits sur opérations avec les autres IF	21 872	31 027	298 199	70 256	110 908	0,7	57,9
Autres produits	237 495	533 421	351 823	1 975 086	6 875 176	45,1	248,1
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>4 091 253</b>	<b>4 923 302</b>	<b>6 791 926</b>	<b>8 869 144</b>	<b>15 259 998</b>	<b>100,0</b>	<b>72,1</b>

Source : BCC

Les produits sur opérations avec la clientèle et ceux de la rubrique « autres produits » ont représenté 92,2 % du total des produits. La dernière rubrique a connu une forte variation induite essentiellement par les reprises des provisions et récupération sur créances irrécouvrables qui ont contribué pour 92,5 %.

Graphique n° 82 : Evolution des produits



### 5.11.4.3 Analyse des charges

Les charges des institutions de la Province du Sud Kivu ont connu une hausse de 90,6 %, s'établissant à USD 16 691 446 en 2013 contre USD 8 755 900 une année plus tôt.

Les charges générales d'exploitation et celles du personnel ont représenté 38,4 % du total des charges.

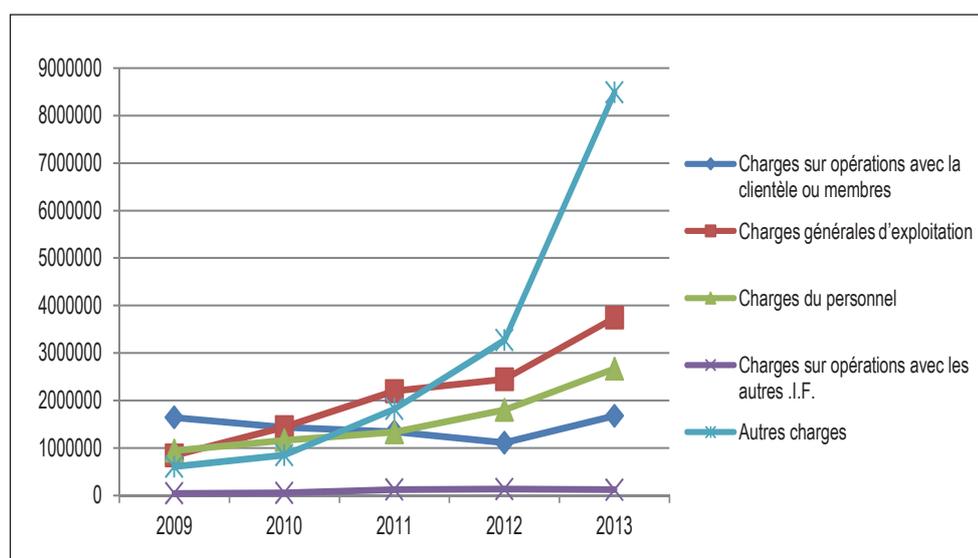
Tableau n° 123 : Ventilation des charges

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Charges sur opérations avec la clientèle ou membres	1 641 343	1 430 942	1 341 886	1 110 446	1 674 434	10,0	50,8
Charges générales d'exploitation	841 916	1 441 546	2 196 887	2 446 519	3 742 479	22,4	53,0
Charges du personnel	945 167	1 160 123	1 331 655	1 797 545	2 666 001	16,0	48,3
Charges sur opérations avec les autres .I.F.	42 607	55 956	121 690	132 402	119 726	0,7	- 9,6
Autres charges	604 960	849 518	1 821 887	3 268 988	8 488 806	50,9	159,7
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>4 075 993</b>	<b>4 938 085</b>	<b>6 814 005</b>	<b>8 755 900</b>	<b>16 691 446</b>	<b>100,0</b>	<b>90,6</b>

Source : BCC

L'explosion des charges est due essentiellement à la rubrique « autres charges » qui a contribué pour 50,9 % du total des charges. Elles ont été constituées à 88,3 % des dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables.

Graphique n° 83 : Evolution des charges



#### 5.11.3.4 Analyse du résultat

Au terme de l'exercice 2013, le résultat consolidé des ISFD de cette Province s'est soldé par une perte considérable de USD 1 431 448.

Tableau n° 124 : Ventilation du résultat net

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Produits	4 091 253	4 923 302	6 791 926	8 869 144	15 259 998
Charges	4 075 993	4 938 085	6 814 005	8 755 900	16 691 446
<b>Résultat net</b>	<b>15 260</b>	<b>- 14 783</b>	<b>- 22 079</b>	<b>113 244</b>	<b>- 1 431 448</b>

Source : BCC

Le taux d'autosuffisance opérationnelle s'est situé à 90,1 % contre la norme admise de 119,4 %.

**TEMOIGNAGE DE MADAME NAWEZA**

Madame NAWEZA ESPERANCE est mariée et mère de trois enfants. Elle vit à Goma, dans la Province du Nord Kivu.

En vue de subvenir aux besoins de sa famille et protéger son épargne, elle a adhéré depuis 2007 à la COOPEC TUJENGE PAMOJA. Son adhésion lui a permis de bénéficier d'un premier crédit de USD 50 pour ses activités de petit commerce.

A force de rembourser ses crédits dans le délai et sans accroc, elle a vu le montant de son emprunt évoluer jusqu'à atteindre à ce jour la somme de USD 800 qu'elle a renouvelé déjà trois fois.

Au fil des années, ses différents prêts l'ont conduit à concentrer ses activités dans la quincaillerie, passant d'un étalage sur une petite table au marché Alanine de Goma à un magasin qu'elle loue à ce jour.

Pour elle, son intégration dans cette institution a contribué à améliorer le niveau de vie de sa famille par une scolarisation régulière de ses enfants, la prise en charge de certaines charges familiales et de se constituer des réserves pour faire face aux aléas de la vie.

## **CHAPITRE VI :**

### **AUTRES ACTIVITES EN RAPPORT AVEC LE SECTEUR**

#### **6.1. FORMATION ET MISSIONS EFFECTUEES**

Au vu des évolutions du secteur, de l'introduction de nouvelles notions et comportements du marché ainsi que de la nécessité de permettre à la microfinance de jouer son rôle de financement des activités génératrices des revenus des population exclues du système financier classique, contribuant ainsi à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, l'Institut d'Emission a participé à des actions de formation, des missions d'imprégnation ou d'échange d'expérience et des conférences tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Par ailleurs, certaines missions ont été conduites en vue de mieux expliciter la réglementation du secteur aux assujettis et tout autre organe et institutions directement ou indirectement impliqués dans le suivi dudit secteur.

Tous ces déplacements ont visé notamment le renforcement des capacités et la mise à jour des connaissances par rapport aux évolutions du secteur sur les plans national, régional et international.

Parmi ces actions, il y a lieu de citer notamment :

##### **6.1.1. A l'intérieur du pays**

- 12 au 15 mars 2013 : formation sur l'évaluation des risques en microfinance selon la méthodologie de notation « Smart Girafe » de Planet Rating par Planète Finance ;

- 17 au 31 mars 2013 : mission d'appui aux liquidateurs et vulgarisation des circulaires signées par le Procureur Général de la République et le Premier Président de la Cour Suprême de Justice réprimant les infractions de la banqueroute et cas assimilés et fixant le délai de traitement des dossiers introduits auprès de l'appareil judiciaire dans le cadre de recouvrement des créances ;
- 14 au 28 avril 2013 : mission de vulgarisation de neuf instructions réglementaires des Coopératives d'Épargne et de Crédit ainsi que des Institutions de Micro Finance édictées par la BCC respectivement les 14 avril 2012, 10 et 18 janvier 2013 auprès des ISFD du Nord et Sud-Kivu ;
- avril 2013 à Kinshasa : formation CGAP sur la comptabilité des institutions de microfinance et l'analyse financière en faveur de nouveaux cadres et agents de la DSIF et des entités provinciales de la BCC ;
- 02 au 08 juin 2013 : mission de vulgarisation de neuf instructions réglementaires des Coopératives d'Épargne et de Crédit ainsi que des Institutions de Micro Finance édictées par la BCC respectivement les 14 avril 2012, 10 et 18 janvier 2013 auprès des ISFD du Bas-Congo ;
- 02 juillet 2013 : lancement de la mise en œuvre du plan de restructuration de la COOPEC NYAWERA ainsi que de ses COOPEC sœurs avec l'installation de la nouvelle Direction Générale composée de deux experts en microfinance recrutés par appel d'offre internationale ;
- 03 juillet 2013 : intervention au 1er Salon Economique sur les services financiers d'épargne et de crédit et de microfinance avec les PME organisé au Jardin Botanique de Kinshasa par le Ministère de l'Industrie, Petites et Moyennes Entreprises et Artisanat ;
- 11 au 16 août 2013 : mission de vulgarisation de neuf instructions réglementaires des Coopératives d'Épargne et de Crédit ainsi que des Institutions de Micro Finance édictées par la BCC respectivement les 14 avril 2012, 10 et 18 janvier 2013 auprès des ISFD du Bandundu ;
- août 2013 à Kinshasa : formation CGAP sur la mesure et le contrôle des impayés, le calcul et la fixation des taux d'intérêt ainsi que la gestion des risques opérationnels en faveur des cadres et agents de la DSIF et des entités provinciales de la BCC ;
- août 2013 : séminaire-atelier sur la préparation de la vulgarisation des textes légaux régissant le secteur de la microfinance en RDC ;
- 18 octobre 2013 : atelier de restitution des conclusions de l'étude diagnostique sur la protection des consommateurs des services financiers organisé au Cercle le Gourmand de Kinshasa ;
- 31 octobre 2013 : célébration de la journée dédiée à la promotion de l'épargne dans le cadre de l'éducation financière de la population ;
- octobre au 06 novembre 2013 : formation CGAP sur le plan d'affaires avec Microfin et de la gouvernance en faveur des cadres et agents de la DSIF et des entités provinciales de la BCC.

### 6.1.2. A l'extérieur du pays

- 30 janvier au 02 février à Nairobi, au Kenya : 64<sup>ème</sup> réunion du Comité Exécutif de l'Association Africaine du Crédit Rural et Agricole, AFRACA en sigle ;
- 02 au 11 février à Montréal, au Canada : mission d'imprégnation auprès du Développement International Desjardins pour la mise en place d'une stratégie de réseautage des institutions mutualistes ;
- 14 au 24 mars à Lima, au Pérou : 5<sup>ème</sup> réunion du Groupe de Travail sur la protection du consommateur organisée par l'Alliance pour l'Inclusion Financière ;
- 25 au 27 mars 2013 à Abuja, au Nigeria : formation sur la nouvelle version du logiciel FinA organisée par la Central Bank of Nigeria en collaboration avec Making Finance Work for Africa ;
- 25 au 29 mars 2013 à Abidjan, en Côte d'Ivoire : séminaire sur la problématique de la gouvernance dans une institution de microfinance organisé par le Cabinet Formation pour Tous ;
- 22 au 27 avril à Cotonou, au Bénin : rencontre annuelle des Bailleurs de Fonds et Investisseurs sur l'inclusion financière organisée par le CGAP et l'UNCDF ;
- 05 au 11 mai à Istanbul, en Turquie : 2<sup>ème</sup> Sommet Annuel International sur l'éducation Financière au profit des enfants et des jeunes organisé par Child Youth Finance International ;
- 28 au 29 mai 2013 à Douala, au Cameroun : Symposium International sur la gouvernance et la pérennité des institutions de microfinance en Afrique Centrale ;
- 22 juin au 1er juillet à Douala, au Cameroun : formation sur l'éducation financière organisée par l'Organisme Microfinance Academy ;
- 22 au 30 juin à Abidjan, en Côte D'ivoire : séminaire/atelier sur la méthodologie de l'audit et du contrôle interne d'une institution de microfinance organisé par le Cabinet Afrique Consulting ;
- 13 juillet au 04 août à Turin, en Italie : formation en Microfinance organisée par l'Institut BOULDER au Centre International de Formation de l'OIT ;
- 26 au 28 septembre 2013 à Paris, en France : 4<sup>ème</sup> Congrès International sur le financement rural et agricole organisé par le Crédit Agricole SA et 65<sup>ème</sup> réunion du Comité Exécutif de l'AFRACA ;
- 09 au 11 octobre 2013 à Manille, aux Philippines : 16<sup>ème</sup> Sommet Mondial de Microcrédit organisé en collaboration avec la Banque Centrale des Philippines ;
- 25 novembre au 06 décembre 2013 à Ouagadougou, au Burkina Faso : formation sur le management efficace d'institution de microfinance et mesures de redressement, restructuration, administration provisoire et liquidation ;
- 02 au 05 décembre 2013, à Brasilia, au Brésil : séminaire international sur l'inclusion financière organisé par la Banco Central do Brasil en collaboration avec l'Alliance pour l'Inclusion Financière.

## **6.2. ACTIVITES AVEC LES PARTENAIRES**

Plusieurs réunions ont été organisées avec les bailleurs de fonds autour principalement du Plan d'Actions de la Microfinance, de l'évolution du secteur et des diverses interventions aussi bien technique que financière.

## **6.3. ALLOCUTIONS PRONONCEES PAR MONSIEUR LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO**

Quelques allocutions ont été prononcées par Monsieur le Gouverneur au cours de l'exercice sous revue, à savoir :

- 26 février 2013 dans la salle Fête Parfaite : allocution prononcée par Monsieur le Gouverneur de la Banque Centrale du Congo à l'occasion de la clôture des premiers travaux entre l'Institut d'Emission et les Institutions de Micro Finance ;
- 11 juin 2013 au Centre d'événements Romeo Golf : allocution prononcée par Monsieur le Gouverneur de la Banque Centrale du Congo devant l'ensemble du système financier congolais à l'occasion de la présentation de sa vision du secteur financier ;
- 11 octobre 2013 à l'Hôtel Africana Palace : Allocution prononcée par le Directeur Général en charge de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires à l'occasion de la clôture du séminaire sur la vulgarisation des textes réglementaires des Coopératives d'Epargne et de Crédit ainsi que des Institutions de Micro Finance.

**ANNEXES**

## Annexe n° 1 : Réseau d'exploitation

N°	INSTITUTIONS	2012	2013
1	FINCAR.D. CONGO sarl Siège à Gombe	Kinshasa - UPN - Masina - Kasa – Vubu - Kintambo - Lemba - N'djili  Bas – Congo - Matadi - Boma  Katanga - Lubumbashi - Lubumbashi / Katuba - Likasi - Kolwezi Sud – Kivu - Bukavu	Kinshasa - UPN - Masina - Kasa – Vubu - Kintambo - Lemba - N'djili  Bas – Congo - Matadi - Boma  Katanga - Lubumbashi - Lubumbashi / Katuba - Likasi - Kolwezi Sud – Kivu - Bukavu
2	SMF LIFE VEST sarl Siège à Gombe	Kinshasa - UPN - Grand Marché de Kinshasa	Kinshasa - UPN - Grand Marché de Kinshasa
3	IMF SMICO Siège à Bukavu	Nord – Kivu - Goma	Nord – Kivu - Goma
4	IMF BUSINA Siège à Boma	Bas – Congo - Tshela	Bas – Congo - Tshela
5	IMF OPPORTUNITY ITL Siège à Kinshasa	Kinshasa - Masina - Kasa – Vubu - Matete	Kinshasa - Kasa – Vubu - Matete
6	IMF HEKIMA Siège à Goma	Sud – Kivu - Bukavu	Sud – Kivu - Bukavu

N°	INSTITUTIONS	2012	2013
7	IMF PAIDEK Siège à Bukavu	-	Nord Kivu - Goma - Beni - Butembo Sud Kivu - Idjwi - Kalehe - Kadutu - Katana - Uvira
8	COOPEC MUFESAKIN Siège à Kasa – Vubu	Kinshasa - Kintambo - Mimoza - UPN - Kinshasa	Kinshasa - Kintambo - Mimoza - UPN - Kinshasa
9	COOPEC PILOTE Siège à Bukavu	Sud – Kivu - Panzi - Buholo Pendeza	Sud – Kivu - Panzi - Buholo Pendeza
10	MECRE BENI Siège à Bukavu	Nord – Kivu - Mangina - Marché Central - Butembo - Oïcha	Nord – Kivu - Mangina - Marché Central - Butembo - Oïcha
11	MECRE MABANGA Siège à Bukavu	Nord – Kivu - Sake - Lac	Nord – Kivu - Sake - Lac
12	COOPEC CAHI Siège à Bukavu	Sud – Kivu - Marché - Lumumba - Panzi Mulengeza	Sud Kivu - Marché - Lumumba - Nguba - Panzi Mulengeza - Panzi Kamangema
13	COOPEC BONNE MOIS- SON Siège à Bukavu	-	Nord Kivu - Beni
14	COOPEC CEAC MATETE Siège à Matete	-	Kinshasa - Kinsenso - Kinsenso - Kinsenso

## Annexe n° 2 : Liste des institutions par province à fin décembre 2013

### BANDUNDU

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0061	COOPEC DIBAYA-LUBWE	Dibaya-Lubwe
2	C0072	COOPEC GUNGU	Gungu
3	C0058	COOPEC ECC/ Kikwit	Kikwit
4	C0062	COOPEC ECOLE	Kikwit
5	C0063	COOPEC LUKOLELA	Kikwit
6	C0111	COOPEC Saint François Xavier/Cathédrale	Kikwit
7	C0015	MUCREFEKI / COOPEC	Kikwit
8	C0070	COOPEC MASIMANIMBA	Masi Manimba
9	C0064	COOPEC MOKALA	Mokala
10	C0013	COOPEC UDIPAK	Pay Kingandu
11	C0125	COOPEC IDIOFA	Idiofa
12	C0130	MEC IDECE / COOPEC Bandundu	Mai Ndombe
13	C0154	COOPEC CEFMC	Kikwit
14	C0155	COOPEC BULUNGU	Bulungu
15	I0030	IMF CREDIT YA MPA	Kikwit

### BAS CONGO

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0095	COOPEC MAYOMBE	Bas Fleuve
2	C0024	CAMEC INKISI / COOPEC	Inkisi
3	C0059	CEAC KINZA MVUETE	Kinzau Mvute
4	C0023	CAMEC MBANZA-NGUNGU/COOPEC	Mbanza_Ngungu
5	I0016	IMF BUSINA MICROCREDIT sprl	Boma
6	C0136	COOPEC CBCO MBANZA NGUNGU	Mbanza Ngungu
7	C0137	COOPEC CBCOBOMA	Boma
8	C0140	CAMEC KWILU-NGONGO / COOPEC	Kwilu-Ngongo
9	C0141	CEAC MATADI / MVUADU	Matadi
10	C0143	COOPEC Mbongo za Kinvuka	Kwilu Ngongo
11	C0146	COOPEC CEC	Boma
12	C0153	COOPEC KINSU KI MATE	Bas-Congo
13	C0158	COOPEC CEAC LUKULA	Lukula
14	MECREMATADI	Bas-Congo	Matadi

### EQUATEUR

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	I0033	IMF MAMA TOMBWAMA	Gbadolite

### KASAI OCCIDENTAL

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0022	COOPEC DEKOC	Kananga

**KASAI ORIENTAL**

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	I0008	IMF ADEKOR	Mbuji Mayi
2	C0126	COOPEC MUDIANO	Kabinda
3	C0151	COPELO	Lodja

**KATANGA**

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	I0019	IMF TUJENGE	Lubumbashi
2	C0152	COOPEC CPD	Likasa
3	C0157	COOPEC MKONO MKONONI	Kasumbalesa
4	I0002	IMF HOPE RDC	Gombe

**KINSHASA**

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0030	COOPEC BOLINGO	Ngaliema
2	C0029	COOPEC'SCO	Gombe
3	C0074	MEC DECO/COOPEC	Ngaliema
4	C0105	COOPEC CBCO	Bandalungwa
5	C0040	COOPEC CEAC / MATETE	Matete
6	C0004	COOPECAS	Kinshasa
7	C0069	MEC-CAPROS/COOPEC	Ngaba
8	C0169	EFFATA MONT NGAFULA	Mont Ngafula
9	C0077	MECRE KINTAMBO MAGASIN	Ngaliema
10	C0078	MECRE MASINA/COOPEC	Masina
11	C0075	MECRE NGALIEMA UPN/COOPEC	Ngaliema
12	F0001	MECRECO/COOPEC	Gombe
13	C0025	MECREKIN/COOPEC	Gombe
14	C0012	MUFESAKIN / COOPEC	Kasa vubu
15	C0098	MUTECREDE/COOPEC	Kinshasa
16	C0011	MEC BOMOKO COOPEC	Lemba
17	C0065	COOPEC CEAC KINTAMBO	Kintambo
18	I0005	FINCA RDC	Gombe
19	I0018	IMF APE	Mont Ngafula
20	I0004	IMF LIFE-VEST	Gombe
21	I0014	IMF VIA NOVA sprl	Kasa vubu
22	C0132	EFFATA CITE MAMA MOBUTU / COOPEC	Mont Ngafula
23	I0022	IMF OPPORTUNITY INTERNETIONAL RDC	Ngaliema
24	C0133	COOPPEC UNION ET CHARITE	Limete
25	C0135	MEC IDECE/Kinshsa	Ndjili
26	C0139	COOPEC FAIDEC	Mampu / Plateau de Bateke
27	I0024	IMF YOASI	Gombe
28	I0026	IMF CREP (1er catégorie)	Gombe

29	I0027	IMF SILVER (2er catégorie)	Gombe
30	I0028	IMF PALMIER	Kasa-Vubu
31	C0156	COOPEC CEAC OZONE	Ngaliema
32	I0029	IMF CONGO CREDIT FINANCE (1er catégorie)	Ngaliema
33	I0032	IMF OXUS RDC	Bandalungwa
34	I0034	IMF PADERU	Kinshasa/Kisenso

**MANIEMA**

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0124	COOPEC IMARA KINDU	Kindu
2	C0129	MECREKINDU/COOPEC	Kindu
3	C0164	COOPEC MANIEMA	Kindu

**NORD KIVU**

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0085	COOPECCO BENI	Beni
2	C0086	COOPECCO-OICHA	Oicha
3	C0038	MECRE-BENI/COOPEC	Beni
4	C0019	COODEFI/COOPEC	Butembo
5	C0084	COOPEC LA SEMENCE	Butembo
6	C0044	COOPECCO/BUTURANDE	Buturande
7	C0027	COOPEC IMARA/GOMA	Goma
8	C0079	COOPEC ADEC	Goma
9	C0117	COOPEC BONNE MOISSON	Goma
10	C0106	COOPEC KESHENI	Goma
11	C0083	COOPEC TUJENGE PAMOJA	Goma
12	C0120	COOPEC UMOJA NI NGUVU	Goma
13	C0060	MECRE-BIRERE/COOPEC	Goma
14	C0032	MECREGO/COOPEC	Goma
15	C0033	MECRE-KATINDO/COOPEC	Goma
16	C0034	MECRE-VIRUNGA/COOPEC	Goma
17	C0047	COOPEC TUMAINI	Goma
18	C0055	COOPEC KIRUMBA	Kirumba
19	C0088	COOPECCO-KIRUMBA	Kirumba
20	C0087	COOPECCO-LUBERO	Lubero
21	C0039	MECRE-MABANGA/COOPEC	Goma
22	C0118	COOPEC NYAMILIMA	Nyamilima
23	C0043	COOPECCO/VITSHUMBI	Vitshumbi
24	I0011	IMF HEKIMA (2 <sup>ème</sup> catégorie)	Goma
25	C0122	COOPEC AGROPAS-LE GRENIER/BUTEMBO	Butembo
26	C0138	COOPEC SILOE	Goma
27	I0023	Société de Microfinance Light in Business «SMF LBC»	Butembo
28	C0143	COOPEC AKIBA YETU	Goma
29	C0144	COOPEC LE BATISSEUR	Goma
30	C0145	COOPEC UMOJA-WETU	Goma
31	C01559	COOPEC NYAWERA/GOMA	Goma

32	C0171	COOPEC UDEV	Butembo
----	-------	-------------	---------

**PROVINCE ORIENTALE**

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0165	MECREKISANGANI	Kisangani
2	C0167	MECREBUNIA	Bunia

**SUD KIVU**

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0080	COOPEC BAGIRA	Bukavu
2	C0052	COOPEC CAHI	Bukavu
3	C0042	COOPEC KAWA	Bukavu
4	C0110	COOPEC MALI FEZA	BUKAVU
5	C0053	COOPEC MOCC/BUKAVU	Bukavu
6	C0018	COOPEC NYAWERA	Bukavu
7	C0028	COOPEC PILOTE	Bukavu
8	C0036	MECREBU/COOPEC	Bukavu
9	C0089	MUTEC/COOPEC	Bukavu
10	C0071	COOPEC KALUNDU	Uvira
11	C0114	COOPEC CIHERANO	Walungu
12	C0101	COOPEC BURHIBA-KASHA	Bukavu
13	C0108	COOPEC FOMULAC KATANA	Kabare
14	C0099	COOPEC KAZIMIA	Fizi
15	C0102	COOPEC LUHWINDJA	Muenga
16	C0097	COOPEC/BARAKA	Fizi
17	C0091	MECRE IBANDA/COOPEC	Bukavu
18	C0090	MECRE KADUTU/COOPEC	Bukavu
19	C0092	MECRE UVIRA/COOPEC	Uvira
20	C0123	COOPEC IMARA BUKAVU	Bukavu
21	C0127	COOPEC MBOKO	Fizi
22	I0020	IMF SOFIGL	Bukavu
23	I0021	IMF SMICO	Bukavu
24	F0003	COOPEC-KIVU	Bukavu
25	C0142	COOPEC KANDO	Kalehe
26	C0147	COOPEC NYAWERA KAVUMU	Kabare
27	C0148	COOPEC NYAWERA BEACH MUHANZI	Bukavu
28	C0149	COOPEC Axé su les Résultats	Bukavu
29	C0150	COOPEC Tulinde Hazina	Bukavu
30	C0162	COOPEC NYATENDE	Kabare
31	C0168	MECREKAVUMU	Kavumu
32	I0035	SMF P.A.I.D.E.K. (SM)	Bukavu
33	C0170	COOPEC OBUGUMA	Idjwi

**Annexe n° 3 : Liste des institutions agréées en 2013**

N°	DENOMINATION	PROVINCE	REFERENCE
1	EFFATA MONT NGAFULA	Kinshasa	Gouv./D.033/n°00517 du 13 mars 2013
2	SMF P.A.I.D.E.K.	Sud Kivu	V-Gouv./D.033/n°00039 du 26 avril 2013
3	COOPEC UDEV	Nord Kivu	Gouv./D.033/n°00614 du 19 septembre 2013
4	COOPEC OBUGUMA	Sud Kivu	Gouv./D.033/n°00630 du 20 septembre 2013

**Annexe n° 4 : Liste des institutions radiées en 2013**

N°	DENOMINATION	PROVINCE	REFERENCE
1	IMF AFRIMIC Sprl (1 <sup>ère</sup> catégorie)	Kinshasa	Gouv./D.033/N°0125 DU 14 juin 2013
2	COOPEC BUKAVU KINSHASA	Kinshasa	Gouv./D.033/N°0126 DU 14 juin 2013
3	COOPEC EDE/GOMA (En liquidation volontaire)	Nord Kivu	Gouv./D.033/N°0128 DU 14 juin 2013
4	COOPEC EAD (En liquidation volontaire)	Nord Kivu	Gouv./D.033/N°0127 DU 14 juin 2013
5	COOPEC AGRI	Nord Kivu	Gouv./D.033/N°0130 DU 14 juin 2013
6	COOPEC AMKENI	Nord Kivu	Gouv./D.033/N°0131 DU 14 juin 2013
7	COOPEC-CR/BUTEMBO	Nord Kivu	Gouv./D.033/N°0132 DU 14 juin 2013
8	COOPECCO-GOMA (En liquidation volontaire)	Nord Kivu	Gouv./D.033/N°00283 DU 18 juillet 2013
9	COOPEC MWANGAZA	Nord Kivu	Gouv./D.033/N°00777 DU 07 novembre 2013
10	COOPEC EDE/BUKAVU	Sud Kivu	Gouv./D.033/N°00809 DU 18 novembre 2013
11	MECRE GOMBE	Kinshasa	TRANSFORMEE EN AGENCE EN 2013

## Liste des abréviations utilisées

- **AFI** : Alliance pour la Finance Inclusive
- **AFRACA** : Association Africaine du Crédit Rural et Agricole
- **ANIMF** : Association Nationale des Institutions de Micro Finance
- **APROCEC** : Association Professionnelle des Coopératives d'Épargne et de Crédit
- **BCC** : Banque Centrale du Congo
- **BM** : Banque Mondiale
- **CDF** : Franc Congolais
- **CGAP** : Groupe Consultatif d'Assistance aux Pauvres
- **COOCEC** : Coopérative Centrale d'Épargne et de Crédit
- **COOPEC** : Coopérative d'Épargne et de Crédit
- **CPCC** : Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo
- **DSIF** : Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers
- **EMC** : Entreprise de Microcrédit
  
- **FINA** : Financial A (logiciel de supervision)
- **FPM** : Fonds pour l'inclusion financière
- **IF** : Intermédiaires Financiers
- **IMF** : Institution de Micro Finance
- **ISFD** : Institution du Système Financier Décentralisé
- **JIE** : Journée Internationale de l'Épargne
- **KfW Entwicklungsbank** : (Coopération financière allemande)
- **MAP** : Making Access Possible
- **MEC** : Mutuelle d'Épargne et de Crédit
- **MECRE** : Mutuelle d'Épargne et de Crédit
- **MPME** : Micro, Petites et Moyennes Entreprises
- **MUSO** : Mutuelle de Solidarité
- **OHADA** : Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique
- **OIT** : Organisation Internationale du Travail
- **PAR** : Portefeuille à Risque
- **PASMIF** : Programme d'Appui au Secteur de la Microfinance
- **PCCI** : Plan Comptable des Coopératives d'épargne et de crédit et des Institutions de Micro Finance
- **PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement
- **RDC** : République Démocratique du Congo
- **SIG** : Système d'Information et de Gestion
- **SMF** : Société de Micro Finance
- **UNCDF** : United Nations Capital Development Fund
- **USD** : Dollar des Etats-Unis

